

### III. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR MESURE

#### 1) GÉNÉRALITÉS<sup>1</sup>

1. Depuis le précédent examen, effectué en 2003, le Chili a adopté diverses mesures de modernisation douanière et de facilitation des échanges, y compris la publication anticipée des règles douanières et un processus de consultation publique en ligne, l'automatisation des processus d'entrée et de sortie des marchandises et la création de tribunaux douaniers. En outre, une loi publiée à la fin de 2003 formalise l'application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Par suite d'un processus unilatéral d'abaissement des droits de douane, le Chili applique depuis 2003 un droit NPF pratiquement uniforme de 6%. Toutes les lignes tarifaires sont consolidées, dans la plupart des cas au taux de 25% *ad valorem*. Le Chili applique un système de fourchette de prix pour certains produits agricoles. Le seul contingent tarifaire en vigueur s'applique aux importations de sucre.

2. Outre les droits de douane, d'autres prélèvements s'appliquent aux importations de marchandises, dont certains sur une base *ad valorem*. Durant la période considérée, la redevance de dédouanement et la redevance aéronautique ont été abolies. Le Chili n'applique pas de restrictions quantitatives ni de licences d'importation, mais il interdit l'importation des véhicules, motocyclettes et pneumatiques usagés. Depuis 2003, il a recouru aux mesures commerciales contingentes en de rares occasions; ces mesures se sont concentrées sur certains produits agricoles. D'une manière générale, l'élaboration et l'application des règlements techniques et des mesures sanitaires s'effectuent de manière transparente, et les mesures de l'une et l'autre catégories sont régulièrement notifiées à l'OMC.

3. Le Chili met en œuvre divers programmes de promotion des exportations qui comportent essentiellement des facilités administratives pour le paiement et la restitution des droits de douane. Durant la période considérée, certains de ces programmes ont été modifiés dans une optique de conformité à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires. Le Chili met aussi en œuvre divers régimes de financement et de garantie à l'exportation; l'un de ces régimes est assujéti à des prescriptions de contenu national. Il existe, en outre, divers programmes d'incitations visant à promouvoir le développement régional, les micro, petites et moyennes entreprises et l'innovation; ces programmes comprennent des avantages fiscaux, un financement axé sur l'investissement et le développement technologique ainsi qu'une aide à la gestion des entreprises.

4. Depuis 2003, le Chili a réformé le cadre législatif de son système de marchés publics pour rendre ce dernier plus transparent et plus efficient, l'une des mesures adoptées dans cette optique étant le recours à un système électronique de passation des marchés; le traitement national est accordé aux fournisseurs étrangers. Le régime de la concurrence a fait lui aussi l'objet de réformes, dont l'instauration en 2004 du Tribunal de défense de la concurrence; de nombreuses enquêtes visant des fusions et acquisitions ont été menées dans les secteurs des transports, des télécommunications, de l'électricité et de la santé, entre autres. Le Chili a aussi opéré des réformes législatives destinées à améliorer son régime de propriété intellectuelle; la législation chilienne va au-delà des obligations découlant de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) pour ce qui est de certaines questions liées au droit d'auteur et à la propriété industrielle.

---

<sup>1</sup> Dans les chapitres III et IV, les montants en pesos ont été convertis en dollars des États-Unis au taux de change de 587,32 pesos pour un dollar, qui représente la moyenne arithmétique du taux de change du dollar pour les six premiers mois de 2009. De leur côté, les unités de compte (UF) ont été converties en dollars des États-Unis au taux de 35,9 dollars pour une UF, qui représente la moyenne arithmétique de la valeur de l'UF pour les six premiers mois de 2009.

## 2) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS

### i) Procédures, documentation et enregistrement

5. Depuis le précédent examen de sa politique commerciale, le Chili a instauré diverses mesures visant à simplifier les procédures douanières, à faciliter les échanges et à accroître l'efficacité des contrôles, et il procède actuellement à d'autres améliorations.

6. Le régime douanier du Chili repose sur l'Ordonnance douanière (Décret ayant force de loi n° 30 du Ministère des finances, publié le 16 juin 2005).<sup>2</sup> Les autres instruments qui le composent sont la Loi organique des douanes (Décret n° 329 du 20 juin 1979), le Tarif douanier (Décret n° 1.019 du 31 décembre 2001 et ses modifications), le Code douanier (Décret-loi n° 830 du 31 décembre 1974), le Recueil des règlements douaniers (Résolution n° 1300 de 2006), la Loi n° 18.525 sur l'importation des marchandises et ses modifications, la Loi n° 19.912 de 2003, qui met la législation chilienne en adéquation avec les Accords de l'OMC, ainsi que divers règlements et décisions<sup>3</sup> et les dispositions en matière douanière des accords commerciaux conclus par le Chili. Ce dernier est membre de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et a conclu des accords de coopération douanière avec huit pays.<sup>4</sup>

7. Le Service national des douanes (les Douanes), organisme administratif public autonome, est chargé de surveiller et de contrôler le passage des marchandises aux postes côtiers, aux frontières et dans les aéroports du Chili, de percevoir les droits et autres impositions liés au commerce extérieur (dont la TVA et les impositions spécifiques), de générer les statistiques relatives aux échanges commerciaux du Chili et d'accomplir les autres tâches qui lui sont dévolues par la loi. Les axes stratégiques du travail des Douanes sont le contrôle, la facilitation du commerce extérieur et l'incorporation des technologies de l'information dans ces deux processus.<sup>5</sup>

8. Pour faire entrer des marchandises au Chili, il faut présenter une déclaration d'entrée qui doit être validée par les autorités douanières. Sur cette déclaration doivent figurer les renseignements ci-après: identité de l'exportateur, du transporteur, de l'importateur ou du transitaire et, le cas échéant, du courtier en douane; numéro de contribuable de l'importateur; description de la marchandise (code du Système harmonisé, poids, quantité, prix unitaire) et valeur en douane.

9. La déclaration d'entrée doit être accompagnée des documents suivants: connaissance, lettre de voiture ou lettre de transport aérien, original de la facture commerciale, déclaration sous serment de l'importateur sur le prix de la marchandise – aux fins de l'évaluation en douane – et, le cas échéant, mandat confié au courtier en douane (endossement de l'original du connaissance). En outre, il faut présenter les permis, certificats ou approbations auxquels la marchandise est assujettie, ainsi qu'un certificat d'origine dans le cas des importations relevant d'un accord préférentiel.

---

<sup>2</sup> Le Décret ayant force de loi n° 30 de 2005 contient le texte refondu, coordonné et systématisé du Décret ayant force de loi (DFL) n° 213 (Ordonnance douanière) de 1953.

<sup>3</sup> La législation, la réglementation et la jurisprudence chiliennes en matière douanière peuvent être consultées en ligne à l'adresse [http://www.aduana.cl/prontus\\_aduana/site/edic/base/port/inf\\_leg\\_y\\_normativa.html](http://www.aduana.cl/prontus_aduana/site/edic/base/port/inf_leg_y_normativa.html).

<sup>4</sup> Renseignements en ligne du Service national des douanes. Adresse consultée: [http://www.aduana.cl/prontus\\_aduana/](http://www.aduana.cl/prontus_aduana/).

<sup>5</sup> Renseignements en ligne du Service national des douanes. Adresse consultée: <http://www.aduana.cl>.

10. L'intervention d'un courtier en douane (commissionnaire en douane) est obligatoire pour toutes les importations dont la valeur f.a.b. est supérieure à 1 000 dollars EU<sup>6</sup>, à l'exception des importations destinées aux zones franches. Pour remplir la fonction de courtier en douane, il faut, entre autres conditions, être citoyen chilien et accrédité par le Directeur national des Douanes. Les courtiers en douane sont, de par la loi, des auxiliaires de la fonction publique; ils sont tenus, conjointement avec leur commettant, d'acquitter les droits et impositions à l'importation, et ils sont responsables, civilement et administrativement, de toute action ou omission affectant les intérêts de l'État.<sup>7</sup> En 2008, le Chili comptait 236 courtiers en douane actifs.

11. Les importateurs ne sont pas assujettis à des prescriptions d'enregistrement. Seul existe un registre des importateurs et exportateurs de substances qui appauvrissent la couche d'ozone<sup>8</sup>, géré par le SNA, qui a pour but de garantir la conformité aux obligations internationales énoncées dans le Protocole de Montréal sur le contrôle de ces substances.

12. Les déclarations d'entrée sont transmises par voie électronique dans la totalité des cas, par l'entremise d'un courtier en douane, et incluent la détermination des impositions. Depuis la fin de 2007, les manifestes de transport (pour le transport maritime, terrestre ou aérien et les services de messagerie) peuvent eux aussi être transmis aux Douanes par des moyens électroniques.<sup>9</sup> Une fois que la déclaration d'entrée a été approuvée, le paiement des droits et impositions s'effectue par voie électronique ou auprès des banques autorisées. Un projet de guichet unique du commerce extérieur est en cours, qui vise à permettre aux opérateurs du commerce extérieur d'effectuer toutes leurs démarches par voie électronique. Selon les renseignements des Douanes, à la fin de 2007 la coordination bilatérale des systèmes et procédures avait été concrétisée avec dix services publics, qui représentaient ensemble plus de 96% du volume des opérations.<sup>10</sup>

13. Lorsqu'une demande d'importation est jugée recevable, pour vérifier les données déclarées les autorités douanières peuvent procéder à un contrôle documentaire, à un examen physique des marchandises ou encore à une évaluation en douane, qui consiste à effectuer dans le même cas l'examen physique et le contrôle documentaire.<sup>11</sup> Selon les renseignements communiqués par les autorités, le pourcentage des opérations d'importation (et d'exportation) soumises à un contrôle documentaire et un examen physique oscille entre 5 et 10%.

14. L'identification des envois à contrôler repose sur les profils de risque et sur les modules de filtrage et de sélectivité; des examens aléatoires sont également effectués. En 2007, 84% des déclarations d'entrée qui ont fait l'objet d'un contrôle ont été sélectionnées au moyen d'un système informatisé, et le reste manuellement. Les critères de sélection sont établis par le Département du contrôle douanier et concernent les secteurs sensibles et les aspects liés aux droits et taxes, en particulier la sous-évaluation; il n'y a toutefois pas de critères relatifs au dossier fiscal des entreprises. Les autorités douanières effectuent également des contrôles *a posteriori* qui touchent 15 à 20% des opérations d'importation et qui sont fonction des profils de risque.

<sup>6</sup> Depuis le précédent examen (2003), cette valeur est passée de 500 à 1 000 dollars EU. Dans le cas des exportations, l'intervention d'un courtier en douane est exigée pour les opérations dépassant les 2 000 dollars EU.

<sup>7</sup> Articles 196, 199 et 200 de l'Ordonnance douanière (DFL n° 30).

<sup>8</sup> Résolution spéciale n° 5630 du 17 octobre 2007.

<sup>9</sup> Dans le cas du connaissance (B/L), seule l'en-tête se transmet par voie électronique.

<sup>10</sup> Renseignements en ligne du Service national des douanes. Adresse consultée: [http://www.aduana.cl/prontus\\_aduana/site/artic/20071210/pags/20071210131656.html](http://www.aduana.cl/prontus_aduana/site/artic/20071210/pags/20071210131656.html).

<sup>11</sup> Article 84 de l'Ordonnance douanière (DFL n° 30).

15. Si, après les opérations d'inspection, il n'y a aucune observation à formuler, les autorités douanières valident la liquidation des droits et autres impositions à l'importation. En règle générale, le paiement des droits doit avoir lieu dans un délai de 15 jours après l'acceptation de la déclaration d'entrée et avant le retrait des marchandises de la douane, sauf si les marchandises font l'objet d'une modalité de paiement différente. La durée moyenne du dédouanement est de deux jours.

16. Depuis le précédent examen de sa politique commerciale, le Chili a adopté diverses mesures visant à faciliter les échanges et à les rendre plus sûrs. En 2007, il a instauré la "publication anticipée", qui consiste à publier les règles douanières sur le portail Internet des Douanes avant leur entrée en vigueur, afin que tous les intéressés puissent en prendre connaissance et les commenter. La même année, les Douanes ont instauré une procédure en ligne dénommée "Agenda Normativa" pour inviter les opérateurs commerciaux à proposer des mesures tendant à améliorer les normes et procédures douanières. En plus d'améliorer la transparence et de promouvoir la participation du secteur privé, ce mécanisme favorise une meilleure application des règles. Selon le FMI, la "publication anticipée" et la procédure "Agenda Normativa" figurent parmi les meilleures pratiques internationales.

17. Le Chili s'emploie à mettre en œuvre le cadre réglementaire de l'OMD sur la sécurité et la facilitation des échanges, et depuis 2005 il met en application la Convention de l'OMD sur l'admission temporaire (carnets ATA). Parmi les autres mesures de facilitation des échanges figurent la modernisation de l'infrastructure physique, l'acquisition de technologies non invasives (*scanners* de conteneurs), l'interopérabilité entre les douanes et les ports, l'introduction d'un projet pilote de traitement douanier des exportations qui permet l'envoi de renseignements depuis l'usine jusqu'au port ou à la douane<sup>12</sup>, réduisant ainsi la durée de séjour des marchandises au port, et le renforcement de la coopération avec les douanes frontalières.

18. En octobre 2008, les Douanes ont créé l'Unité du contrôle après dédouanement, qui relève de la Sous-Direction du contrôle et est chargée d'assurer le contrôle *a posteriori* des entreprises, de façon globale et par groupes d'activités. De plus, en février 2009 un programme pilote du système des opérateurs économiques agréés a été mis en place dans le but de faciliter le commerce légitime et de concentrer le contrôle sur les opérateurs qui posent davantage de risques.

19. En vertu des ACR du Chili, à compter de 2009 les autorités douanières nationales fournissent, à la demande de l'importateur, de l'exportateur ou du producteur d'une marchandise à importer, des décisions anticipées à caractère contraignant sur les aspects tels que l'évaluation en douane, la classification tarifaire et l'origine de la marchandise. Les décisions anticipées sont fournies en rapport avec toutes les importations, indépendamment de leur origine.

20. Conformément à l'Ordonnance douanière, les intéressés peuvent en appeler des décisions et actions des Douanes dans un délai de 60 jours ouvrables. Les recours en appel doivent être exercés auprès du directeur régional ou de l'administrateur des Douanes, qui règle le litige en première instance. La décision prise à ce niveau peut être portée en appel dans un délai de cinq jours ouvrables auprès du Directeur national des Douanes, dont la décision s'applique sans recours ultérieur et vaut dans toutes les douanes du pays.<sup>13</sup> La jurisprudence chilienne en matière douanière peut être consultée sur le site Web des Douanes.<sup>14</sup> Les autorités ont indiqué que durant la période 2003-2006

<sup>12</sup> Projet pilote mis en œuvre aux terminaux portuaires de San Antonio et San Vicente.

<sup>13</sup> La procédure de recours contre les décisions des autorités douanières est décrite au titre VI de l'Ordonnance douanière (DFL n° 30).

<sup>14</sup> Renseignements en ligne du SNA. Adresse consultée: [http://www.aduana.cl/prontus\\_aduana/site/edic/base/port/inf\\_fallos.html](http://www.aduana.cl/prontus_aduana/site/edic/base/port/inf_fallos.html).

(derniers renseignements disponibles), 6 422 recours en matière d'évaluation ont fait l'objet de décisions en première ou unique instance, et 4 559 recours ont été réglés en deuxième instance.

21. En 2008, le Congrès national a approuvé la création des tribunaux fiscaux et douaniers, qui sont indépendants des organismes de contrôle et seront chargés de régler les différends entre les contribuables et les Douanes en ce qui concerne la classification, l'évaluation, l'origine, etc. On espère que ces tribunaux entrent progressivement en fonction entre 2009 et 2013.

22. Le Chili a notifié à l'OMC qu'il n'avait ni lois ni règlements sur l'inspection avant expédition.<sup>15</sup> Les autorités ont confirmé qu'elles n'utilisaient pas ce type de services.

## ii) Évaluation en douane

23. En novembre 2003 a été publiée la Loi n° 19.912 formalisant l'application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane dont le Chili appliquait les dispositions depuis 2002 en vertu du Décret n° 1.134 (20 juin 2002). La Loi n° 19.912 a mis la législation chilienne en adéquation avec les dispositions dudit accord, entre autres réformes.<sup>16</sup> Ces modifications ont été notifiées à l'OMC.<sup>17</sup> À sa réunion de mars 2004, le Comité de l'évaluation en douane de l'OMC a mis fin à l'examen de la notification du Chili.

24. Le Chili utilise la valeur transactionnelle comme première base de détermination de la valeur en douane et définit cette valeur comme étant le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises lorsque celles-ci sont vendues aux fins d'importation dans le pays. La valeur transactionnelle s'applique sur une base c.a.f. tant pour les importations en régime NPF que pour celles qui relèvent de régimes préférentiels. En 2008, le pourcentage des importations dont la valeur en douane a été déterminée sur la base de la valeur transactionnelle a été de 99%.

25. Lorsque la valeur en douane ne peut être déterminée sur la base de la valeur transactionnelle, on recourt successivement à chacune des méthodes établies dans l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane (articles 2, 3, 5, 6 et 7) jusqu'à ce qu'on trouve la première méthode permettant de déterminer cette valeur. Si, durant la détermination de la valeur en douane des marchandises à importer, il s'avère nécessaire de différer la détermination définitive, dans les cas indiqués par les Douanes l'importateur peut retirer les marchandises moyennant la production d'une garantie suffisante.<sup>18</sup>

26. La vérification de la valeur déclarée se fonde sur le principe du doute raisonnable.<sup>19</sup> Lorsque les Douanes ont des raisons valables de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée, elles peuvent exiger de l'importateur qu'il présente d'autres documents ou preuves attestant de cette valeur. Si, à partir des éléments fournis, ou en l'absence de ces éléments, le doute persiste sur la valeur déclarée, la valeur des marchandises est déterminée conformément aux méthodes énoncées dans l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Cette procédure est sans préjudice des pouvoirs dont disposent les Douanes pour procéder à des révisions, des enquêtes ou des contrôles *a posteriori*.

<sup>15</sup> Document de l'OMC G/PSI/N/1 du 31 mars 1995.

<sup>16</sup> Parmi les lois qui ont été modifiées figurent la Loi n° 18.525 sur l'importation des marchandises et la Loi n° 18.483 ou "Loi sur l'industrie automobile".

<sup>17</sup> Document de l'OMC G/VAL/N/1/CHL/1 du 24 novembre 2003.

<sup>18</sup> Article 5 de la Loi n° 18.525, modifiée par le Décret n° 19.912.

<sup>19</sup> Article 69 de l'Ordonnance douanière (DFL n° 30).

27. La législation chilienne confère au Directeur national des Douanes la faculté d'édicter des règles pour l'évaluation des marchandises usagées; elle précise toutefois que ces règles doivent être conformes à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

### iii) Règles d'origine

28. Le Chili applique des règles d'origine préférentielles en vertu de ses différents ACR; sa législation ne prévoit pas de règles d'origine non préférentielles.<sup>20</sup> Tous les ACR conclus par le Chili contiennent des dispositions spécifiques en ce qui concerne les règles d'origine et les procédures de certification. Le Chili a notifié les règles d'origine préférentielles de certains de ses ACR au Comité des règles d'origine de l'OMC.<sup>21</sup> Les renseignements concernant les règles d'origine de ses autres accords ont été notifiés au Comité des accords commerciaux régionaux (voir le tableau AII.3).

29. Parmi les ACR du Chili, on peut distinguer trois ensembles de règles d'origine qui se différencient par leur complexité, leur spécificité et leur degré de détail, à savoir: i) les règles d'origine des accords qui sont similaires à l'Accord de libre-échange nord-américain; ii) les règles d'origine qui figurent dans les accords négociés avec des pays européens et iii) les règles d'origine des accords de complémentarité économique (ACE) conclus dans le cadre de l'ALADI.

30. D'une manière générale, en vertu des ACR que le Chili a conclus avec les pays du continent américain, les pays asiatiques, les pays du P-4<sup>22</sup> et l'Australie, une marchandise est considérée comme originaire si elle est entièrement obtenue ou produite sur le territoire des parties; si elle est entièrement produite sur le territoire des parties, exclusivement à partir d'intrants originaires; si elle est produite à partir d'intrants non originaires qui subissent un changement de classification tarifaire sur le territoire des parties et respectent d'autres prescriptions; ou si elle satisfait à une prescription de teneur en éléments régionaux, calculée sur la base de formules détaillées.

31. Dans les accords conclus avec les Communautés européennes et l'Association européenne de libre-échange, les règles d'origine reposent sur le concept de l'"ouvraison ou transformation suffisante". Les critères servant à déterminer si un produit a subi une ouvraison ou transformation suffisante varient d'un produit à l'autre, mais ils peuvent inclure le changement de classification tarifaire, la prescription de teneur en éléments régionaux et les règles relatives aux procédés de production.

32. Les règles d'origine des ACE se fondent sur la Résolution n° 252 (1999) du Comité des représentants de l'ALADI. Il s'agit de règles d'origine relativement plus simples. Outre les produits entièrement obtenus sur le territoire des parties, sont considérées comme originaires les marchandises qui subissent une transformation substantielle (c'est-à-dire un changement de classification tarifaire). À défaut de transformation substantielle, on applique une prescription de teneur en éléments régionaux calculée selon une forme simple (c.a.f./f.a.b.). Les règles d'origine des différents ACE conclus par le Chili ont été décrites dans le rapport que le Secrétariat a établi en vue de l'examen de la politique commerciale du pays en 1997.<sup>23</sup>

<sup>20</sup> Document de l'OMC G/RO/N/6 du 19 décembre 1995.

<sup>21</sup> Document de l'OMC G/RO/N/38 du 7 octobre 2002.

<sup>22</sup> L'Accord stratégique transpacifique de partenariat économique (P-4) a été conclu le 18 juillet 2005 entre le Chili, la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Brunéi Darussalam.

<sup>23</sup> OMC (1997).

33. Les importations qui bénéficient d'un traitement préférentiel en vertu d'un accord commercial doivent être accompagnées d'un certificat d'origine. Les procédures de certification et de vérification de l'origine varient selon les accords. Certains ACR permettent l'autocertification, et il existe à cet effet un certificat d'origine qui peut être produit et présenté par voie électronique dans certains cas; la vérification de l'origine est engagée directement par le bureau douanier d'importation, et les procédures liées aux obligations et attributions de chaque entité participante sont généralement très détaillées. Les accords conclus avec les pays d'Europe disposent que la certification de l'origine est assurée par l'entité gouvernementale compétente (dans le cas du Chili, la DIRECON), qui ne peut déléguer cette fonction; un certificat d'origine spécial (avec filigrane et couleur spécifique) est exigé, et la procédure de vérification est mise en œuvre par l'entité gouvernementale compétente. Dans le cas des ACE, la certification incombe à l'entité compétente, qui peut déléguer cette tâche à d'autres organismes publics ou privés; le modèle de certificat d'origine est simple, et la procédure de vérification est mise en œuvre par l'organisme certificateur.<sup>24</sup>

34. Au titre des actions visant à favoriser la convergence des accords commerciaux auxquels le Chili est partie, ses autorités explorent la possibilité d'établir des mécanismes de cumul de l'origine avec ses partenaires de différents accords, par exemple dans le cadre du forum "Arc du Pacifique" (voir le chapitre II 4) iii)), au sein duquel le Chili préside un groupe de travail sur la convergence.

#### iv) Droits de douane

35. Le Chili applique un droit NPF moyen de 6%. L'application des droits de douane s'effectue à un taux pratiquement uniforme, sauf quelques exceptions pour certains produits agricoles qui sont assujettis à un taux de 12,5% ou à un système de fourchettes de prix, et pour certains produits (aéronefs, navires et certains biens d'équipement) qui bénéficient de la franchise de droits. Durant le Cycle d'Uruguay, le Chili a consolidé l'intégralité de son tarif douanier au taux de 25%, exception faite de certains produits agricoles pour lesquels le taux consolidé a été fixé à 31,5% au terme de la période de mise en œuvre. Par la suite, en vertu de l'article XXVIII du GATT, le Chili a renégocié à la hausse le droit consolidé sur le sucre, le faisant passer à 98%, et il a instauré un contingent tarifaire pour ce produit.

##### a) Structure et niveaux

36. Depuis janvier 2003, le Chili applique un droit NPF pratiquement uniforme par suite de la mise en application de la Loi n° 19.589 (1998), en vertu de laquelle le taux de droit général (11%) a fait l'objet d'une réduction unilatérale d'un point de pourcentage par an qui l'a ramené à 6% en 2003 (janvier). Le Chili accorde au moins le traitement NPF à tous ses interlocuteurs commerciaux.

37. Le tarif douanier chilien se fonde sur la version 2007 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH 2007). En janvier 2009, il comportait 7 715 lignes tarifaires au niveau des positions à huit chiffres (contre 7 903 en 2003) (tableau III.1). Des droits *ad valorem* s'appliquaient à toutes les importations, à l'exception de huit lignes correspondant à des produits agricoles (blé, farine de blé et sucre), qui étaient assujetties à des droits composites dans le cadre du système de fourchettes de prix (voir le chapitre IV 2) iv)). En janvier 2009, l'équivalent *ad valorem* du droit appliqué selon le système de fourchettes de prix était un taux nul pour le blé et la farine de blé et un taux de 6% pour le sucre.<sup>25</sup> Le Chili n'appliquait pas de droits saisonniers.

---

<sup>24</sup> Contreras R. (non daté).

<sup>25</sup> Renseignements communiqués par les autorités chiliennes.

**Tableau III.1**  
**Structure des droits NPF, janvier 2009**  
 (pourcentage)

2009	
1. Nombre total de lignes tarifaires	7 715
2. Droits non <i>ad valorem</i> (% des lignes tarifaires)	0,1
3. Droits non <i>ad valorem</i> sans équivalents <i>ad valorem</i> (% des lignes tarifaires)	0,0
4. Contingents tarifaires (% des lignes tarifaires)	0,1
5. Lignes tarifaires exonérées de droits (% des lignes tarifaires)	0,5
6. Moyenne des taux supérieurs à zéro (% des lignes tarifaires)	6,0
7. "Crêtes" tarifaires nationales (% des lignes tarifaires) <sup>a</sup>	0,0
8. "Crêtes" tarifaires internationales (% des lignes tarifaires) <sup>b</sup>	0,0
9. Lignes tarifaires consolidées (% des lignes tarifaires)	100,0

a On entend par "crêtes tarifaires nationales" les taux qui sont trois fois supérieurs à la moyenne simple globale des taux appliqués.

b On entend par "crêtes tarifaires internationales" les taux supérieurs à 15%.

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités du Chili.

38. En janvier 2009, le tarif douanier comportait trois taux *ad valorem*: un taux nul, un taux de 6% et un taux de 12,5%. Le taux le plus courant, 6%, s'appliquait à 99,3% des lignes tarifaires; venaient ensuite le taux nul (0,5% des lignes tarifaires) et le taux de 12,5% (0,2% des lignes tarifaires).

39. Le droit NPF moyen était de 6% en janvier 2009 (tableau III.2). Les produits agricoles (définition OMC) étaient assujettis à un taux de droit moyen de 6,1%, tandis que les produits non agricoles étaient frappés d'un droit de 6% en moyenne. Le taux le plus élevé (12,5%) s'appliquait à 12 lignes tarifaires correspondant à certains produits agricoles, essentiellement des viandes et des abats comestibles de volailles. En effet, par suite de la conclusion de l'ACR avec les États-Unis, le Chili a relevé en 2004 le droit NPF dont ces 12 lignes étaient assorties, le portant de 6 à 25%, niveau qui doit baisser progressivement jusqu'à retomber à 6%<sup>26</sup>; en janvier 2009, ce droit s'établissait à 12,5%. À la même date, le Chili appliquait un droit nul à 35 lignes tarifaires correspondant à des produits non agricoles dont les livres et imprimés, les machines et appareils électriques, les véhicules de lutte contre les incendies, les chars, les hélicoptères, les avions, les navires de guerre et de passagers, entre autres.

40. Le tarif douanier du Chili ne présente pas de progressivité des droits puisque le taux moyen appliqué aux produits finis ou semi-finis est le même taux qui frappe les produits se trouvant à la première étape de transformation, soit 6%. La structure tarifaire du Chili ne présente pas non plus de dispersion significative. En effet, la dispersion des droits, mesurée par le coefficient de variation, est passée de 0,2% en 2003 à 0,1% en 2009.

41. Les marchandises usagées sont assujetties à une surtaxe de 50% par rapport au taux de droit général ou au taux préférentiel, selon le cas. Les ambulances, véhicules blindés, véhicules de nettoyage routier, caravanes et autres véhicules spécialisés sont exonérés du paiement de ce droit additionnel.

<sup>26</sup> Loi n° 19.914 du 19 novembre 2003.



**Tableau III.2**  
**Analyse récapitulative du droit NPF, janvier 2009**

Désignation des produits	NPF				Droit moyen consolidé (%)
	Nombre de lignes	Moyenne (%) <sup>a</sup>	Fourchette (%) <sup>a</sup>	Coefficient de variation (CV)	
<b>Total</b>	<b>7 715</b>	<b>6,0</b>	<b>0-12,5</b>	<b>0,1</b>	<b>25,1</b>
SH 01-24	1 484	6,0	0-12,5	0,1	25,8
SH 25-97	6 231	6,0	0-6	0,1	25,0
<b>Par catégorie OMC</b>					
Produits agricoles	1 045	6,1	0-12,5	0,1	26,1
- Animaux et produits d'origine animale	127	6,6	6-12,5	0,3	25,0
- Produits laitiers	51	6,0	6-6	0,0	29,8
- Café et thé, cacao, sucre, etc.	172	6,0	0-6	0,1	27,6
- Fleurs coupées, plantes	59	6,0	6-6	0,0	25,0
- Fruits, légumes et produits horticoles	270	6,0	6-6	0,0	25,0
- Céréales	20	5,7	0-6	0,2	25,3
- Graines oléagineuses, graisses et huiles et leurs produits	103	6,0	6-6	0,0	29,4
- Boissons et liquides alcoolisés	81	6,0	6-6	0,0	25,0
- Tabac	14	6,0	6-6	0,0	25,0
- Autres produits agricoles n.d.a.	148	6,0	6-6	0,0	25,0
Produits non agricoles (y compris le pétrole)	6 670	6,0	0-6	0,1	25,0
- Produits non agricoles (à l'exclusion du pétrole)	6 641	6,0	0-6	0,1	25,0
- Poisson et produits du poisson	510	6,0	6-6	0,0	25,0
- Produits minéraux, pierres précieuses et métaux précieux	401	6,0	6-6	0,0	24,9
- Métaux	659	6,0	6-6	0,0	25,0
- Produits chimiques et produits photographiques	1 342	6,0	6-6	0,0	25,0
- Cuir, caoutchouc, chaussures et articles de voyage	252	6,0	6-6	0,0	25,0
- Bois, pâte de bois, papier et meubles	425	5,9	0-6	0,1	25,0
- Textiles et vêtements	1 114	6,0	6-6	0,0	25,0
- Matériel de transport	320	5,5	0-6	0,3	24,8
- Machines non électriques	711	6,0	0-6	0,0	25,0
- Machines électriques	412	6,0	0-6	0,0	25,0
- Produits non agricoles n.d.a.	495	6,0	0-6	0,0	25,0
- Pétrole	29	6,0	6-6	0,0	25,0
<b>Par secteur CITI<sup>b</sup></b>					
Agriculture et pêche	516	6,0	0-6	0,0	25,3
Industries extractives	119	6,0	6-6	0,0	25,0
Industries manufacturières	7 079	6,0	0-12,5	0,1	25,1
<b>Par chapitre du SH</b>					
01 Animaux vivants et produits du règne animal	604	6,1	6-12,5	0,1	25,4
02 Produits du règne végétal	405	6,0	0-6	0,1	25,4
03 Graisses et huiles	60	6,0	6-6	0,0	28,2
04 Préparations alimentaires, etc.	415	6,0	6-6	0,0	26,3
05 Produits minéraux	196	6,0	6-6	0,0	24,9
06 Produits des industries chimiques ou des industries connexes	1 232	6,0	6-6	0,0	25,0
07 Plastiques et caoutchouc	304	6,0	6-6	0,0	25,0

Désignation des produits	NPF				Droit moyen consolidé (%)
	Nombre de lignes	Moyenne (%) <sup>a</sup>	Fourchette (%) <sup>a</sup>	Coefficient de variation (CV)	
08 Peaux et cuirs	81	6,0	6-6	0,0	25,0
09 Bois et ouvrages en bois	158	6,0	6-6	0,0	25,0
10 Pâte de bois, papier, etc.	209	5,9	0-6	0,1	25,0
11 Matières textiles et ouvrages en ces matières	1 093	6,0	6-6	0,0	25,0
12 Chaussures et coiffures	109	6,0	6-6	0,0	25,0
13 Ouvrages en pierre	187	6,0	6-6	0,0	25,0
14 Pierres gemmes, etc.	60	6,0	6-6	0,0	25,0
15 Métaux communs et ouvrages en ces métaux	637	6,0	6-6	0,0	25,0
16 Machines et appareils	1 142	6,0	0-6	0,0	25,0
17 Matériel de transport	333	5,5	0-6	0,3	24,8
18 Instruments de précision	258	6,0	6-6	0,0	25,0
19 Armes et munitions	23	6,0	6-6	0,0	25,0
20 Ouvrages divers	202	6,0	6-6	0,0	25,0
21 Objets d'art, etc.	7	6,0	6-6	0,0	25,0
<b>Par étape de transformation</b>					
Première étape de transformation	1 111	6,0	0-6	0,0	25,1
Produits semi-finis	2 281	6,0	0-6	0,0	25,2
Produits finis	4 323	6,0	0-12,5	0,1	25,1

a Les calculs comprennent les équivalents *ad valorem* des produits qui sont assujettis au système de fourchettes de prix (taux *ad valorem* de 6% combiné à un taux spécifique ou à une réduction tarifaire, selon le cas).

b CITI (Rev.2), à l'exclusion de l'électricité (une ligne).

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités du Chili.

#### b) Consolidations tarifaires

42. Les consolidations tarifaires convenues par le Chili figurent dans sa Liste VII annexée à l'Accord général de 1994 sur les tarifs douaniers et le commerce et dans une liste antérieure à l'entrée en vigueur de l'Accord de Marrakech.<sup>27</sup> Durant le Cycle d'Uruguay, le Chili a consolidé l'intégralité de son tarif douanier (chapitres 1 à 97 du SH) au taux de 25%, à l'exception de certains produits agricoles et de six lignes tarifaires pour lesquelles les taux avaient été consolidés à des niveaux inférieurs avant ce Cycle.

43. Les produits agricoles énumérés à la section I de la Liste VII du Chili ont été assujettis à un tarif consolidé de 31,5% au terme de la période de mise en œuvre. Parmi ces produits figurent le blé et la farine de blé, divers produits laitiers, les graines et fruits oléagineux, les graisses et huiles végétales ainsi que le sucre de canne ou de betterave. Les lignes pour lesquelles les taux ont été consolidés à moins de 25% sont les suivantes: une ligne à taux nul (cendres d'os), une ligne à 3% (navires de plus de 3 500 tonnes ou 120 mètres de long), une ligne à 15% (matières à tailler travaillées) et trois lignes à 23% (certaines turbines).

<sup>27</sup> La liste antérieure à l'entrée en vigueur de l'Accord de Marrakech figure dans le document L/7195/Add.5 annexé au Protocole de Genève (1993).

44. Après la fin du Cycle d'Uruguay, le Chili a renégocié au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994 le taux consolidé applicable au sucre. En novembre 2001, il a présenté une notification indiquant qu'il avait achevé cette négociation, qui a entraîné une augmentation du taux consolidé final pour le sucre (de 31,5% à 98%) et l'instauration d'un contingent tarifaire de 60 000 tonnes par an à taux nul.<sup>28</sup> Les modifications apportées à la Liste de concessions du Chili ont été certifiées et sont entrées en vigueur à compter du 30 janvier 2002.<sup>29</sup> Conformément au paragraphe 5 de l'article XXVIII du GATT de 1994, le Chili s'est réservé à plusieurs reprises le droit de modifier sa Liste de concessions; la plus récente communication à cet effet porte sur la période de trois ans qui a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2006.<sup>30</sup> Au moment de la rédaction du présent rapport, le Chili était en train d'établir une nouvelle notification à cet égard, qui couvrirait la période 2009-2011.

45. Le Chili n'a pas engagé de procédure pour incorporer dans sa Liste de concessions les modifications du SH 1996. Les changements apportés à sa Liste sur la base du SH 2002 ont été certifiés dans le document WT/Let/583 du 29 août 2007.

c) Contingents tarifaires

46. Par suite de la modification de sa Liste de concessions, le Chili applique depuis janvier 2002 un contingent tarifaire NPF pour le sucre raffiné (voir le chapitre IV 2) iv)). De plus, en vertu de ses ACR, il applique des contingents tarifaires à l'importation de certains produits tels que les huiles végétales, la viande bovine, la viande de volaille, les produits laitiers et le poisson.

d) Système de fourchettes de prix

47. Le Chili applique un système de fourchettes de prix basé sur les prix internationaux de référence pour les importations de blé, de farine de blé et de sucre. En vertu de ce système, qui a été modifié en 2003, des droits spécifiques s'ajoutent au droit *ad valorem* lorsque le prix de référence se situe en deçà de la limite inférieure de la fourchette de prix; à l'inverse, une réduction tarifaire s'applique lorsque le prix de référence dépasse la limite supérieure de la fourchette (voir le chapitre IV 2) iv)).

e) Traitements tarifaires spéciaux

48. La section 0 du tarif douanier chilien prévoit des traitements tarifaires spéciaux qui consistent en des exonérations totales ou partielles de droits pour certains usagers et à certaines fins. Ces traitements s'appliquent, entre autres, à l'importation de certaines marchandises par les entités publiques, les fonctionnaires du Service extérieur, les organisations internationales, les institutions d'enseignement et de bienfaisance sociale, les communautés religieuses et les sociétés de transport aérien et maritime, ainsi qu'aux dons, aux échantillons de marchandises à caractère non commercial et à certaines pièces d'automobiles. Le Chili accorde aussi des avantages tarifaires dans le cadre des zones franches (voir 4) iii)).

49. De plus, en vertu de la Loi n° 20.269, qui est entrée en vigueur le 27 juin 2008, un droit NPF nul a été institué pour l'importation de certains biens d'équipement.<sup>31</sup>

<sup>28</sup> Document de l'OMC G/MA/TAR/RS/82 du 30 octobre 2001.

<sup>29</sup> Document de l'OMC WT/Let/415 du 4 mars 2002.

<sup>30</sup> Document de l'OMC G/MA/173 du 5 décembre 2005.

<sup>31</sup> Le droit nul s'applique sur une base *ad hoc* aux biens d'équipement qui répondent à la définition contenue dans la Loi n° 18.634.

## f) Droits préférentiels

50. Les préférences tarifaires ont encore gagné en importance dans le commerce extérieur du Chili durant la période considérée. Depuis 2003, le Chili a conclu des ACR avec la Corée du Sud, les États-Unis, l'AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), la Chine, le Panama, le Pérou, la Colombie, l'Australie, le Japon et la Turquie, ainsi qu'un accord de partenariat économique avec la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Brunéi Darussalam (P-4) et un accord de portée partielle avec l'Inde. De plus, le Chili met en œuvre des ACR avec le Canada, le Mexique et l'Amérique centrale<sup>32</sup> et un accord de partenariat économique avec les Communautés européennes. Le Chili accorde également des préférences tarifaires à différents pays, en vertu des accords de complémentarité économique conclus dans le cadre de l'ALADI. Au total, il a conclu 20 accords commerciaux avec 56 pays (voir le chapitre II 4) ii)).

51. Le Secrétariat de l'OMC n'a pas été en mesure d'établir des statistiques résumées sur les préférences tarifaires que le Chili accorde dans le cadre de ses ACR, car il n'y a pas de renseignements sur les taux effectivement appliqués en 2009, au niveau des lignes tarifaires, dans le contexte de ces accords.<sup>33</sup>

52. Selon les conclusions d'une étude publiée par la Banque centrale du Chili sur le taux de droit effectif des importations chiliennes, étant donné qu'une proportion sans cesse plus importante de ces importations provient de pays qui bénéficient de préférences tarifaires, le taux de droit effectif a évolué à la baisse sur la période 2000-2005, atteignant en 2005 des valeurs inférieures à 2%. De même, l'étude indique que les biens d'équipement ont affiché le taux de droit effectif le moins élevé (1,3%), tandis que des taux plus élevés s'appliquaient aux biens intermédiaires (1,7%) et aux biens de consommation (3,1%).<sup>34</sup>

## v) Autres prélèvements grevant les importations

53. Outre les droits de douane, d'autres prélèvements s'appliquent exclusivement aux importations de marchandises, dont certains sur une base *ad valorem*. Depuis le précédent examen, le Chili a éliminé certains prélèvements à l'importation comme la redevance douanière et la redevance aéronautique. Les produits importés, tout comme les produits nationaux, sont assujettis au paiement de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) ainsi qu'à des impositions additionnelles, selon la nature du produit.

54. Les Douanes perçoivent une redevance équivalant à 1% de la valeur en douane pour le service de vérification de "l'évaluation sur examen" dans le cas des déclarations d'importation à paiement simultané.<sup>35</sup>

55. Les marchandises placées sous le régime d'admission temporaire sont frappées d'une taxe dont le montant est un pourcentage du total des droits de douane et impositions applicables, ce pourcentage étant fonction du temps qu'elles passeront au Chili. La taxe est de 2,5% lorsque la durée du séjour est de un à 15 jours, de 5% pour 16 à 30 jours, de 10% pour 31 à 60 jours, de 15% pour 61 à

<sup>32</sup> En mai 2009, cet accord était en vigueur seulement avec le Costa Rica, El Salvador et le Honduras.

<sup>33</sup> Le Secrétariat de l'OMC a eu accès aux échéanciers de réduction tarifaire pour chacun des ACR conclus par le Chili; toutefois, la plupart de ces échéanciers reposent sur des nomenclatures antérieures du SH, alors que les taux de droits NPF appliqués par le Chili se fondent sur le SH 2007. Il n'a donc pas été possible de calculer les réductions effectuées, ni les taux préférentiels appliqués.

<sup>34</sup> Becerra (2005).

<sup>35</sup> Article 85 de l'Ordonnance douanière.

90 jours, de 20% pour 91 à 120 jours et de 100% pour plus de 121 jours.<sup>36</sup> Dans le cas des marchandises qui font l'objet d'une admission temporaire et dont la détermination d'origine relève d'un accord préférentiel, la base d'imposition comprend tous les droits de douane et impositions établis pour le régime général d'importation.<sup>37</sup>

56. En principe, une taxe de magasinage doit être acquittée lorsque les marchandises séjournent dans un entrepôt des Douanes.<sup>38</sup> Les autorités indiquent toutefois qu'en fait, les Douanes n'assurent pas le magasinage et laissent l'exploitation des entrepôts douaniers à des personnes physiques ou morales agréées par le Directeur national des Douanes ou en accordent la concession par voie d'appel d'offres. Les gestionnaires d'entrepôts fixent les tarifs, mais ils ne peuvent pas établir des traitements arbitraires ni discriminatoires.<sup>39</sup>

57. La TVA s'applique aux ventes intérieures et à l'importation des marchandises et des services, sauf quelques exceptions établies par la loi.<sup>40</sup> En octobre 2003, le taux de la TVA a été temporairement relevé de 18 à 19%, et ce relèvement est devenu permanent à compter d'avril 2006. Pour les produits importés, le calcul de la TVA repose sur la valeur en douane majorée du droit d'importation. La législation définit des exceptions à l'application de la TVA selon l'usage ou la finalité des marchandises importées, l'une des exceptions les plus pertinentes étant la finalité d'exportation. En outre, une exonération de la TVA peut être accordée pour les importations de biens d'équipement aux fins d'investissement lorsqu'elles sont effectuées en vertu de la Loi sur l'investissement étranger (DL n° 600, voir aussi le chapitre II 3)) ou dans le cas des biens d'équipement qui ne sont pas produits au Chili en qualité et en quantité suffisantes.<sup>41</sup>

58. Selon leur nature, certains produits nationaux et importés sont assujettis à des impositions additionnelles; il s'agit, entre autres, des produits de luxe, des boissons, du tabac, des articles pyrotechniques et des combustibles (tableau III.3).

59. Durant la période considérée, le Chili a éliminé la taxe à l'importation des véhicules de luxe qui, à la fin de 2003, était calculée au taux de 85% sur la fraction de la valeur en douane se situant au-delà de 15 835 dollars EU. La même taxe s'appliquait aux véhicules nationaux, sur la fraction de valeur au-delà de ce montant. La taxe a été progressivement réduite, puis abolie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 conformément à la Loi n° 19.914 du 19 novembre 2003 et aux engagements pris par le Chili dans son ACR avec les États-Unis.

---

<sup>36</sup> Article 107 de l'Ordonnance douanière.

<sup>37</sup> Service national des douanes, Circulaire n° 0017 du 17 janvier 2008.

<sup>38</sup> Article 110 de l'Ordonnance douanière.

<sup>39</sup> Décret du Ministère des finances n° 1.114, publié le 26 mai 1998.

<sup>40</sup> Décret-loi n° 825 de 1974 relatif à la taxe sur les ventes et les services, remplacé par le Décret-loi n° 1.606, publié le 3 décembre 1976 et mis à jour le 5 juin 2007 (ci-après la Loi relative à la taxe sur les ventes et les services).

<sup>41</sup> Loi relative à la taxe sur les ventes et les services, article 12, B, 10.

**Tableau III.3**  
**Taxes appliquées aux importations et aux produits nationaux, janvier 2009**

Taxe	Produit	Taux (%)	Base d'imposition	
			Importations	Produits nationaux
Taxe à la valeur ajoutée (TVA)	Tous les produits	19	Valeur en douane majorée du droit d'importation	Prix de vente à tous les niveaux de transaction
Taxe sur les produits de luxe	Articles en or, en platine et en ivoire; joaillerie, pierres précieuses naturelles ou synthétiques; peaux fines; tapis fins; caravanes; caviar; armes à air ou à gaz comprimé	15	Valeur en douane majorée du droit d'importation	Prix de vente à tous les niveaux de transaction
	Articles pyrotechniques (feux artificiels), sauf pour usage industriel, minier ou agricole	50	Valeur en douane majorée du droit d'importation	Prix de vente à tous les niveaux de transaction
Taxe sur les boissons	Boissons non alcoolisées (eaux minérales, boissons artificielles et sirops)	13	Valeur en douane majorée du droit d'importation	Prix de vente à tous les niveaux de transaction, sauf la vente au détail
	Boissons alcoolisées			
	Vin, champagne, cidre et bière	15		
Taxe sur les produits du tabac	Liqueurs, pisco, whisky, spiritueux, eaux-de-vie	27		
	Cigares	51,0	Prix au consommateur final	Prix au consommateur final
	Cigarettes	60,4	Prix au consommateur final	Prix au consommateur final
	Tabac manufacturé	57,9	Prix au consommateur final	Prix au consommateur final
Taxe sur les combustibles	Essence	4,5 UTM/m <sup>3</sup> (1 UTM = 69,5 \$EU) <sup>a</sup>	Valeur en douane majorée du droit d'importation et de la TVA	Prix à la production, y compris la TVA (première vente)
	Diesel	1,5 UTM/m <sup>3</sup> (1 UTM = 69,5 \$EU) <sup>a</sup>	Valeur en douane majorée du droit d'importation et de la TVA	Prix à la production, y compris la TVA (première vente)

a L'unité fiscale mensuelle (UTM) est une unité économique utilisée à des fins fiscales et ajustée mensuellement en fonction de l'IPC. Sa valeur au 30 juin 2009 équivalait à 36 792 pesos ou 69,5 dollars EU.

Source: Renseignements en ligne du Service de la fiscalité intérieure. Adresse consultée: <http://www.sii.cl>.

60. De même, la Loi n° 19.912, publiée le 4 novembre 2003, a abrogé l'article 190 de la Loi n° 16.464 qui avait instauré la redevance douanière. Cette redevance s'appliquait au taux de 5% sur la valeur en douane des marchandises entièrement ou partiellement exonérées de droits; les importations préférentielles dans le cadre des accords commerciaux conclus par le Chili en étaient exonérées. En outre, le Décret n° 30 du Sous-Secrétariat à l'aviation, publié le 5 avril 2004, a abrogé la "redevance aéronautique" de 2% sur les droits de douane qui s'appliquaient aux marchandises importées par voie aérienne.

#### vi) Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation

61. Le Chili n'applique pas de restrictions quantitatives ni de régime de licences d'importation, mais il interdit l'importation des véhicules usagés, des motocyclettes usagées et des pneumatiques usagés et rechapés. En outre, l'entrée de certains produits est assujettie à des formalités administratives.

a) Prohibitions à l'importation

62. La Loi organique constitutionnelle de la banque centrale dispose que toute marchandise peut être importée librement, pourvu qu'elle soit conforme à la réglementation en vigueur et qu'elle ne soit pas expressément prohibée.<sup>42</sup> Le Chili applique certaines prohibitions à l'importation en vue de sauvegarder l'environnement, de protéger la santé des personnes et des animaux et de préserver les végétaux, conformément à sa législation nationale et à ses engagements internationaux. Les prohibitions s'appliquent sans distinction à tous ses interlocuteurs commerciaux.

63. Est interdite l'importation de véhicules usagés<sup>43</sup>, de motocyclettes usagées et de pneumatiques usagés et rechapés (à l'exception des pneumatiques montés sur jante).<sup>44</sup> L'interdiction d'importer des véhicules usagés tire son origine de la Loi n° 18.483, connue sous le nom de Loi de 1985 sur l'industrie automobile, dont l'objectif initial était d'apporter un appui à l'industrie automobile chilienne et de promouvoir ses exportations. Selon les autorités, le maintien de l'interdiction vise à conserver un parc automobile moderne, sûr et favorable à l'environnement. Sont exemptés de cette interdiction les camions bétonnières, les ambulances, les véhicules de lutte contre les incendies, les véhicules de nettoyage urbain et routier, les véhicules blindés, les caravanes et les véhicules de transport de détenus, entre autres, ainsi que les véhicules de ressortissants chiliens qui ont résidé à l'étranger un an ou davantage et qui rentrent au Chili, et les véhicules destinés aux zones franches. L'interdiction visant les pneumatiques usagés repose sur des motifs de santé publique. Elle a pour but d'éviter que soit introduit au Chili, par le biais des pneumatiques usagés, l'insecte *aedes albopictus* qui est un vecteur de maladies épidémiques telles que la dengue et la fièvre jaune.

64. Parmi les autres produits dont l'importation est interdite figurent l'amiante, les articles pornographiques, les marchandises dangereuses telles que certains pesticides à usage agricole, les jouets et autres articles pour enfants contenant du toluène, les colles à base de solvants volatils et d'autres marchandises interdites par décret du Ministère de la santé, du Ministère de l'agriculture ou d'autres organismes étatiques. Conformément à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), il est interdit d'importer des animaux et des végétaux en danger d'extinction. De plus, le Chili interdit l'importation de déchets toxiques et dangereux, conformément à la Convention de Bâle, ainsi que l'importation de substances contrôlées qui appauvrissent la couche d'ozone et de produits contenant du CFC, conformément au Protocole de Montréal (annexes A, B et Groupe II de l'annexe C).

65. Le Ministère des finances a la faculté d'interdire, par décret suprême, les importations de marchandises en provenance ou originaires de pays qui ont imposé des restrictions commerciales à l'égard du Chili.<sup>45</sup> Les autorités ont indiqué que cette disposition n'a jamais été appliquée.

b) Restrictions à l'importation et licences d'importation

66. La Loi organique constitutionnelle de la Banque centrale n'autorise pas l'établissement de contingents d'importation (ni d'exportation).<sup>46</sup> Par conséquent, le Chili n'applique pas de restrictions quantitatives à l'importation, ni de régime de licences d'importation.<sup>47</sup>

---

<sup>42</sup> Article 88 de la Loi organique constitutionnelle de la Banque centrale du Chili (Loi n° 18.840, publiée le 10 octobre 1989).

<sup>43</sup> Article 21 de la Loi n° 18.483 du 28 décembre 1985.

<sup>44</sup> Résolution spéciale n° 1.108 du Ministère de la santé.

<sup>45</sup> Article 88 de la Loi organique constitutionnelle de la Banque centrale du Chili.

<sup>46</sup> Article 88 de la Loi organique constitutionnelle de la Banque centrale du Chili.

67. Pour importer certains produits, il faut toutefois obtenir au préalable une approbation, une autorisation ou une certification de la part d'un organisme officiel de contrôle. Parmi les organismes de contrôle les plus pertinents figurent le Service de l'agriculture et de l'élevage, le Ministère de la santé (MINSAL) par l'entremise de ses secrétariats ministériels régionaux, la Direction générale de la mobilisation nationale et la Direction des frontières et des limites. Au tableau III.4 figurent les marchandises dont l'importation est assujettie à un type quelconque de formalité administrative, y compris les permis sanitaires et phytosanitaires et l'application des règlements techniques (voir aussi la section 2) viii) et ix) *infra*). Ces formalités s'appliquent uniformément à tous les interlocuteurs commerciaux du pays, et l'approbation est automatique.

**Tableau III.4**  
**Marchandises assujetties aux formalités d'importation**

Marchandises exigeant une approbation, une certification ou une autorisation	Organisme de contrôle	Type de formalité/fondement juridique
Armes à feu, munitions, explosifs et substances chimiques inflammables et asphyxiantes	Direction générale de la mobilisation nationale des Forces armées	Loi n° 17.798
Matériel écrit ou audiovisuel relatif aux arts martiaux et destiné à l'enseignement, quelle que soit la personne qui effectue l'opération	Direction nationale de la mobilisation des Forces armées	Loi n° 18.536
Éléments ou matières fissiles ou radioactives, substances radioactives, dispositifs ou outils émettant des rayonnements ionisants	Commission chilienne de l'énergie nucléaire	Décret n° 323/1974 du Ministère de l'économie
Alcool, boissons alcoolisées et vinaigres	Service de l'agriculture et de l'élevage	Loi n° 18.164/1982
Produits végétaux et produits qui peuvent être dangereux pour les végétaux	Service de l'agriculture et de l'élevage	Loi n° 18.164/1982
Animaux, produits, sous-produits et restes d'animaux ou de végétaux	Service de l'agriculture et de l'élevage	Loi n° 18.164/1982
Engrais et pesticides	Service de l'agriculture et de l'élevage	Loi n° 18.164/1982
Produits ou sous-produits alimentaires d'origine animale ou végétale	Service de l'agriculture et de l'élevage	Loi n° 18.164/1982
Produits alimentaires de toutes sortes	Secrétariats ministériels régionaux du MINSAL	Loi n° 18.164/1982
Substances toxiques ou dangereuses pour la santé	Secrétariats ministériels régionaux du MINSAL	Loi n° 18.164/1982
Produits pharmaceutiques ou alimentaires à usage médical et/ou cosmétique	Secrétariats ministériels régionaux du MINSAL	Loi n° 18.164/1982
Stupéfiants et substances psychotropes entraînant une accoutumance	Secrétariats ministériels régionaux du MINSAL	Loi n° 18.164/1982
Substances toxiques ou dangereuses pour la santé	Secrétariats ministériels régionaux du MINSAL	Code sanitaire (DFL n° 725/1968); Règlement sanitaire des aliments; Décret n° 977 du Ministère de la santé

<sup>47</sup> Documents de l'OMC G/LIC/N/1/CHL/1 du 5 juin 1996 et G/LIC/N/3/CHL/3 du 28 septembre 2007.



Marchandises exigeant une approbation, une certification ou une autorisation	Organisme de contrôle	Type de formalité/fondement juridique
Ressources hydrobiologiques à tout stade de croissance, y compris les espèces ornementales	Sous-Secrétariat à la pêche, Service national de la pêche	Loi n° 18.892/1989, Décret n° 96/1996, Décret n° 730/1995, Décret n° 626/2001, Décret n° 175/1980 du Ministère de l'économie
Produits de la pêche, y compris les matières premières pour la transformation et l'exportation, les appâts et les aliments destinés à des espèces hydrobiologiques	Service national de la pêche	Loi n° 18.892/1989, Décret ayant force de loi n° 5/1983
Films cinématographiques et bandes vidéo destinés à la commercialisation ou à un usage commercial	Commission de censure	Décret-loi n° 679/74, modifié par la Loi n° 18.853
Déchets et débris de piles, de batteries et d'accumulateurs; déchets de zinc, de plomb, de béryllium, de cadmium, de chrome, de produits pharmaceutiques, de solvants organiques	Ministère de la santé	Code sanitaire (DFL n° 725/1968), Résolution spéciale n° 714/2002 du Ministère de la santé
Restes humains ou cendres provenant de leur incinération	Secrétariats ministériels régionaux du MINSAL	Code sanitaire (DFL n° 725/1968), Décret n° 357/1970 du Ministère de la santé
Espèces de faune et de flore sylvestres protégées par la CITES	Autorité administrative définie selon l'article IX de la Convention	Article IX de la CITES

Source: Renseignements en ligne du Service national des douanes. Adresse consultée: <http://www.aduana.cl/prontus/aduana/>.

## vii) Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde<sup>48</sup>

68. Durant la période considérée, le Chili a eu recours aux mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde en de rares occasions. L'application de ces mesures s'est généralement concentrée sur certains produits agricoles. En janvier 2009, un seul droit antidumping était en vigueur. En envisageant des durées d'application exceptionnellement brèves pour les mesures commerciales contingentes, la législation chilienne est à même de décourager l'utilisation de ces mesures à des fins protectionnistes et d'éviter les distorsions que cela suppose au niveau de l'affectation des ressources. De plus, dans plusieurs de ses ACR, le Chili est convenu de la non-application réciproque de ces mesures et, au niveau multilatéral, il préconise des disciplines plus strictes pour en régir l'application. Par ailleurs, certaines mesures commerciales contingentes appliquées par le Chili ont fait l'objet de recours dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

### a) Mesures antidumping et mesures compensatoires

69. Le cadre juridique chilien régissant les mesures antidumping et les mesures compensatoires comprend la Loi n° 18.525 du 30 juin 1986 et ses modifications<sup>49</sup>, le Décret n° 575 du Ministère des finances, daté du 17 juin 1993, qui établit le règlement d'application de l'article 11 de la Loi n° 18.525, l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (Accord antidumping) et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC). Ces deux accords ont acquis force de loi en vertu du Décret suprême n° 16 du Ministère des relations extérieures, daté du 17 mai 1995. En cas de contradiction entre ces accords et la Loi n° 18.525, les premiers prévaudront.

<sup>48</sup> Pour une analyse de l'évolution et du fonctionnement du système chilien de mesures commerciales contingentes, voir Sáez (2006), pages 109-135.

<sup>49</sup> Loi n° 19.155 du 13 août 1992; Loi n° 19.383 du 5 mai 1995 et Loi n° 19.612 du 31 mai 1999.

70. La législation chilienne en la matière a été notifiée à l'OMC et examinée par le Comité des pratiques antidumping et le Comité des subventions et des mesures compensatoires.<sup>50</sup> Dans le cadre de ces comités, le Chili a fourni des réponses aux questions posées par le Brésil et l'Argentine.<sup>51</sup> Aucun changement n'a été apporté à la législation chilienne dans ces domaines depuis 2003.

71. Le Chili a notifié à l'OMC que la Commission nationale chargée d'enquêter sur l'existence de distorsions du prix des marchandises importées (ci-après, CNDP) était l'autorité compétente en matière d'enquêtes antidumping et antisubventions.<sup>52</sup> Créée en vertu de l'article 9 de la Loi n° 18.525, la CNDP comprend l'Inspecteur général de l'économie, qui la préside, deux représentants de la Banque centrale du Chili, un représentant chacun pour les Ministères des finances, de l'agriculture, de l'économie et des relations extérieures, et le Directeur national des Douanes. Son secrétariat technique est assuré par la Banque centrale. Ses décisions sont adoptées à la majorité des voix.

72. Il appartient au Président de la République de déterminer les marchandises qui seront assujetties à ces droits, ainsi que le montant et la durée d'application des droits, sur la base d'un rapport de la CNDP.<sup>53</sup> C'est à la CNDP que sont adressées les plaintes concernant les distorsions de prix des marchandises importées. Les plaintes peuvent être présentées par toute branche de production nationale ou en son nom, et elles doivent contenir des renseignements qui étayent l'existence de la distorsion, la manière dont celle-ci engendre un dommage grave existant ou imminent pour la production nationale et la relation causale entre les importations ayant des effets de distorsion de prix et l'allégation de dommage ou de menace de dommage. La CNDP peut aussi ouvrir une enquête d'office lorsqu'elle dispose de renseignements qui le justifient, et elle suit dans ce cas les mêmes procédures que pour une enquête sur plainte; les autorités ont signalé que dans les enquêtes d'office, les prescriptions énoncées dans l'Accord antidumping ou l'Accord SMC de l'OMC, selon le cas, étaient mises en application.

73. Les enquêtes en matière de dumping et de subventions doivent être menées à terme dans un délai d'un an et au plus tard 18 mois après la date de publication de l'avis d'ouverture. Dans un délai de 60 jours calculé à partir de l'ouverture de l'enquête, la CNDP peut recommander au Président de la République d'établir un droit provisoire dont la durée ne dépassera pas quatre mois, ou six mois dans les cas exceptionnels. Si, à l'issue de l'enquête, la CNDP conclut qu'il existe des distorsions de prix et que ces dernières causent un dommage grave existant ou imminent à la production nationale, elle émettra une résolution recommandant au Président d'établir un droit antidumping ou compensatoire définitif. Ce droit ne doit pas dépasser la marge de distorsion, et sa durée ne peut être supérieure à un an, puisqu'il est considéré comme une solution transitoire.<sup>54</sup> Le droit n'est pas prorogeable, et son maintien exige la réalisation d'une nouvelle enquête de la CNDP concluant à la nécessité de recommander l'application d'un nouveau droit.

74. Le Président de la République peut décider de ne pas suivre la recommandation de la CNDP et de ne pas imposer de droit antidumping ou compensateur; toutefois, s'il décide d'imposer un droit, ce dernier ne peut dépasser le niveau recommandé par la CNDP. La législation chilienne ne prévoit pas l'application de mesures anticoncontournement, ni l'application rétroactive de mesures. Le public est

<sup>50</sup> Documents de l'OMC G/ADP/N/1/CHL/1 et G/SCM/N/1/CHL/1 du 7 avril 1995, et G/ADP/N/1/CHL/2 et G/SCM/N/1/CHL/2 du 14 mars 2000.

<sup>51</sup> Documents de l'OMC G/ADP/Q1/CHL/3 et G/SCM/Q1/CHL/3 du 5 décembre 2000, et G/ADP/Q1/CHL/4 et G/SCM/Q1/CHL/4 du 30 avril 2001.

<sup>52</sup> Document de l'OMC G/ADP/N/14/Add.25 du 29 avril 2008.

<sup>53</sup> Article 8 de la Loi n° 18.525.

<sup>54</sup> À titre de règle générale, l'Accord antidumping de l'OMC permet l'application de droits antidumping définitifs pour une durée allant jusqu'à cinq ans (article 11).

informé de toutes les déterminations préliminaires ou définitives, ainsi que de l'ouverture et de la clôture des enquêtes, par voie d'avis publiés au Journal officiel et au moyen des procès-verbaux des sessions de la CNDP qui, une fois approuvés, sont publics et peuvent être consultés sur le site de la Commission<sup>55</sup>, sans préjudice de la protection des renseignements confidentiels.

75. Entre janvier 2003 et décembre 2008, le Chili a ouvert trois enquêtes antidumping (contre neuf durant la période 1997-2002), dont l'une a été ouverte d'office par la CNDP et se rapportait aux importations de farine de blé en provenance de l'Argentine. Deux des enquêtes ont donné lieu à l'imposition de droits provisoires qui ont été ultérieurement confirmés par la détermination finale.<sup>56</sup> Dans le troisième cas, le dossier a été clos sans qu'aucune mesure ne soit imposée, l'existence du dumping et du dommage n'ayant pas été établie.<sup>57</sup> En juin 2009, le Chili n'avait pas d'enquête antidumping en cours, et il appliquait un droit antidumping définitif de 30,3% sur les importations de farine de blé en provenance de l'Argentine. En mai 2009, l'Argentine a demandé l'ouverture de consultations sur cette mesure au titre du Mémoire d'accord de l'OMC sur le règlement des différends.<sup>58</sup>

76. Le Chili a ouvert deux enquêtes antisubventions entre janvier 2003 et décembre 2008 (contre quatre entre 1997 et 2002). Aucune des deux enquêtes n'a débouché sur l'imposition de mesures; dans l'un des cas, l'existence du dommage n'a pas été constatée, et dans l'autre il a été mis fin à l'enquête parce qu'une enquête antidumping se déroulait simultanément sur le même produit de la même origine. Les produits en question étaient respectivement la farine de blé et la viande de coq ou de poule en provenance de l'Argentine. En janvier 2009, il n'y avait aucun droit compensateur ni aucune enquête en cours dans le domaine des subventions.

77. Dans le cadre de ses négociations d'ACR, le Chili a tenté d'obtenir des engagements allant dans le sens de la non-application de mesures antidumping entre les parties. C'est le cas, par exemple, des accords conclus avec le Canada et l'AELE. D'autres accords commerciaux du Chili se limitent à réaffirmer les dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC (c'est le cas, par exemple, du P-4 et des accords conclus avec les États-Unis et la Chine), ou encore ne contiennent aucune disposition dans ce domaine (accord avec le Japon).

78. Durant les négociations du Cycle de Doha, le Chili a présenté, à titre individuel ou de concert avec d'autres Membres, de nombreuses propositions visant à clarifier, à améliorer et à rendre plus strictes les dispositions de l'Accord antidumping pour éviter que les mesures antidumping soient utilisées comme instrument de protection. Entre autres thèmes, ces propositions se rapportent aux disciplines concernant l'ouverture des enquêtes, la pratique de la "réduction à zéro", les concepts de "droit moindre" et d'"intérêt public", les règles de fond relatives à la détermination du dumping et du dommage, la durée et les examens des mesures antidumping ainsi que la régularité de la procédure et la transparence.<sup>59</sup>

---

<sup>55</sup> L'adresse du site Web de la CNDP est la suivante: <http://www.cndp.cl>.

<sup>56</sup> Les deux cas se rapportent au même produit (farine de blé) en provenance de l'Argentine. Cela s'explique par le fait que selon la législation chilienne, les droits antidumping ont une durée de validité de seulement un an et pour les proroger il faut ouvrir une nouvelle enquête.

<sup>57</sup> Ce cas se rapporte aux importations de viande de coq et de poule en provenance de l'Argentine.

<sup>58</sup> Document de l'OMC WT/DS393/1 du 14 mai 2009.

<sup>59</sup> Pour une vision générale de la position du Chili dans les négociations de la sphère antidumping, voir le document de l'OMC TN/RL/W/171 du 15 décembre 2005.

## b) Mesures de sauvegarde

79. Le cadre juridique du Chili en matière de sauvegardes comprend la Loi n° 19.612 du 31 mai 1999 (qui a modifié la Loi n° 18.525), le Règlement pour l'application des mesures de sauvegarde, promulgué par la voie du Décret n° 909 du Ministère des finances, daté du 17 juin 1999, l'article XIX du GATT de 1994 et l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC. Le Chili a notifié la Loi n° 19.612 au Comité des sauvegardes de l'OMC.<sup>60</sup>

80. La Loi n° 19.612 a incorporé pour la première fois des dispositions en matière de sauvegarde dans la législation chilienne et a habilité la CNDP à mener des enquêtes et à recommander l'adoption de mesures dans ce domaine. Le Président de la République peut, par décret suprême, appliquer une mesure de sauvegarde sur la base d'un rapport favorable de la CNDP.<sup>61</sup> Depuis 2003, aucune modification n'a été apportée à la législation en matière de sauvegardes.

81. Sur demande écrite d'une branche de production nationale, ou de sa propre initiative, la CNDP peut ouvrir une enquête pour déterminer s'il existe un dommage grave ou une menace de dommage à la branche de production nationale en question. Les autorités ont indiqué que dans les enquêtes menées d'office, les procédures et prescriptions établies dans l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC étaient appliquées. On entend par dommage grave une dégradation notable de la situation d'une branche de production nationale. Dans la détermination de l'existence du dommage ou de la menace de dommage, la CNDP doit évaluer tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable.<sup>62</sup>

82. Dans un délai de 90 jours calculé à partir de l'ouverture de l'enquête, la CNDP doit déterminer si, sur la base des renseignements disponibles, il est possible de conclure que le produit en question est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents. Dans un tel cas, elle doit prendre une résolution recommandant l'application d'une surtaxe et transmettre cette décision, avec les renseignements au dossier et ses conclusions, au Président de la République, qui adopte une décision finale sous la forme d'un décret du Ministère des finances.<sup>63</sup>

83. Dans des circonstances critiques où tout délai causerait un tort qu'il serait difficile de réparer, et dans les 30 jours suivant l'ouverture de l'enquête, la CNDP peut demander au Président de la République d'appliquer une surtaxe provisoire. La décision de la CNDP doit se fonder sur une détermination préliminaire montrant l'existence d'éléments de preuve manifestes selon lesquels un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave.<sup>64</sup>

84. Les mesures de sauvegarde peuvent seulement prendre la forme de surtaxes *ad valorem*; la législation chilienne ne prévoit pas l'application de contingents ni de droits spécifiques. Lorsque la somme de la surtaxe proposée et du droit de douane en vigueur est supérieure au droit consolidé à l'OMC, il faut l'approbation des trois quarts des membres de la CNDP. La durée d'une mesure de sauvegarde ne peut être supérieure à un an, y compris la période d'application de la mesure provisoire. La mesure peut être prorogée par le Président pour une durée n'excédant pas un an, moyennant un rapport favorable de la CNDP.<sup>65</sup> Dans un tel cas, il est établi un calendrier d'élimination progressive.

<sup>60</sup> Document de l'OMC G/SG/N/1/CHL/2 du 24 août 1999.

<sup>61</sup> Article 7 de la Loi n° 18.525, modifiée par la Loi n° 19.612.

<sup>62</sup> Articles 11 et 12 du Règlement pour l'application des mesures de sauvegarde (Décret n° 909).

<sup>63</sup> Articles 16 et 17 du Décret n° 909.

<sup>64</sup> Article 14 du Décret n° 909.

<sup>65</sup> Article 21 du Décret n° 909.

La durée de validité d'une mesure provisoire ne peut être supérieure à 200 jours. La CNDP peut recommander à tout moment que l'application d'une surtaxe soit modifiée ou éliminée avant son expiration. Il convient de signaler que les durées d'application et de prorogation sont largement inférieures aux durées établies dans l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC.

85. Entre janvier 2003 et décembre 2008, le Chili a ouvert trois enquêtes en matière de sauvegardes (contre onze durant la période 1997-2002). Dans les trois cas, l'enquête a abouti à l'imposition d'une mesure définitive sous la forme d'une surtaxe *ad valorem*. Deux des enquêtes concernaient le même produit (farine de blé), et l'une d'elles a été ouverte d'office par la CNDP. La troisième enquête concernait certains produits laitiers (lait en poudre, lait liquide et fromage gouda); la mesure définitive a été éliminée avant son expiration. En juin 2009, il n'y avait aucune mesure de sauvegarde en vigueur, ni aucune enquête en cours.

86. Durant la période considérée, le mécanisme de règlement des différends de l'OMC a été utilisé à deux reprises à l'encontre d'une mesure de sauvegarde d'abord provisoire<sup>66</sup> puis définitive<sup>67</sup> du Chili, qui visait les importations de certains produits laitiers argentins. Après avoir tenu des consultations avec le Chili, l'Argentine a demandé en mars 2007 l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner les deux différends.<sup>68</sup> Le groupe spécial a été établi par l'ORD, mais ses travaux ont été suspendus peu après, à la demande de l'Argentine. En août 2008, la décision d'établissement du groupe spécial est devenue caduque sans qu'il n'ait repris ses travaux.<sup>69</sup> Les plaintes présentées par l'Argentine avaient fait ressortir l'absence d'une définition adéquate des produits similaires ou directement concurrents, ainsi que l'absence d'éléments de preuve attestant de l'accroissement des importations, de la dégradation générale notable de la branche de production nationale et du lien de causalité entre les deux; de même, l'Argentine avait fait valoir que la mesure établissait une discrimination entre ses produits et ceux d'autres pays de l'OMC.<sup>70</sup>

87. Dans l'application des mesures de sauvegarde, le Chili se conforme également aux dispositions de ses ACR, qui comportent divers types de sauvegardes. Les sauvegardes bilatérales affectent exclusivement les échanges entre les parties, et normalement elles ne s'appliquent que durant la période de dégrèvement tarifaire. Un autre type de sauvegarde s'applique aux secteurs "sensibles" (comme l'agriculture et les textiles); dans ce cas, l'utilisation de la sauvegarde est assujettie à des procédures spécifiques et à des limites quant au type de mesure qui peut être utilisé (en général, seulement des droits de douane).

88. Certains des ACR conclus par le Chili établissent aussi des conditions en vertu desquelles une ou plusieurs parties peuvent être exemptées des sauvegardes globales adoptées dans le cadre de l'OMC.<sup>71</sup> Dans certains cas, le Chili s'est prévalu de ces dispositions pour s'abstenir d'appliquer des sauvegardes aux importations en provenance de ses partenaires préférentiels.<sup>72</sup> Toutefois, les ACR qu'il a conclus plus récemment n'établissent pas d'exemptions au regard des sauvegardes globales, les

<sup>66</sup> Document de l'OMC WT/DS351/1 du 30 octobre 2006.

<sup>67</sup> Document de l'OMC WT/DS356/1 du 9 janvier 2007.

<sup>68</sup> Documents de l'OMC WT/DS351/2 et WT/DS356/2 du 9 mars 2007.

<sup>69</sup> Documents de l'OMC WT/DS351/4 et WT/DS356/4 du 1<sup>er</sup> août 2008.

<sup>70</sup> Documents de l'OMC WT/DS351/2 et WT/DS356/2 du 9 mars 2007.

<sup>71</sup> C'est le cas, par exemple, des accords conclus avec le Canada, le Mexique, le Pérou et l'Amérique centrale.

<sup>72</sup> C'est le cas des mesures de sauvegarde appliquées aux chaussettes en fibres synthétiques (2001), au fructose et au sirop de fructose (2002), aux rouleaux et tôles laminés à chaud (2002) et à la farine de blé (2005, avec prorogation en 2006), dont les importations en provenance du Canada, du Mexique et du Pérou ont été exemptées.

parties se limitant à confirmer leurs droits et obligations en vertu de l'article XIX du GATT et de l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC.<sup>73</sup> Une étude a indiqué que le fait d'exempter les partenaires préférentiels pouvait amoindrir l'efficacité d'une sauvegarde globale en créant une incitation à détourner les échanges vers les interlocuteurs commerciaux qui ne sont pas affectés par la mesure.<sup>74</sup>

#### viii) Règlements techniques et normes

89. Depuis 2003, il n'y a pas eu de changement fondamental dans le cadre juridique et institutionnel qui régit au Chili l'élaboration et l'application des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité. La réglementation exige que l'élaboration de ces mesures se fonde sur les principes de non-discrimination et de transparence et, dans la mesure du possible, sur les normes internationales. Entre janvier 2003 et janvier 2009, le Chili a présenté à l'OMC 53 notifications relatives à des règlements techniques; il a adopté 169 nouveaux règlements techniques au cours de cette période.

##### a) Transparence

90. L'Accord sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC) est entré en vigueur au Chili en mai 1995.<sup>75</sup> La Loi n° 19.912, du 4 novembre 2003, établit un mécanisme pour la mise en œuvre des engagements de notification prévus dans l'Accord OTC. Pour sa part, le Décret n° 77 du Ministère de l'économie, en date du 14 juin 2004, établit les exigences auxquelles les institutions compétentes doivent se conformer dans l'élaboration, l'adoption et l'application des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité (voir *infra*). Le Décret définit également les principes qui doivent régir l'activité de normalisation, par exemple se baser sur les normes internationales, ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce, accorder le traitement national et le traitement NPF et élaborer autant que possible des règlements techniques reposant sur des critères de fonctionnement. La communication la plus récente du Chili sur l'application et l'administration de l'Accord OTC date de mars 2006.<sup>76</sup>

91. Jusqu'à avril 2008, le Ministère de l'économie, par l'entremise du Département du commerce extérieur (DECOEX), était chargé d'administrer l'Accord OTC, de jouer le rôle d'un service d'information en matière de règlements techniques et d'évaluation de la conformité et d'effectuer les notifications à l'OMC.<sup>77</sup> À compter de mai 2008, ces fonctions sont passées sous la responsabilité de la Direction générale des relations économiques internationales (DIRECON) du Ministère des relations extérieures. S'agissant des normes techniques, dont l'application est volontaire, le service responsable est l'Institut national de normalisation (INN) (voir c) *infra*).

92. La DIRECON préside également la Commission nationale des obstacles techniques au commerce qui coordonne les efforts des différentes institutions publiques engagées dans les activités de normalisation.<sup>78</sup> La Commission a pour attributions d'assurer la conformité aux obligations

---

<sup>73</sup> Voir, par exemple, les accords avec le Panama, la Chine, l'AELE, le P-4 et la Corée du Sud. L'accord avec le Japon ne contient aucune disposition relative aux sauvegardes globales.

<sup>74</sup> Sáez (2006), page 127.

<sup>75</sup> Décret n° 16.1995 du Ministère des relations extérieures, daté du 17 mai 1995.

<sup>76</sup> Document de l'OMC G/TBT/2/Add.16/Rev.1.

<sup>77</sup> Document de l'OMC G/TBT/2/Add.16/Rev.1.

<sup>78</sup> Au sein de la Commission nationale des obstacles techniques au commerce sont représentés les Ministères des relations extérieures, de l'économie, de l'habitat et de l'urbanisme, des transports et télécommunications, de la défense nationale, de la santé, de l'agriculture ainsi que des travaux publics, la Direction générale des services sanitaires, la Commission nationale de l'environnement et la Commission

découlant de l'Accord OTC, de coordonner la position du Chili dans les négociations commerciales portant sur les OTC et de promouvoir la normalisation en tant qu'instrument d'appui au processus de modernisation technologique du pays. En octobre 2008 a été créé un Groupe de travail public-privé sur les obstacles techniques au commerce, au sein duquel la DIRECON et le secteur productif se concertent pour lever les obstacles techniques qui entravent les exportations chiliennes vers les marchés tiers. Durant la période considérée, les règlements techniques appliqués par le Chili n'ont fait l'objet d'aucune préoccupation ni plainte au sein du Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC.

93. Le Chili est membre de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), de l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML), du Système interaméricain de métrologie (SIM), de la Commission panaméricaine des normes techniques (COPANT), du Forum international de l'accréditation (IAF), de la Coopération internationale pour l'accréditation des laboratoires (ILAC), de la Coopération interaméricaine pour l'accréditation (IAAC), de l'Association de normalisation du MERCOSUR (AMN)<sup>79</sup>, du Bureau international des poids et mesures (BIPM) et du Codex Alimentarius.

94. La plupart des ACR conclus par le Chili comportent un chapitre relatif aux règlements techniques et aux normes, qui énonce des disciplines dans les domaines tels que la transparence, l'équivalence, la reconnaissance mutuelle et l'évaluation des risques.

b) Règlements techniques

95. Les règlements techniques, qui ont un caractère obligatoire, sont élaborés par les institutions publiques habilitées à réglementer leurs domaines de compétence respectifs, entre autres les Ministères de l'économie, de la santé, de l'agriculture, des transports et télécommunications, de l'habitat et de l'urbanisme, ou encore la Direction générale de l'électricité et des combustibles (SEC). Ces règlements prennent la forme de lois, de décrets et de résolutions. Le Chili étant un État unitaire, les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité sont élaborés par le gouvernement central.

96. Conformément au Décret n° 77 évoqué plus haut, le processus d'élaboration et d'adoption des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité débute à l'initiative de l'autorité de réglementation ou encore des agents intéressés qui proposent la mesure. Le processus comporte les étapes suivantes: l'institution compétente publie, sous forme d'avis dans un média à diffusion nationale ou sur son site Web, la proposition de règlement technique et/ou de procédure d'évaluation de la conformité, accompagnée d'un extrait du projet, de son objectif et des motifs qui sous-tendent l'approche adoptée, tout en transmettant une copie à la DIRECON aux fins de notification à l'OMC. Il est accordé un délai minimum de 60 jours à compter de la publication de l'avis, ce délai pouvant être prolongé, pour la présentation d'observations écrites, sauf dans les situations d'urgence tenant à la sécurité, à la santé, à la protection de l'environnement ou à la sécurité nationale. Le Décret n° 77 établit en outre que, sauf dans les cas d'urgence, les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité qui sont notifiés à l'OMC ne peuvent être édictés par les autorités compétentes qu'au terme d'un délai d'au moins 60 jours après la date de la notification.

---

nationale de l'énergie. Le Ministère de l'économie est représenté par le Sous-Secrétariat à l'économie, le Service national des consommateurs, le Sous-Secrétariat à la pêche, le Service national de la pêche et la Direction générale de l'électricité et des combustibles.

<sup>79</sup> Le Chili participe à l'AMN en qualité de membre associé sans droit de vote.

97. Une fois approuvés, les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité sont publiés au Journal officiel. Il est prévu un délai d'au moins six mois entre leur publication et leur mise en application, sauf dans les cas où ce délai serait inefficace pour atteindre les objectifs légitimes de la mesure. Une fois que celle-ci a été publiée, des réponses sont fournies aux observations les plus significatives qui ont été reçues. Il n'existe pas de mécanisme spécifique pour la révision ou l'abrogation des règlements techniques. Les autorités ont toutefois signalé que les organismes compétents révisaient constamment les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité pour les abroger lorsqu'ils devenaient obsolètes.

98. Les autorités ont indiqué que la grande majorité des règlements techniques se fondait sur les normes internationales, mais elles ne disposent pas de renseignements sur la proportion exacte. À titre d'exemple, elles ont indiqué que dans le secteur de l'électricité tous les règlements techniques appliqués par la Direction générale de l'électricité et des combustibles étaient identiques aux normes internationales. Selon elles, le fait que la plupart des règlements techniques se fondent sur les normes internationales et n'ont pas d'effet notable sur le commerce explique pourquoi toutes les mesures adoptées n'ont pas été notifiées à l'OMC.

99. Le Chili tient un inventaire de tous les règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité ainsi que des processus de consultation publique, que l'on peut consulter en ligne à l'adresse suivante: [www.reglamentostecnicos.cl](http://www.reglamentostecnicos.cl). En décembre 2008, il comptait au total 689 règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité en vigueur, dont 169 avaient été adoptés depuis janvier 2003.<sup>80</sup>

100. Entre janvier 2003 et janvier 2009, le Chili a présenté 53 notifications au Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC, dont 36 pour des règlements techniques et 17 pour des procédures d'évaluation de la conformité.<sup>81</sup> Sauf dans trois cas liés à des situations d'urgence, les règlements techniques en projet ont été notifiés, et un délai de 60 jours a été ménagé pour la présentation d'observations sur la mesure ou la modification proposée. La plupart des mesures notifiées ont pour objectif de protéger la sécurité et la santé des personnes et concernent principalement des aliments, des jouets, des appareils électroménagers, des matériaux de construction, des véhicules, des produits pharmaceutiques et cosmétiques, entre autres. Sept institutions publiques ont participé à l'élaboration des mesures notifiées, dont les Ministères de la santé, de l'économie, de l'habitat et de l'urbanisme ainsi que des transports et télécommunications, et la Commission nationale de l'environnement.

c) Normes

101. Les normes techniques chiliennes (NCh), d'application volontaire, sont élaborées et diffusées par l'Institut national de normalisation. L'INN est une fondation de droit privé, à but non lucratif, qui a été créée par la Société de développement de la production (CORFO) et qui a pour mission de développer l'utilisation de la métrologie et des normes techniques. En 1995, il a adopté le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes, annexé à l'Accord OTC.<sup>82</sup> Le processus interne d'élaboration des normes chiliennes est décrit dans Normas Chilenas NCh1.Of 2004.

<sup>80</sup> Dans l'inventaire des règlements techniques figurent également les mesures sanitaires et phytosanitaires, car il existe des décrets et des règlements qui combinent les deux types de mesure dans un même instrument.

<sup>81</sup> Les mesures notifiées peuvent être consultées dans les documents de l'OMC G/TBT/N/CHL/35 à 87 (dates diverses).

<sup>82</sup> Documents de l'OMC G/TBT/CS/N/15 du 16 octobre 1995 et G/TBT/CS/2/Rev.14 du 20 février 2008.



Les autorités ont indiqué que ce processus était conforme aux critères acceptés sur le plan international par l'ISO et la Commission électrotechnique internationale (CEI).<sup>83</sup>

102. Le processus d'élaboration d'une norme débute à l'initiative de l'INN ou à la demande de toute entité publique ou privée intéressée. Lorsque le financement nécessaire est assuré, il est constitué un comité technique qui élabore un avant-projet de norme en tenant compte de l'existence des normes internationales ou régionales pertinentes. À ce comité participent le secteur privé (producteurs, importateurs, agents de commercialisation et consommateurs), les autorités compétentes et les représentants du milieu universitaire. Une fois rédigé, le projet est soumis à une consultation publique sur une période de 60 jours, grâce au site Web de l'INN, et le texte est mis à la disposition de toute personne qui en fait la demande. Les observations reçues dans le cadre de la consultation publique sont communiquées au comité technique, qui décide de leur pertinence. Lorsqu'un texte consensuel est obtenu, le comité technique le propose au Conseil de l'INN pour approbation. Une fois que la norme chilienne est approuvée, elle est transmise au ministère compétent pour être officialisée et publiée au Journal officiel. Sauf si une disposition juridique la déclare obligatoire, la norme "officialisée" est d'application volontaire.

103. L'INN tient un catalogue des normes chiliennes, ainsi que des renseignements sur les normes à l'étude, que l'on peut consulter sur son site Web.<sup>84</sup> En décembre 2008, il existait 3 250 normes chiliennes, contre les 2 600 qui étaient en vigueur en 2003. Selon les autorités, un grand nombre de normes chiliennes sont équivalentes ou similaires aux normes internationales. Le Chili considère cependant qu'il n'est pas adéquat que certaines normes internationales s'appliquent au niveau national; c'est le cas, par exemple, des normes relatives à la conception et aux structures sismiques, compte tenu des conditions sismiques locales.

d) Évaluation de la conformité

104. Au Chili, le processus d'évaluation de la conformité comprend, d'une part, des mécanismes à caractère obligatoire placés sous le contrôle des institutions publiques compétentes dans le cas des règlements techniques et, d'autre part, un système volontaire administré par l'INN dans le cas des normes.

105. Tout produit national ou importé doit être conforme aux règlements techniques pertinents. En règle générale, la conformité aux règlements techniques est vérifiée une fois que le produit se trouve sur le marché, les exceptions à cet égard étant principalement les produits alimentaires, les boissons, les médicaments, les armes et les substances radioactives qui, lorsqu'il s'agit d'importations, font l'objet d'une vérification à la frontière. Dans certains cas, le ministère ou l'institution publique qui édicte le règlement technique procède à la vérification en faisant appel à sa propre infrastructure; dans la majorité des cas, les autorités gouvernementales s'appuient sur les organismes d'évaluation de la conformité qui sont accrédités par l'INN. Parmi les institutions gouvernementales qui reconnaissent l'accréditation de l'INN figurent les Ministères de l'agriculture, de l'économie, de l'habitat et de l'urbanisme, ainsi que le SERNAPESCA et la SEC. L'élaboration et l'application des procédures d'évaluation de la conformité suivent les mêmes étapes et les mêmes délais que les règlements techniques (voir b) *supra*).

106. L'INN est chargé de mettre en œuvre le processus d'évaluation de la conformité dans le cas des normes techniques d'application volontaire. Il utilise à cette fin le système national d'accréditation, qui assure l'accréditation des organismes de certification, de vérification et

<sup>83</sup> Document de l'OMC G/TBT/2/Add.16/Rev.1 du 16 mars 2006.

<sup>84</sup> L'adresse du site Web de l'INN est la suivante: <http://www.inn.cl>.

d'inspection ainsi que des laboratoires cliniques, d'essais et d'étalonnage. Le système est régi par les procédures établies dans le Règlement pour l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité (INN-R401) et par les directives internationales de l'ISO et de la CEI. Les accréditations sont accordées pour une période de trois ans renouvelable, durant laquelle l'INN effectue des contrôles pour vérifier que l'organisme accrédité continue de se conformer aux prescriptions. À ce système participent des organismes d'évaluation de la conformité tant nationaux qu'étrangers, y compris des universités, des institutions publiques et privées et des filiales de sociétés transnationales. L'INN tient un répertoire des organismes d'évaluation de la conformité accrédités, que l'on peut consulter sur son site Web.

107. Au Chili, l'évaluation de la conformité est généralement effectuée par des tiers, c'est-à-dire par un organisme accrédité indépendant du fournisseur et de l'acheteur. La déclaration de conformité du fournisseur (DCF) n'a pas cours.

108. Le Chili n'a pas d'accords de reconnaissance mutuelle (ARM) de règlements techniques avec ses interlocuteurs commerciaux. Toutefois, dans le cadre de l'APEC, il participe à la partie I de l'ARM concernant les matériels électriques et électroniques (EEMRA) et il envisage de participer à l'avenir à l'étape II. De même, il envisage de participer à l'ARM sectoriel de l'APEC sur les aliments. La SEC reconnaît les résultats d'essais et la certification provenant des organismes de 14 pays (Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse).

109. Le Réseau national de métrologie (RNM) est une instance publique-privée qui a pour mission de garantir et d'étendre la traçabilité des mesures effectuées au Chili et d'en assurer la reconnaissance au niveau international. Le RNM réunit le Ministère de l'économie en tant qu'autorité nationale, l'INN en tant qu'unité de coordination et de supervision, les laboratoires dépositaires des étalons nationaux qui sont chargés d'administrer les sept grandeurs reconnues au niveau international, ainsi que les laboratoires d'étalonnage et d'essais. L'INN apporte un appui au RNM dans l'accréditation des laboratoires dépositaires des étalons nationaux ainsi que des laboratoires d'étalonnage afin qu'ils puissent prouver qu'ils sont en mesure d'assurer la traçabilité. Il s'emploie à élaborer un plan national de métrologie dans le but de renforcer le système métrologique du pays pour répondre aux besoins présents et futurs du commerce international.

#### **ix) Mesures sanitaires et phytosanitaires**

110. La réglementation chilienne en matière de santé animale et de préservation des végétaux n'a pas subi de changements fondamentaux depuis 2003. Il n'existe pas de règlement à caractère général régissant la procédure d'élaboration et de notification des mesures sanitaires et phytosanitaires (mesures SPS); chaque institution compétente applique ses procédures internes. Durant la période considérée, le Chili a activement préconisé des améliorations à la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) dans les domaines tels que la régionalisation et la transparence. De plus, il a présenté un grand nombre de notifications au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC (Comité SPS); dans un nombre restreint de cas, la date limite de réception des observations était antérieure à la date de la notification, et dans d'autres cas le délai accordé pour la présentation des observations était légèrement inférieur à 60 jours.

a) Transparence

111. Depuis 2003, il n'y a pas eu de changement fondamental dans la réglementation chilienne en matière de santé animale et de préservation des végétaux. Outre l'Accord SPS, les principaux instruments qui régissent ce domaine sont la Loi organique du Service de l'agriculture et de l'élevage (Loi n° 18.755 de 1989), la Loi sur la santé des animaux (DFL n° 16 de 1963), le Décret-loi n° 3.557 de 1982 qui établit les dispositions en matière de protection agricole, la Loi générale sur la pêche et l'aquaculture (Loi n° 18.892 de 1989), les Règles de procédure pour l'importation d'espèces hydrobiologiques (DS n° 96-96 du Ministère de l'économie), le Règlement sur la certification et autres prescriptions sanitaires applicables à l'importation d'espèces hydrobiologiques (Décret spécial n° 626/2001), le Règlement sur l'admission des espèces de première importation (Décret n° 730/1995), le Code sanitaire (DFL n° 725) et le Règlement sanitaire sur les aliments (DS n° 977 de 1996).

112. Les principales institutions intervenant dans l'élaboration et l'application des mesures SPS sont les Ministères de l'agriculture, de la santé, de l'économie et des relations extérieures. Le Ministère de l'agriculture, par l'entremise du Service de l'agriculture et de l'élevage (SAG), est responsable de tous les aspects relatifs à la santé des animaux (à l'exception des animaux aquatiques) et à la préservation des végétaux, y compris l'application des mesures à l'importation et à l'exportation des animaux, des végétaux et de leurs sous-produits. Le SAG joue le rôle d'un service national de notification et d'information aux fins de l'Accord SPS.<sup>85</sup>

113. Le Ministère de la santé, par l'entremise de ses secrétariats ministériels régionaux, est habilité à approuver et à contrôler l'implantation et l'exploitation des établissements voués à la production, à la transformation, au conditionnement, à l'entreposage, à la distribution et à la vente des aliments, ainsi qu'à autoriser ou à refuser l'importation et la commercialisation des aliments et boissons destinés à la consommation humaine. De même, il est chargé de fixer les seuils de tolérance et de contrôler les résidus de produits chimiques agricoles dans les aliments produits au Chili ou importés.

114. Le Ministère de l'économie, par l'entremise du Service national de la pêche (SERNAPESCA), est chargé des aspects relatifs au contrôle sanitaire des animaux aquatiques, y compris l'adoption et l'application des mesures visant à éviter l'introduction de maladies qui affectent les ressources hydrobiologiques.

115. Le Ministère des relations extérieures, par l'entremise de la DIRECON, préside la Commission nationale de coordination des mesures sanitaires et phytosanitaires. La Commission a pour mandat de donner suite aux engagements et aux plans d'action du domaine SPS découlant des accords commerciaux conclus par le Chili, d'analyser les préoccupations commerciales dans ce domaine et d'exposer la position du pays dans les enceintes internationales pertinentes.

116. Le Chili est membre des trois organisations internationales mentionnées dans l'Accord SPS, à savoir la Commission du Codex Alimentarius, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV).

117. Durant la période visée par l'examen, quatre mesures du Chili ont été débattues au sein du Comité SPS de l'OMC.<sup>86</sup> Trois de ces mesures (restrictions à l'importation du blé et des fruits, restrictions relatives à la fièvre aphteuse et prescriptions applicables à l'importation d'aliments pour

---

<sup>85</sup> Document de l'OMC G/SPS/ENQ/24 du 1<sup>er</sup> octobre 2008.

<sup>86</sup> Document de l'OMC G/SPS/GEN/204/Rev.8 et Add.1-3 du 27 mars 2008.

animaux de compagnie) ont fait l'objet d'une solution durant la période.<sup>87</sup> Une quatrième mesure, qui a été présentée au Comité pour la première fois en 2007, concerne le traitement quarantenaire (fumigation) des aéronefs qui, selon l'Argentine, affecte les exportations d'abeilles vivantes de ce pays à destination du Chili.<sup>88</sup> Après avoir eu des entretiens bilatéraux avec le Chili, l'Argentine a annoncé, à la réunion du Comité SPS de juin 2009, que ce problème avait été résolu.

118. Les autorités ont indiqué que pour améliorer à titre complémentaire la mise en œuvre de l'Accord SPS, le Chili avait conclu des accords bilatéraux de natures diverses, dont certains étaient incorporés en tant que chapitres ou en tant qu'annexes dans ses ACR (voir le chapitre II 4) ii)) tandis que d'autres avaient été conclus au niveau institutionnel par les organismes ou services chargés de la santé animale et de la préservation des végétaux.<sup>89</sup> Le SAG a des accords de coopération institutionnelle avec les services et laboratoires de 25 pays.<sup>90</sup> Le Chili n'a pas encore conclu d'accords de reconnaissance d'équivalence pour les mesures SPS, mais cette question est présente dans ses ACR, à divers degrés de détail.<sup>91</sup>

#### b) Application

119. Au Chili, l'élaboration et l'application des mesures SPS incombent aux services publics habilités en la matière (Ministères de l'agriculture, de la santé et de l'économie) et sont régies par des procédures visant à garantir que ces mesures ont pour objectif d'assurer la protection sanitaire et phytosanitaire des produits, qu'elles reposent sur des bases scientifiques et qu'elles permettent de trouver un équilibre entre la protection sanitaire et phytosanitaire et le développement des flux d'échanges. Les mesures SPS sont élaborées au niveau du gouvernement central.

120. Il n'existe aucun règlement à caractère général régissant l'élaboration et la notification des mesures SPS; chaque organisme compétent applique ses procédures internes. Le processus d'élaboration naît de la nécessité d'actualiser une mesure, d'une demande d'un pays ou de l'existence d'un événement sanitaire. Les projets de mesures SPS sont élaborés par des comités techniques qui étudient le dossier en tenant compte des normes internationales pertinentes. Les projets sont soumis à consultation publique sur le site Web de l'organisme compétent et sont simultanément notifiés à l'OMC par l'entremise du SAG. La consultation dure 60 jours, sauf demande de prolongation de délai, dans les cas d'urgence et pour des motifs de facilitation des échanges. Les observations sont analysées et prises en compte en fonction de leur pertinence. Les mesures SPS se matérialisent sous la forme de décisions des organismes compétents, qui sont publiées au Journal officiel; il n'existe pas de règle générale établissant un délai minimum entre la publication d'une mesure SPS et son entrée en vigueur.

121. Les autorités ont indiqué que les mesures SPS chiliennes se basaient dans une large mesure sur les normes ou directives internationales de la CIPV, de l'OIE et du Codex Alimentarius, à moins que les circonstances spécifiques d'un cas donné ne justifient une analyse de risques et n'engendrent des exigences particulières ou plus strictes que celles de la réglementation internationale.

<sup>87</sup> Document de l'OMC G/SPS/GEN/204/Rev.8/Add.3 du 27 mars 2008.

<sup>88</sup> Document de l'OMC G/SPS/R/46 du 2 janvier 2008, paragraphes 16-17.

<sup>89</sup> Document de l'OMC G/SPS/GEN/863 du 7 juillet 2008.

<sup>90</sup> Argentine, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chine, Colombie, Cuba, Équateur, Espagne, États-Unis, Fédération de Russie, France, Inde, Israël, Italie, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pérou, Philippines, République dominicaine, Royaume-Uni et Venezuela. Renseignements en ligne du SAG. Adresse consultée: <http://www.sag.gob.cl>.

<sup>91</sup> L'Accord avec l'UE et le P-4 traitent plus en détail la question de l'équivalence des mesures SPS.

122. Le Chili ne dispose pas d'un inventaire des mesures SPS, mais toutes les mesures en vigueur peuvent être consultées sur les sites Internet des organismes qui les ont édictées.<sup>92</sup> Entre janvier 2003 et janvier 2009, le Chili a présenté au Comité SPS de l'OMC 185 notifications relatives à la réglementation sanitaire et phytosanitaire, dont onze concernaient des mesures d'urgence, les autres portant sur des projets de mesures.<sup>93</sup> Près de la moitié des notifications avaient pour objectif la préservation des végétaux, et les autres concernaient la santé des animaux et la sécurité sanitaire des aliments, même si plusieurs notifications citaient plus d'un objectif. L'organisme responsable de la grande majorité des mesures est le SAG, suivi du Ministère de la santé et du SERNAPESCA. On constate que dans six cas la date limite de réception des observations était antérieure à la date de la notification et que dans d'autres cas le délai accordé pour la présentation des observations était légèrement inférieur à 60 jours.

123. Pour importer des produits d'élevage, il faut se conformer à des "exigences sanitaires" générales et spécifiques qui peuvent être consultées sur le site Web du SAG.<sup>94</sup> Les exigences générales concernent les procédures qui régissent l'admission des animaux et volailles<sup>95</sup> et la reconnaissance des pays et des zones indemnes de maladies<sup>96</sup>, les mesures axées sur la prévention de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)<sup>97</sup>, ainsi que les procédures d'agrément des établissements d'origine des produits<sup>98</sup> et les règlements concernant le transit des animaux et de leurs produits et sous-produits. Les exigences spécifiques sont établies par espèce ou par produit et définissent le statut sanitaire que doit avoir le pays ou la zone d'origine, l'établissement de provenance, l'animal ou le produit; elles établissent aussi les mesures concernant la gestion avant expédition. S'il n'existe pas d'exigence spécifique pour le produit que l'on souhaite importer, il faut présenter une demande d'importation à la Division de la protection de l'élevage du SAG; si la Division le juge nécessaire, il est procédé à une analyse de risques.

124. Les produits d'élevage que l'on désire importer doivent provenir d'un établissement qui est agréé conformément aux réglementations pertinentes<sup>99</sup>; les listes d'établissements agréés pour l'exportation vers le Chili peuvent être consultées sur le site Web du SAG. Les établissements qui élaborent des produits industrialisés d'origine animale et des intrants pour l'alimentation des animaux sont exemptés de la prescription d'agrément, mais ils doivent présenter des monographies décrivant leurs processus de production.

125. Toutes les importations d'animaux et de leurs produits doivent être accompagnées d'un certificat sanitaire officiel délivré par l'autorité sanitaire compétente du pays d'origine et attestant que le produit satisfait aux exigences pertinentes. Tous les animaux importés, indépendamment de leur origine, doivent être soumis à une quarantaine.

126. Les importations de végétaux et de produits végétaux doivent satisfaire aux prescriptions phytosanitaires que le SAG définit dans des normes spécifiques publiées sous forme de résolutions au

---

<sup>92</sup> Renseignements en ligne du Service de l'agriculture et de l'élevage (SAG), adresse consultée: <http://www.sag.gob.cl>; Ministère de la santé, adresse consultée: <http://www.minsal.cl>; Service national de la pêche, adresse consultée: <http://www.sernapesca.cl>.

<sup>93</sup> Documents de l'OMC G/SPS/N/CHL/118/Add.1 à G/SPS/N/CHL/290 (dates diverses).

<sup>94</sup> Renseignements en ligne du SAG. Adresse consultée: <http://www.sag.gob.cl>. Pour y accéder, il faut aller à la section "Importaciones", puis sélectionner "Pecuarios".

<sup>95</sup> Résolution n° 1.254/1991.

<sup>96</sup> Résolution n° 1.150/2000.

<sup>97</sup> Résolution n° 5.277/2004.

<sup>98</sup> Résolution n° 3.138/1999 et ses modifications (Résolutions n° 1.995/2000 et n° 2.567/2003).

<sup>99</sup> Établies dans la Résolution n° 3.138 de 1999 et ses modifications.

Journal officiel. Les normes spécifiques concernent les produits végétaux destinés à la consommation, la transformation, l'industrialisation, la multiplication ou la reproduction, ainsi que les bois, emballages et autres produits similaires. Les produits végétaux doivent être exempts des parasites qui ne sont pas présents au Chili.<sup>100</sup> Les normes régissant l'importation d'articles réglementés ou de marchandises qui sont dangereuses pour les végétaux sont établies dans les Résolutions n° 350 de 1981, n° 3.815 de 2003 et n° 2.781 de 2006.<sup>101</sup>

127. Un certificat phytosanitaire délivré par les autorités compétentes du pays exportateur est exigé pour les végétaux ou parties de végétaux, à l'état naturel ou transformés, qui peuvent transmettre des parasites ou constituer eux-mêmes des parasites, ainsi que pour les articles susceptibles d'être dangereux pour les végétaux (y compris les produits dérivés de végétaux, les organismes vivants, les récipients, le matériel agricole et le sol).

128. Lorsqu'il n'existe pas de prescriptions phytosanitaires établies pour un produit, l'intéressé doit présenter une demande d'autorisation d'importation d'articles réglementés au Département de la protection des végétaux du SAG. Ce dernier évalue la demande et procède à une analyse des risques liés aux parasites (ARP) pour déterminer les prescriptions qui régiront l'admission du produit. L'ARP peut déboucher sur deux résultats: i) l'autorisation de l'importation, assortie de prescriptions phytosanitaires et de conditions d'entrée qui sont soumises à consultation publique durant 60 jours, notifiées à l'OMC et, enfin, publiées au Journal officiel; ou ii) la non-autorisation de l'importation en raison du niveau de risque élevé ou très élevé. Les procédures établies pour l'ARP se fondent sur la Norme internationale pour les mesures phytosanitaires (NIMP) n° 11 de la CIPV.

129. Le temps nécessaire pour effectuer une ARP dépend de la complexité du cas. Lorsqu'il s'agit de préserver des végétaux, l'analyse peut durer trois mois à un an; dans le domaine de l'élevage, elle dure six mois à deux ans. Le coût d'une ARP découlant de la demande d'importation d'un nouveau produit est à la charge de l'État. Cependant, s'il faut effectuer des visites d'inspection dans le pays exportateur, les coûts sont à la charge des intéressés. Les autorités ont indiqué que, entre 2003 et 2008, il y a eu dans le domaine agricole 968 ARP dont 953 ont débouché sur l'adoption de mesures SPS; selon elles, ce nombre important s'explique par le fait que la réglementation édictée inclut de nombreuses espèces. Dans le domaine de la pêche, il y avait à la fin de 2008 trois ARP en cours à la charge du SERNAPESCA. Lorsqu'il s'agit d'aliments, l'analyse des risques incombe au Ministère de la santé.

130. Les plantes et semences sont soumises à quarantaine en fonction de la situation phytosanitaire de leur pays d'origine et sur la base d'une analyse de risques fondée sur les lignes directrices de la CIPV. Les produits végétaux doivent entrer dans le pays exclusivement par les points d'entrée agréés à cette fin.<sup>102</sup>

131. Les importations d'aliments pour la consommation humaine doivent recevoir l'approbation du Ministère de la santé ou de ses bureaux régionaux. Le processus d'importation prévoit des contrôles sanitaires et des analyses de laboratoire. Les analyses font appel aux critères de risques et aux données statistiques relatives à la sécurité sanitaire des aliments. Les importations de produits

<sup>100</sup> Résolutions n° 3.080 de 2003 et n° 792 de 2007.

<sup>101</sup> Renseignements en ligne du SAG. Adresse consultée: <http://www.sag.gob.cl>. Pour accéder à ces renseignements, il faut aller à la section "Importaciones", puis sélectionner "Agrícolas" et "Forestales".

<sup>102</sup> Désignés dans les Décrets n° 156 de 1998 et n° 92 de 1999.

pharmaceutiques, de cosmétiques et de préparations biochimiques doivent être enregistrées et approuvées par l'Institut de santé publique, qui relève du Ministère de la santé.<sup>103</sup>

132. Le SERNAPESCA s'occupe du contrôle sanitaire des importations de ressources hydrobiologiques, dont la réglementation nationale se fonde sur le Code sanitaire des animaux aquatiques de l'OIE. Les importations de ces produits doivent être accompagnées d'un certificat sanitaire délivré par le pays d'exportation.<sup>104</sup> Le SERNAPESCA reconnaît les résultats d'essais et les certificats délivrés par l'Australie (Tasmanie), le Canada (Nouveau-Brunswick), le Danemark, l'Écosse, les États-Unis (Washington et Maine), la Finlande, l'Islande, la Norvège et la République d'Irlande; les importations en provenance des autres pays sont soumises à quarantaine.

133. La conformité aux règlements sanitaires et phytosanitaires se vérifie à la frontière. Le SAG opère de façon permanente à 32 points d'inspection sanitaire et phytosanitaire situés dans des postes frontières. Dans le cadre de leurs activités d'évaluation de la conformité, les autorités apportent un appui à des entités privées, y compris des médecins vétérinaires, des organismes de certification et des laboratoires d'analyses et d'essais dûment accrédités par le SAG. Les prescriptions et conditions d'accréditation, ainsi que les listes de tiers accrédités, figurent sur le site Web du SAG. Les coûts de contrôle sont pris en charge par l'État, à moins qu'il ne s'agisse des mécanismes d'assurance de la qualité ou de la sécurité sanitaire, des bonnes pratiques et de la certification pour les exportations ou les fumigations, auquel cas il incombe au secteur privé d'assumer les coûts.

134. La Résolution n° 1.150 de 2000 établit la procédure par laquelle le Chili reconnaît le statut de pays ou de zone indemne de maladies. Ce statut doit correspondre aux recommandations du Code zoosanitaire international de l'OIE et avoir été communiqué à cette organisation avant la demande de reconnaissance par le Chili. La reconnaissance se fonde sur l'évaluation des services vétérinaires publics du pays d'exportation, sur les renseignements sanitaires disponibles et sur les mesures de contrôle et de surveillance, conditions qui se vérifient sur le terrain. Au sein de l'OMC, le Chili a activement prôné le principe de la régionalisation. À la réunion du Comité SPS de juin 2008, il a annoncé qu'il avait reconnu la totalité du territoire des États-Unis (à l'exception de l'Arkansas) comme indemne de l'influenza aviaire. De même, il a fait savoir qu'il avait reconnu les États de Paraná, de Santa Catarina et de Sao Paulo (Brésil) comme indemnes de la maladie de Newcastle.<sup>105</sup>

135. Le SAG se charge d'établir les règles et procédures qui régissent l'importation et la libération, dans des conditions précises, des organismes génétiquement modifiés (OGM). Le Comité technique des OGM, créé en 2005<sup>106</sup>, a pour mission de conseiller le Directeur national du SAG en la matière. La Résolution n° 1.523 de 2001 énonce les règles d'admission et de libération dans l'environnement des organismes végétaux vivants modifiés destinés à la multiplication. Il est permis d'importer des semences transgéniques en vue de leur multiplication et de leur exportation ultérieure, mais il n'est pas permis d'en importer aux fins de commercialisation, d'usage industriel ou de consommation sur le marché intérieur. Pour importer du matériel transgénique, il faut présenter une demande d'importation au SAG. L'autorisation est accordée après la réalisation de l'analyse de risques et sur réception d'un rapport favorable de l'autorité compétente du pays d'origine indiquant que l'introduction dans l'environnement de ce pays n'a pas eu d'effets dommageables.<sup>107</sup>

<sup>103</sup> Article 94 du Code sanitaire (DFL n° 725).

<sup>104</sup> Article 11 de la Loi générale sur la pêche et l'aquaculture (Loi n° 18.892 de 1989) et article 11 des Règles de procédure pour l'importation des espèces hydrobiologiques (DS Minecon n° 96-96).

<sup>105</sup> Document de l'OMC G/SPS/R/51 du 27 août 2008.

<sup>106</sup> Résolution n° 6.966 de 2005.

<sup>107</sup> Article 4 de la Résolution n° 1.523.

136. Pour sa part, la Résolution n° 3.970 de 1997 autorise l'utilisation des grains de maïs transgénique pour l'alimentation des animaux. L'autorisation s'applique uniquement aux événements biotechnologiques qui ont été approuvés aux fins de consommation animale et humaine dans le pays d'origine et/ou un autre pays. Une réglementation sur les produits transformés contenant des OGM est en cours de discussion.

137. Conformément au Règlement sanitaire des aliments (article 279), il est interdit de commercialiser des viandes, des viscères et des sous-produits animaux qui contiennent des résidus d'hormones non endogènes ou de substances à effet hormonal dépassant les limites que le Ministère de la santé a fixées sur la base de la norme technique correspondante du CODEX.

### **3) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES EXPORTATIONS**

#### **i) Procédures, documentation et enregistrement**

138. Les procédures et la documentation nécessaires pour mener des opérations d'exportation sont décrites dans l'Ordonnance douanière (Décret ayant force de loi n° 30 de 2004) et sont régies par le chapitre IV du Recueil des règlements douaniers (Résolution n° 1.300 de 2006).

139. Les exportateurs de marchandises doivent présenter au Service national des douanes, par les soins d'un courtier en douane, le document unique de sortie-acceptation pour traitement (DUS-AT), dans lequel doivent figurer tous les renseignements demandés.<sup>108</sup> Outre le DUS-AT, il faut présenter le mandat confié au courtier en douane, la liste ou les instructions de colisage, les documents de transport et de chargement, une copie de la facture commerciale émise (sauf pour les marchandises dont la valeur f.a.b. est de 2 000 dollars EU au maximum), ainsi que les visas et/ou autorisations appropriés.

140. L'intervention d'un courtier en douane est exigée pour toutes les exportations dont la valeur f.a.b. est supérieure à 2 000 dollars EU, sauf pour celles qui sortent des zones franches et pour les cas spécifiques prévus dans le Recueil des règlements douaniers.<sup>109</sup>

141. Le courtier en douane établit le DUS par voie électronique et le présente par la même voie au Service national des douanes. Lorsque le DUS est accepté pour examen, cela signifie que les marchandises ont été présentées à la Douane, ce qui vaut autorisation de leur entrée dans l'enceinte douanière (zone primaire) et de leur expédition à l'extérieur du pays. Une fois que le DUS a été accepté par la Douane, les marchandises doivent être expédiées dans un délai de 25 jours calculé à compter de la date d'acceptation pour examen. L'expédition des marchandises doit être certifiée par le courtier en douane en cas de transport maritime ou aérien et par la Douane au contrôle frontalier en cas de transport terrestre ou ferroviaire.

142. Les exportations peuvent faire l'objet d'une inspection physique et documentaire. En 2007, 31% des DUS qui ont fait l'objet d'une inspection ont été sélectionnés par filtrage, 33% manuellement et le reste de manière aléatoire.

---

<sup>108</sup> Nom du consignataire ou de l'exportateur, adresse, commune, douane, port d'embarquement, type de cargaison, moyen de transport, code de la région d'origine, port de débarquement, pays de destination, nom de la société de transport, nom de l'émetteur, nom du navire, numéro de voyage, approbations, quantité des marchandises, valeur f.a.b., poids brut, type et nombre de colis, entre autres.

<sup>109</sup> Recueil des règlements douaniers, chapitre IV, alinéa 2.1.2.



143. Il n'existe pas de registre d'exportateurs; toutefois, un exportateur qui a effectué des exportations d'une valeur f.a.b. égale ou supérieure à 50 millions de dollars EU sur un an doit en informer la Banque centrale du Chili, conformément aux dispositions énoncées au chapitre IV du Recueil des règlements de change de la Banque.

**ii) Taxes et droits d'exportation**

144. Conformément à l'Ordonnance douanière (article 112), au Chili l'exportation de marchandises n'est pas assujettie à des droits.

**iii) Prohibitions et restrictions à l'exportation et régimes de licences**

145. La Loi organique constitutionnelle de la Banque centrale du Chili dispose que toute marchandise peut être exportée librement pourvu qu'elle soit conforme aux normes légales et réglementaires en vigueur.<sup>110</sup> La même loi interdit l'application de contingents ou de plafonds à l'exportation. Par conséquent, le Chili n'applique pas de contingents d'exportation ni de régimes de licence d'exportation.

146. Conformément à sa législation interne ou aux conventions internationales, le Chili applique des prohibitions ou des contrôles à l'exportation de certains produits. Parmi les produits dont l'exportation est prohibée figurent les objets et pièces anthropologiques, archéologiques, ethniques, historiques et paléontologiques, le *pehuen* ou pin chilien (*araucaria araucana*) et les substances psychotropes. De même, il est interdit d'exporter des substances contrôlées qui appauvrissent la couche d'ozone ainsi que des produits neufs ou usagés contenant des substances réglementées par le Protocole de Montréal (annexe A, annexe B et groupe II de l'annexe C) vers des pays qui ne sont pas parties à ce protocole.<sup>111</sup>

147. En outre, l'exportation des marchandises dont le commerce est réglementé par la CITES est interdite ou assujettie à un permis. Pour les produits énumérés dans les Appendices I, II et III de la CITES, un permis d'exportation est exigé. Dans le cas de la flore forestière, ce permis est accordé par la Société nationale des forêts (CONAF), tandis que pour les espèces de flore non forestière et de faune il est délivré par le SAG et pour les espèces marines (faune hydrobiologique), par le SERNAPESCA.

148. Une approbation ou une autorisation est exigée pour l'exportation de certains produits tels que les armes à feu, munitions, explosifs, substances chimiques inflammables et asphyxiantes, substances radioactives, produits végétaux, spécimens de faune sylvestre, produits de la pêche et fruits de mer (chair d'araignée de mer, de langoustine et d'abalone), algues gracilaires, semences de haricots certifiées et œuvres d'artistes chiliens et étrangers.<sup>112</sup>

<sup>110</sup> Loi n° 18.840 publiée le 10 octobre 1989.

<sup>111</sup> Loi n° 20.096 établissant les mécanismes de contrôle applicables aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone et Décret n° 37 publiés le 23 mars 2006 et le 11 de septembre 2007, respectivement.

<sup>112</sup> La liste des produits dont l'exportation exige une approbation ou une autorisation figure à l'annexe 40 du Recueil des règlements douaniers.

**iv) Avantages tarifaires et fiscaux**

149. Le Chili a différents programmes d'incitation à l'exportation qui, à l'heure actuelle, correspondent essentiellement à des facilités administratives de paiement et de remboursement des droits de douane et de la TVA. Pendant la période considérée, le pays a supprimé, dans certains de ces programmes, les éléments qui constituaient des subventions à l'exportation conformément à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC).

150. On trouvera ci-après une description des programmes d'incitation dont le Chili dispose pour stimuler les exportations: a) système général de remboursement des droits de douane; b) système simplifié de remboursement concernant les exportations mineures; c) paiement différé des droits de douane et crédit d'impôt pour les biens d'équipement; d) système d'admission temporaire pour perfectionnement actif; et e) recouvrement de la TVA acquittée. Les programmes b) et c) ont été notifiés à l'OMC du fait qu'ils prévoyaient des subventions<sup>113</sup> et modifiés par la suite afin de les rendre conformes aux engagements multilatéraux du Chili. Ces deux programmes ne figurent donc plus dans les notifications relatives aux subventions présentées par le Chili.<sup>114</sup>

151. D'autres programmes notifiés par le Chili dans le cadre de l'Accord SMC prévoient des crédits d'impôt pour l'investissement dans certaines provinces, des exonérations fiscales dans les zones franches, un fonds pour la promotion et le développement régional et des avantages fiscaux et tarifaires au titre de la Loi sur l'industrie automobile.<sup>115</sup> Les trois premiers programmes, qui sont décrits au paragraphe 4 iii) du présent chapitre, visent en premier lieu à permettre le développement régional. Par ailleurs, la Loi n° 19.912 du 4 novembre 2003 a formellement mis fin aux avantages tarifaires et fiscaux que prévoyait la Loi sur l'industrie automobile, avantages dont l'octroi était assujéti à des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux et à la balance commerciale. Dans la pratique, certains de ces avantages ont été supprimés en décembre 1998 et d'autres en février 2003.<sup>116</sup>

**a) Système général de remboursement des droits de douane**

152. Conformément à la Loi n° 18.708 publiée le 13 mai 1988, le Chili a un système général de remboursement des droits de douane versés pour l'importation de matières premières, de produits semi-ouvrés et de parties et pièces détachées incorporées ou consommées pour produire des marchandises destinées à l'exportation. Cet avantage est également accordé pour les intrants importés qui sont incorporés ou consommés pour fabriquer des produits nationaux vendus à des zones franches, à condition que la valeur c.a.f de ces intrants soit égale ou supérieure à 10% de la valeur de la vente. Les intrants peuvent avoir été importés par l'exportateur directement ou par un tiers. Les surtaxes et les droits compensateurs frappant les intrants importés ne sont pas remboursés. Selon les données communiquées par les autorités, entre janvier 2003 et mars 2009, les remboursements au titre de ce système ont atteint 324,4 millions de dollars EU.

<sup>113</sup> Documents de l'OMC G/SCM/N/2/CHL du 2 mai 1995 et G/SCM/N/2/CHL/Suppl.1 du 16 octobre 1995.

<sup>114</sup> Document de l'OMC G/SCM/N/125/CHL du 24 novembre 2008.

<sup>115</sup> Document de l'OMC G/SCM/N/95/CHL du 24 mars 2004.

<sup>116</sup> Pour une description des avantages accordés au titre de la Loi sur l'industrie automobile, voir OMC (2003), chapitre III 3) vii).

b) Système simplifié de remboursement concernant les exportations mineures non traditionnelles

153. La Loi n° 18.480 du 19 décembre 1985 a établi le système simplifié de remboursement concernant les exportations mineures de marchandises non traditionnelles. À l'origine, les taux de remboursement correspondaient à un pourcentage de la valeur f.a.b. des produits exportés (avec un plafond fixé à 10%), de sorte que le remboursement pouvait être supérieur aux droits effectivement payés, et l'on exigeait en outre une teneur minimale en intrants nationaux de 50%. La valeur maximale des exportations pouvant faire l'objet d'un remboursement était actualisée chaque année et les marchandises pour lesquelles le montant des exportations réalisées au cours de l'année civile précédente dépassait le plafond fixé étaient inscrites sur une liste de produits exclus. La Loi n° 19.589 publiée le 14 novembre 1998 a modifié la Loi n° 18.480 pour rendre ce système conforme aux dispositions de l'Accord SMC: le pourcentage du remboursement a été progressivement réduit et les conditions à remplir pour en bénéficier ont été modifiées.

154. Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, les exportateurs bénéficient d'un taux de remboursement unique de 3% de la valeur f.a.b. des marchandises exportées. En outre, le remboursement est accordé uniquement pour les exportations de produits non traditionnels (c'est-à-dire, ceux qui ne figurent pas dans la liste de produits exclus publiée chaque année par le Ministère de l'économie) qui comprennent au moins 50% d'intrants importés en termes de valeur. Pour bénéficier de ce remboursement, le montant maximal des exportations, par position tarifaire, doit être égal ou inférieur au plafond publié chaque année par le Ministère de l'économie; en 2009, ce plafond était fixé à 29,47 millions de dollars EU. Étant donné que le droit général est de 6% pour la quasi-totalité des importations et que le remboursement n'est accordé que pour les exportations de marchandises contenant au moins 50% d'intrants importés, le taux forfaitaire de 3% correspondrait aux droits de douane frappant les intrants importés.

155. Les autorités ont indiqué que les modifications apportées au système simplifié de remboursement ont permis de ramener les montants versés par le fisc de 199 millions de dollars EU en 1998 à 23,1 millions en 2003 et à 2,1 millions de dollars EU en 2008.

c) Paiement différé des droits de douane et crédit d'impôt pour les biens d'équipement

156. Trois mécanismes visant à encourager la modernisation technologique et l'investissement dans les biens d'équipement ont été établis par la Loi n° 18.634 du 5 août 1987 et son règlement d'application. Le premier permettait de différer le versement des droits de douane sur les biens d'équipement importés pour sept ans au maximum, les droits étant payables en trois tranches. Le deuxième mécanisme permettait aux acheteurs de biens d'équipement d'origine chilienne d'obtenir un crédit d'impôt équivalant à 73% du droit de douane correspondant à la valeur transactionnelle nette, crédit qui devait être remboursé au fisc dans un délai de sept ans. Dans ces deux cas, la dette à l'égard du fisc était majorée d'un taux d'intérêt fixé par la Banque centrale en fonction des conditions du marché. Dans le cadre du troisième mécanisme, le fisc renonçait en totalité ou en partie aux montants qui lui étaient dus au titre du paiement différé des droits de douane ou du crédit d'impôt lorsque l'exportateur employait les biens d'équipement concernés pour produire des marchandises destinées à l'exportation. La diminution ou la remise de dette était fonction de la part des exportations dans le chiffre d'affaires total des entreprises.<sup>117</sup>

---

<sup>117</sup> Pour plus de renseignements, voir OMC (2003), chapitre III 3) iv).

157. La Loi n° 19.589 (novembre 1998) a éliminé les remises de dette liées aux exportations en mettant en place un régime transitoire qui a pris fin le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Depuis cette date, l'importation de biens d'équipement ou l'achat de ce type de biens de fabrication chilienne ne donne plus droit qu'au paiement différé ou à un crédit d'impôt, selon le cas.

158. Les biens d'équipement concernés sont énumérés dans une liste établie chaque année par le Ministère des finances et doivent avoir une valeur minimale fixée par la loi et ajustée tous les ans. En décembre 2008, cette valeur minimale était de 5 525,26 dollars EU (valeur c.a.f. dans le cas des biens importés et valeur transactionnelle nette dans le cas d'un bien national). Pour les véhicules, la valeur minimale était de 6 998,65 dollars EU.

159. Selon les autorités, les réductions ou remises de dettes correspondant au paiement différé des droits de douane sont passées de 211 millions de dollars EU en 2003 à 398 000 dollars en 2007 et ont disparu en 2008. Quant aux crédits d'impôt qui étaient de 18,5 millions de dollars EU en 2003, ils ont été ramenés à 981 000 dollars en 2006 avant de disparaître en 2007.

160. En outre, la Loi n° 20.269, publiée le 27 juin 2008, a fixé à 0% les droits de douane appliqués aux importations des biens d'équipement visés par la Loi n° 18.634, ce qui signifie que les avantages prévus par cette loi ont été pour la plupart supprimés et remplacés par un droit nul, l'obtention d'un crédit d'impôt pour l'achat de biens d'équipement fabriqués dans le pays étant désormais le seul avantage restant.<sup>118</sup>

d) Admission temporaire pour perfectionnement actif

161. Le système d'admission temporaire pour perfectionnement actif (DATPA), établi par le Décret n° 473 du Ministère des finances du 28 août 2003, est un autre mécanisme visant à faciliter l'exportation. Il s'agit d'une modalité de stockage particulière grâce à laquelle les entreprises qui produisent des marchandises destinées à l'exportation peuvent importer de l'étranger des matières premières, des produits semi-ouvrés et des parties et pièces détachées sans acquitter de droits et autres taxes d'importation, ni de TVA. Les entreprises bénéficiaires ont 180 jours pour achever la transformation, l'ouvraison ou d'autres processus de finition autorisés et exporter le produit final obtenu, délai qui peut être prolongé par le Directeur national des douanes lorsque cela est justifié. Les autorités ont indiqué qu'en 2008, 21 entreprises ont bénéficié de ce système pour 1 158 opérations dont la valeur c.a.f. a atteint 225,8 millions de dollars EU.

e) Recouvrement de la TVA acquittée

162. Conformément au Décret-loi n° 825 (31 décembre 1974) et au Décret suprême n° 348 du Ministère de l'économie (31 décembre 1975), les exportateurs de produits et de services peuvent récupérer la TVA versée lors de l'achat de biens, d'intrants et de services inhérents à l'exportation. Ils ont également le droit de récupérer la TVA versée pour importer des biens à cet effet. Les exportateurs de services peuvent bénéficier de cet avantage uniquement lorsqu'ils fournissent des services à des personnes sans résidence ni domicile au Chili, sous réserve que le Service national des douanes ait qualifié ce service d'exportation dans une de ses résolutions.<sup>119</sup>

<sup>118</sup> Pour plus de renseignements, veuillez consulter l'adresse suivante: [http://www.portalcomercioexterior.cl/files/LEY\\_20269.pdf](http://www.portalcomercioexterior.cl/files/LEY_20269.pdf).

<sup>119</sup> Les services qualifiés d'exportation figurent dans la Résolution spéciale n° 002511 du 16 mai 2007. Il est possible de demander l'inclusion d'autres services dans la liste en s'adressant au Service national des douanes.

**v) Financement des exportations et garanties à l'exportation**

163. Le Chili applique différents programmes de financement et de garanties pour aider ses exportateurs à accéder au crédit. La plupart de ces programmes s'adressent aux micro, petites et moyennes entreprises; l'un d'entre eux est subordonné au respect de prescriptions concernant la teneur en éléments nationaux.

164. La Société de développement de la production (CORFO), organisme d'État qui aide les entreprises chiliennes, gère deux programmes de crédit à l'exportation appelés "Financement aux exportateurs chiliens" et "Financement aux acheteurs étrangers".<sup>120</sup> Dans les deux cas, la CORFO agit comme une banque de deuxième rang, distribuant les fonds par l'intermédiaire des banques commerciales qui étudient les projets et fixent les conditions spécifiques des crédits. Les autorités estiment que les taux d'intérêt appliqués dans le cadre de ces programmes ne sont pas préférentiels. La CORFO assume entièrement le risque associé au non-remboursement de ces crédits.

165. Le "Financement aux exportateurs chiliens" (connu sous le nom de ligne de crédit B22) est destiné aux entreprises constituées au Chili dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 30 millions de dollars EU (hors TVA) et qui exportent de manière directe ou indirecte des biens et des services non traditionnels (tous sauf la cellulose, le cuivre, la farine de poisson, les fruits et le fer). Ce programme permet de financer l'achat d'intrants pour la production, les investissements, les fonds de roulement, les dépenses liées à l'établissement d'un réseau de commercialisation à l'étranger, ainsi que des prêts avant et après expédition. Plafonné à 3 millions de dollars EU, le crédit peut être libellé en dollars ou en unités de compte (Unidad de fomento, UF)<sup>121</sup>; il est soumis à un taux d'intérêt fixe ou variable et sa durée ne doit pas excéder huit années, avec un délai de grâce pour le remboursement du capital pouvant aller jusqu'à 18 mois (voir le tableau III.4).

166. Le "Financement aux acheteurs étrangers" (ligne de crédit B21) permet de financer à long terme l'achat à l'étranger de biens et de services chiliens. Ce crédit peut être offert à des entreprises chiliennes de toutes tailles qui exportent des biens d'équipement, des biens de consommation durables et des services d'ingénierie et de conseil, bien que l'approbation préalable de la CORFO soit nécessaire lorsque le chiffre d'affaires de l'entreprise dépasse 30 millions de dollars EU. Une des conditions d'obtention du crédit est que la teneur en intrants nationaux (main-d'œuvre et composants) des biens exportés par l'entreprise chilienne soit d'au moins 40%. Les exportations de services doivent être confirmées par le Service national des douanes. Les crédits, qui sont plafonnés à 3 millions de dollars EU, sont accordés pour une durée comprise entre un et dix ans, avec un délai de grâce pour le remboursement du capital pouvant aller jusqu'à 30 mois; ils sont libellés en dollars EU avec un taux d'intérêt fixe ou variable (voir le tableau III.5).

167. Selon les données communiquées par les autorités, en 2008, le montant des crédits approuvés au titre du Financement aux exportateurs chiliens a atteint 2 millions de dollars EU, tandis que le montant des crédits approuvés au titre du Financement aux acheteurs étrangers s'est élevé à 2,2 millions de dollars EU.

---

<sup>120</sup> Des informations détaillées sur les crédits et les garanties accordés par la CORFO, ainsi que sur d'autres programmes, sont disponibles à l'adresse suivante: [http://www.corfo.cl/lineas\\_de\\_apoyo](http://www.corfo.cl/lineas_de_apoyo).

<sup>121</sup> L'unité de compte (UF) est une unité de mesure libellée en pesos qui est réajustée quotidiennement en fonction de la variation de l'indice des prix à la consommation. Sa valeur moyenne au premier semestre 2009 était d'environ 21 078 pesos, soit 35,9 dollars EU.

**Tableau III.5**  
**Taux d'intérêt: mécanismes de financement des exportations-CORFO**

Durée (années)	Financement aux exportateurs chiliens (B22) <sup>a</sup>				Financement aux acheteurs étrangers (B21) <sup>b</sup>	
	Taux d'intérêt en UF		Taux d'intérêt en dollars EU		Taux d'intérêt en dollars EU	
	fixe	variable	fixe	variable	fixe	variable
1	1,70	s.o.	3,40	Lib +1,90	4,15	Lib +2,30
2	1,80	s.o.	3,60	Lib +1,95	4,15	Lib +2,35
3	1,90	s.o.	3,90	Lib +2,00	4,20	Lib +2,40
4	1,95	s.o.	3,90	Lib +2,00	4,20	Lib +2,40
5	2,00	s.o.	3,95	Lib +2,05	4,25	Lib +4,25
6	2,05	s.o.	3,95	Lib +2,05	4,25	Lib +4,25
7	2,10	s.o.	4,00	Lib +2,10	4,30	Lib +4,30
8	2,15	s.o.	4,00	Lib +2,10	4,30	Lib +4,30
9	2,20	s.o.	4,04	s.o.	4,35	Lib +4,35
10	2,25	s.o.	4,05	s.o.	4,35	Lib +4,35

s.o. Sans objet.

a Mécanismes de financement par l'intermédiaire de banques locales; taux en vigueur du 15 avril au 15 juillet 2009.

b Accords directs avec des banques étrangères; taux en vigueur du 15 avril au 15 juillet 2009.

Source: Société de développement de la production (CORFO).

168. La CORFO propose également un programme de couverture ou de garantie des crédits bancaires pour les exportateurs (COBEX) contre les risques de non-paiement. Cette garantie est proposée aux entreprises exportatrices dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 30 millions de dollars EU, ainsi qu'aux entreprises dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas ce plafond et qui n'ont pas encore exporté, mais peuvent prouver qu'elles ont des commandes fermes de la part d'acheteurs étrangers. La garantie couvre 50% du capital non remboursé du crédit avec un plafond fixé à 5 millions de dollars EU.

169. À la demande des banques, la CORFO approuve une ligne de couverture pour chaque exportateur; cette approbation nécessite le paiement par la banque d'une commission annuelle de 0,75% du montant de la ligne de couverture. La durée de la couverture est de 30 jours au minimum et d'un an au maximum et peut être prolongée d'une année. En juin 2009, les montants couverts par le Fonds de la COBEX s'élevaient à 92 millions de dollars EU. Conformément à la législation en vigueur, le total des montants couverts pouvait être dix fois supérieur au montant du Fonds. Les autorités ont indiqué que, comme elle réduisait les risques pour les banques, la couverture accordée par la COBEX permettait aux petites entreprises et aux petits exportateurs sans expérience d'accéder à un financement qu'ils auraient des difficultés à obtenir autrement.

170. Le Fonds de garantie pour les petites entreprises (FOGAPE), administré par BancoEstado, garantit les crédits des micro et petites entreprises et des exportateurs qui ne disposent pas de garanties suffisantes pour solliciter un financement auprès des banques. Le FOGAPE couvre les types de financement suivants: crédits, opérations de crédit-bail et autres mécanismes de financement accordés par les établissements financiers. BancoEstado répartit par adjudication les droits de garantie entre les établissements admissibles, qui pourront les acquérir et les utiliser pour accorder des financements aux micro et petites entreprises ainsi qu'aux exportateurs. Conformément aux modifications apportées en 2007 au Décret-loi relatif au FOGAPE<sup>122</sup>, peuvent bénéficier du Fonds les

<sup>122</sup> Loi n° 20.202 du 3 août 2007 modifiant le Décret-loi n° 3.472 de 1980.

entreprises agricoles et non agricoles dont le chiffre d'affaires annuel net ne dépasse pas 25 000 unités de compte (897 500 dollars EU) et les exportateurs dont la valeur f.a.b. moyenne des ventes extérieures annuelles réalisées au cours des deux années civiles précédentes ne dépasse pas 16,7 millions de dollars EU.

171. Le FOGAPE garantit jusqu'à 80% de l'encours de la dette des entreprises pour les crédits inférieurs à 3 000 unités de compte (environ 107 700 dollars EU en novembre 2008) et jusqu'à 50% pour les crédits allant de 3 000 à 5 000 unités de compte (de 107 700 à 179 500 dollars EU). La durée maximale de la garantie est de dix ans. Ses bénéficiaires doivent verser une commission qui ne peut dépasser 2% par an du montant garanti.<sup>123</sup> Selon les données du FOGAPE, en 2007, 17 établissements financiers ont participé au Fonds, effectuant 24 000 opérations pour un montant de crédits garantis supérieur à 13 millions d'unités de compte (environ 466,7 millions de dollars EU). Si l'on considère l'ensemble des financements accordés, le secteur le plus visé a été celui du commerce (33,6%), suivi du secteur des services (26,3%).<sup>124</sup>

#### vi) Promotion des exportations

172. La Direction de la promotion des exportations (ProChile) du Ministère des relations extérieures est l'organisme public chargé de développer les activités d'exportation. Sa mission consiste à favoriser l'augmentation du nombre d'entreprises exportatrices et de produits exportés et à encourager la diversification des marchés. Les activités de ProChile portent sur trois grands domaines: l'aide à l'internationalisation des petites et moyennes entreprises, la mise à profit des possibilités offertes par les accords commerciaux conclus par le Chili et l'association secteur public-secteur privé. ProChile a 56 représentations commerciales sur les principaux marchés internationaux et 15 bureaux répartis dans tout le pays dont la mission est d'identifier l'offre d'exportation et d'en favoriser le développement.

173. ProChile gère divers programmes de promotion des exportations financés conjointement avec le secteur privé, comme le Fonds de promotion des exportations ne provenant pas de la sylviculture, de l'agriculture et de l'élevage (industrie, produits de la mer et services), le Concours de sylviculture, d'agriculture et d'élevage, le Concours pour l'internationalisation de l'agriculture familiale, le Programme d'encadrement des entreprises et PyMEXPORTA.

174. Le budget de ProChile s'élevait à environ 33 millions de dollars EU en 2008, montant réparti entre les programmes comme suit: Fonds pour les secteurs autres que la sylviculture, l'agriculture et l'élevage (27,4%), diffusion internationale (24,2%), Concours de sylviculture, d'agriculture et d'élevage (44,2%) et PyMEXPORTA (4%).

175. ProChile propose également des services aux exportateurs dans les domaines du conseil, des campagnes de promotion commerciale et des technologies de l'information. Elle dispense une assistance et des formations aux exportateurs, organise des séminaires liés à l'exportation, aide les exportateurs chiliens à participer à des foires et missions internationales, leur fournit des

<sup>123</sup> Pour plus de détails, veuillez consulter le site Web du FOGAPE à l'adresse suivante: <http://www.fogape.cl/portal/contenido.asp>.

<sup>124</sup> Renseignements en ligne du FOGAPE. Adresse consultée: <http://www.fogape.cl/portal/Contenido.asp?CodCanal=177&TipoCanal=A>.

renseignements sur les droits de douane et la réglementation en vigueur sur les marchés d'exportation et réalise des études et profils de marchés sur demande.<sup>125</sup>

176. En outre, la CORFO a un programme de prospection et de recherche de marchés extérieurs. Ce programme finance l'exécution de projets permettant aux entreprises exportatrices de progresser en ce qui concerne la différenciation des produits et leur intégration aux circuits de commercialisation à l'étranger, ainsi que d'identifier les possibilités et les besoins d'innovation suite à la prospection de marchés.<sup>126</sup> L'aide apportée prend la forme d'une subvention pouvant aller jusqu'à 60% du montant total du projet. Les ressources sont attribuées sur concours et, en 2008, 12 projets ont été approuvés pour un montant total de 802 316 dollars EU. La CORFO propose en outre des services pour aider les entreprises chiliennes à nouer des contacts avec de potentiels acheteurs étrangers, fournit des renseignements sur les prix et offre une assistance en matière d'emballage, de financement et de promotion.

177. Le secteur privé participe lui aussi aux activités de promotion des exportations par l'intermédiaire d'organisations comme l'Association des exportateurs de produits manufacturés (ASEXMA), l'Association des exportateurs du Chili (ASOEX) et Vinos de Chile. L'ASEXMA est une corporation qui réunit les exportateurs de différents types de produits manufacturés et leur offre un appui dans leurs activités de gestion et de diversification commerciale sous différentes formes: cours et séminaires, voyages d'affaires, représentation auprès du gouvernement et utilisation des ressources de la CORFO. L'ASOEX, qui regroupe les exportateurs de fruits et de légumes frais, s'emploie entre autres choses, à trouver de nouveaux marchés pour ces produits, à assurer la formation de ses membres et à diffuser des renseignements techniques et commerciaux.

#### **4) AUTRES MESURES AGISSANT SUR LA PRODUCTION ET LE COMMERCE**

##### **i) Établissement et imposition des entreprises**

178. Au Chili une entreprise commerciale peut être établie sous différentes formes juridiques: société anonyme, société à responsabilité limitée, société en nom collectif, société en commandite, société par actions, entreprise personnelle à responsabilité limitée, entrepreneur individuel et association ou société en participation. Les formes d'organisation commerciale les plus courantes sont la société anonyme et la société à responsabilité limitée.

179. En vertu de la Loi n° 18.046 de 1981 (modifiée en 1999), la société anonyme est une personne morale composée d'actionnaires qui réunissent un capital commun et dont la responsabilité est limitée au montant de leur apport individuel. On trouve deux types de sociétés anonymes: ouvertes et fermées. Les sociétés anonymes ouvertes remplissent l'un des critères suivants: elles proposent leurs actions au public et sont cotées en bourse, elles ont au moins 500 actionnaires ou au moins 10% du capital souscrit est détenu par plus de 100 actionnaires. Toutes les autres sociétés anonymes sont des sociétés fermées. Les sociétés anonymes ouvertes sont soumises au contrôle de l'Inspection générale des valeurs mobilières et des assurances et doivent être inscrites au Registre national des valeurs mobilières.<sup>127</sup> Dans le cas d'une société à responsabilité limitée, la responsabilité de chaque associé est limitée au montant du capital qu'il a apporté ou à un montant supérieur précisé dans les statuts de la société. La constitution d'une société de ce type ne nécessite pas de capital

---

<sup>125</sup> Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web de ProChile à l'adresse suivante: <http://prochile.cl>.

<sup>126</sup> De plus amples renseignements sont disponibles sur le site Web de la CORFO à l'adresse suivante: <http://www.corfo.cl>.

<sup>127</sup> Article 2 de la Loi n° 18.046.



minimum. Une société à responsabilité limitée compte entre deux et 50 associés; au-delà de ce nombre, elle devient une société en nom collectif.

180. Les entreprises étrangères peuvent exercer des activités au Chili par l'intermédiaire d'un représentant, d'une agence ou d'une succursale, ou en s'établissant dans le pays sous l'une des formes juridiques susmentionnées.

181. La constitution d'une société se fait au moyen d'un acte authentique. Un extrait de cet acte doit être déposé au Registre du commerce du lieu de domiciliation de la société et être publié au Journal officiel du Chili. L'inscription comme la publication doivent avoir lieu dans un délai de 60 jours à compter de la date de l'acte. Les frais de notaire et d'enregistrement dépendent du niveau d'imposition de l'entreprise et correspondent généralement à environ 2% du capital.

182. Une fois la société inscrite au Registre du commerce, les démarches suivantes doivent être effectuées: inscrire la société au Registre fiscal unique auprès du centre du Service des impôts intérieurs (SII) du lieu de domiciliation de la société et informer ce même centre de l'entrée en activité; attendre que le SII vérifie la domiciliation pour obtenir l'autorisation concernant les documents fiscaux et les livres comptables ou, dans le cas de documents électroniques, obtenir l'autorisation du SII; obtenir la licence commerciale auprès de la municipalité correspondante; inscrire la société auprès de la Sécurité sociale contre les risques d'accident du travail et de maladie professionnelle; et, s'il y a lieu, obtenir une autorisation sanitaire auprès du service de santé correspondant. En fonction du secteur d'activité, il peut être nécessaire d'obtenir d'autres autorisations auprès des services de l'État compétents.

183. Selon une étude réalisée par la Banque mondiale sur les indicateurs de compétitivité réglementaire, la création d'une entreprise ou le lancement d'une activité commerciale au Chili en 2008 nécessitait en moyenne 27 jours pour un coût moyen équivalant à 7,5% du revenu national brut par habitant.<sup>128</sup> S'il reste l'un des pays d'Amérique latine les plus compétitifs en ce qui concerne l'environnement réglementaire des affaires, ces dernières années, le Chili a perdu plusieurs places dans le classement international établi par la Banque mondiale et il est arrivé en 40<sup>ème</sup> position (sur un total de 181 pays) en 2008.<sup>129</sup>

184. Au Chili, l'imposition se fait au niveau national, puisqu'il n'y a pas d'impôts municipaux, provinciaux ou régionaux significatifs, à l'exception de la patente municipale. Les principaux impôts auxquels sont soumises les entreprises sont l'impôt sur le revenu (qui comprend un impôt sur les dividendes), l'impôt sur le versement de redevances, l'impôt sur les intérêts et les contributions foncières. Les revenus des entreprises constituées au Chili, d'où qu'ils proviennent, sont soumis à l'impôt sur le revenu. Les succursales des entreprises étrangères acquittent cet impôt uniquement sur leurs revenus d'origine chilienne. Les services fournis à l'étranger à un résident chilien sont imposables.

185. Conformément à la Loi concernant l'impôt sur le revenu<sup>130</sup>, les "revenus du capital" (qui se distinguent des "revenus du travail") sont soumis à la première catégorie d'impôt qui vise les entreprises qui tirent leurs revenus de l'industrie, du commerce, des activités minières, des biens immobiliers et d'autres activités impliquant l'utilisation d'un capital. Depuis 2004, la première catégorie d'impôt a un taux fixe de 17%. Cette retenue est imputable sur l'impôt global complémentaire ou l'impôt additionnel, selon le cas. L'impôt global complémentaire est un impôt à

---

<sup>128</sup> Banque mondiale (2008).

<sup>129</sup> Banque mondiale (2008).

<sup>130</sup> Décret-loi n° 824 de 1974.

taux progressif (de zéro à 40%) appliqué à la totalité des revenus des personnes physiques qui résident au Chili. L'impôt additionnel, dont le taux général est de 35%, frappe les revenus du capital d'origine chilienne des personnes physiques et morales qui ne résident pas au Chili. Il est appliqué aux bénéfices générés par des sociétés dont les actionnaires ou les associés ne sont pas résidents, au moment où ces bénéfices sont retirés, distribués sous forme de dividendes ou envoyés à l'étranger.

186. En règle générale, les entreprises étrangères exerçant des activités au Chili doivent acquitter la première catégorie d'impôt (17%) et l'impôt additionnel (35%) sur le montant des bénéfices distribués ou envoyés à l'étranger, mais elles ont droit à un crédit équivalant à 17% imputable sur l'impôt additionnel. Sinon, les entreprises étrangères qui investissent conformément au DL n° 600 peuvent opter pour une clause qui leur permet d'être imposées à un taux fixe de 42% pendant une durée de dix ans (délai pouvant aller jusqu'à 20 ans pour les projets d'un montant supérieur à 50 millions de dollars EU, voir aussi le chapitre II 3)). Depuis janvier 2006, il existe un impôt spécial sur les activités minières ("Royalty Minero") qui vient s'ajouter à l'impôt sur le revenu (voir le chapitre IV 4)).

187. Conformément à la législation fiscale, toutes les redevances versées à l'étranger sont soumises à une retenue de 30%, sauf lorsqu'elles sont versées à des personnes qui résident dans des pays avec lesquels le Chili a conclu un accord visant à éviter la double-imposition (voir le chapitre II 3) ii)). Depuis janvier 2007, certaines redevances affichent un taux réduit de 15%, par exemple les redevances liées à l'utilisation de brevets d'invention, de modèles d'utilité, de dessins ou modèles industriels, de schémas de configuration et de topographies de circuits intégrés, d'obtentions végétales et de programmes informatiques. En règle générale, les intérêts sur les prêts venant de l'étranger sont soumis à une retenue de 35%, mais lorsqu'il s'agit d'intérêts versés à des banques ou à des institutions financières étrangères, le taux est de 4%.

188. Les biens immobiliers non agricoles sont soumis à un impôt territorial (contributions foncières) versé aux municipalités, qui correspond à 1,2% de la valeur de la propriété. Une surtaxe équivalant à 100% de la taxe en vigueur est appliquée aux biens immobiliers situés en zone urbaine qui correspondent à des sites non bâtis ou à des propriétés laissées à l'abandon. Plusieurs transactions et documents sont soumis à un droit de timbre ou de vignette; il s'agit des chèques, des virements ou versements consécutifs à un ordre de paiement, des débits et transferts à partir d'un compte courant, ainsi que des prêts d'argent et des documents qui contiennent des opérations de crédit comme les lettres de change et l'émission de bons. En 2009, les droits de timbre et de vignette ont été temporairement supprimés pour toutes les opérations de crédit et les autorités ont annoncé qu'ils seraient ramenés à 0,6% du capital pour le premier semestre 2010.<sup>131</sup>

## **ii) Politique de la concurrence et fixation des prix**

189. Pendant la période considérée, le Chili a réformé le cadre réglementaire et institutionnel applicable à la concurrence afin de renforcer l'efficacité des marchés. L'un des principaux changements a été la création du Tribunal de défense de la concurrence dans le but de donner davantage d'autonomie au système. D'autres réformes de la réglementation sont prévues, en particulier pour renforcer les pouvoirs de l'autorité chargée des enquêtes. Le principal objectif de la politique de la concurrence du Chili est d'éviter l'abus de position dominante sur le marché, mais pas la concentration en soi.

---

<sup>131</sup> Loi n° 20.326 promulguée le 20 janvier 2009.

190. Le Décret-loi n° 211 est le premier instrument juridique qui traite exclusivement de la concurrence au Chili. Publié en 1973, il a subi d'importantes modifications au fil des ans<sup>132</sup>, la plus importante étant celle qui a été apportée par la Loi n° 19.911 de novembre 2003. Le texte actuel de ce décret-loi a été refondu, coordonné et systématisé par le Décret ayant force de loi n° 1 de 2005 du Ministère de l'économie<sup>133</sup>, ci-après dénommé Loi sur la protection de la concurrence.

191. Cette loi vise à promouvoir et protéger la libre concurrence sur les marchés. Elle définit comme illicite et anticoncurrentiel "... tout acte ou accord qui empêche, restreint ou entrave la concurrence, ou tend à produire de tels effets", y compris les pratiques comme la fixation des prix, les limitations à la production, l'attribution de contingents ou de zones de marché, l'abus de position dominante et les comportements prédateurs ou la concurrence déloyale en vue d'obtenir, de conserver ou de renforcer une position dominante.<sup>134</sup>

192. La concentration du marché n'étant pas considérée comme une pratique anticoncurrentielle en soi, il n'est donc pas nécessaire de notifier préalablement les fusions et la participation au marché n'est pas limitée. À l'occasion du présent examen, les autorités ont indiqué que depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur la protection de la concurrence, les parties qui souhaitaient effectuer une fusion avaient toujours consulté préalablement le Tribunal de défense de la concurrence (TDLC), même s'il n'existait aucune obligation de notification en la matière.

193. La Loi s'applique à toute personne ou entreprise, nationale ou étrangère, et à l'État lui-même. Elle ne prévoit aucune exception concernant les branches d'activité économique et s'applique aux activités liées au commerce extérieur dans la mesure où elles peuvent affecter la concurrence sur le marché chilien. L'État peut avoir le monopole de certaines activités en vertu de lois spécifiques, mais il ne peut accorder aucune forme de contrôle monopolistique à une entreprise privée, à moins qu'une loi ne l'y autorise.<sup>135</sup>

194. Établie par le Décret-loi n° 211, l'Inspection générale de l'économie (FNE) est un service public décentralisé rattaché au pouvoir exécutif dont la mission est de protéger et d'encourager la libre concurrence.<sup>136</sup> Elle est dirigée par l'Inspecteur général de l'économie qui doit être juriste professionnel et qui est nommé par le Président de la République. La principale fonction de la FNE est d'enquêter sur tout fait, acte ou accord qui porte atteinte à la concurrence économique sur les marchés. La FNE peut ouvrir des enquêtes à la demande d'une partie ou d'office et agir en tant que partie, représentant l'intérêt général de la collectivité dans l'ordre économique devant le TDLC et les tribunaux. Elle peut défendre ou contester les décisions du TDLC devant la Cour suprême de justice. La FNE est également chargée de veiller au respect des décisions et des avis du TDLC et des commissions qui l'ont précédé. En outre, lorsqu'elle n'est pas partie à une procédure, la FNE peut élaborer des rapports techniques à la demande du TDLC.<sup>137</sup>

195. C'est la Loi n° 19.911 (14 novembre 2003) qui a apporté l'un des principaux changements dans la réglementation applicable à la concurrence en créant le Tribunal de défense de la concurrence, qui a remplacé les anciennes commissions préventives et la Commission résolutoire. Le TDLC est un

<sup>132</sup> Les modifications ont été apportées au moyen des DL n° 2.760 et 2.879 de 1979, n° 3.057 de 1980, et des Lois n° 19.336 de 1994, 19.610 de 1999, 19.806 de 2002 et 19.911 de 2003.

<sup>133</sup> Le DFL n° 1 de 2005 peut être consulté sur le site Web de l'Inspection générale de l'économie à l'adresse suivante: <http://www.fne.cl/>.

<sup>134</sup> Article 3 du DFL n° 1 de 2005.

<sup>135</sup> Article 4 du DFL n° 1 de 2005.

<sup>136</sup> Titre III du DFL n° 1 de 2005.

<sup>137</sup> Article 39 du DFL n° 1 de 2005.

tribunal collégial, spécial et indépendant dont la fonction est de prévenir, corriger ou sanctionner les atteintes à la libre concurrence. Il est composé de trois juristes et de deux économistes nommés par le Président, la Cour suprême de justice et le Conseil de la Banque centrale, sur concours ouvert au public.<sup>138</sup> Le Tribunal peut, à la demande de la FNE ou d'une partie intéressée, juger des affaires concernant des actes ou des faits susceptibles de constituer une infraction à la Loi et prendre les mesures ou sanctions nécessaires pour éviter ou réparer leurs effets anticoncurrentiels, y compris modifier ou mettre fin à des contrats, dissoudre des sociétés ou imposer des amendes. Le Tribunal peut également être consulté, en dehors d'une procédure judiciaire, sur des questions concernant des fusions-acquisitions. En outre, il peut établir des règles générales en matière de concurrence et proposer des modifications à des lois qu'il juge contraires à la libre concurrence. Ses décisions peuvent être contestées devant la Cour suprême de justice.

196. Ces dernières années, les autorités de la concurrence ont mené de nombreuses enquêtes sur des fusions-acquisitions, principalement dans les secteurs des transports, des télécommunications, du commerce de détail, de l'électricité, des services financiers et de la santé. En octobre 2006, la FNE a publié un Guide interne pour l'analyse des opérations de concentration horizontale qui précise les critères qu'elle utilise pour examiner les fusions réalisées ou en projet, que ce soit à la demande d'un tiers (partie ou non à la fusion), du TDLC ou d'office. Ce guide a permis de renforcer la sécurité juridique et la transparence dans ce domaine et a en outre fixé à 60 jours le délai maximum pour l'examen d'une fusion par la FNE. En mars 2009, le TDLC a rendu l'Arrêt n° 12 qui indique les renseignements pertinents à fournir lors de l'analyse d'une fusion.<sup>139</sup>

197. Dans le cadre du présent examen, les autorités chiliennes ont indiqué que les pouvoirs d'enquête de la FNE étaient limités, en particulier lorsque l'enquête portait sur des cartels et d'autres pratiques de collusion, car la FNE se fondait sur des documents fournis volontairement et sur des témoignages d'experts. Il lui est donc difficile d'avoir accès à des preuves directes pour établir les effets de l'acte illicite et au bout du compte, une violation de la loi. Entre 2004 et 2006, la Cour suprême de justice a annulé la décision rendue par le TDLC dans deux affaires qu'il avait sanctionnées et a prononcé un acquittement au motif que les preuves présentées étaient insuffisantes.

198. En avril 2009, le Congrès a approuvé un projet de loi qui prévoyait d'apporter d'importantes modifications à la Loi sur la concurrence, en vue de renforcer les pouvoirs en matière d'enquête de la FNE, ainsi que l'indépendance du TDLC. Ces modifications sont notamment l'augmentation des amendes maximales encourues pour les infractions, l'introduction de nouvelles compétences pour lutter contre les cartels durs (possibilité d'accorder l'immunité ou de faire preuve de clémence à l'égard de ceux qui apportent la preuve de l'existence d'un cartel et pouvoirs pour mener des perquisitions, entre autres choses), la faculté expresse qu'a le TDLC d'imposer des mesures correctives d'office, la modification du niveau des infractions, les mesures visant à garantir une plus grande indépendance des membres du TDLC, la modification des procédures et les réformes visant à accroître l'autonomie et l'indépendance de l'Inspecteur général. Ces réformes sont entrées en vigueur avec la publication de la Loi n° 20.361 le 13 juillet 2009.

199. Une étude récente sur les politiques de la concurrence des pays de l'APEC souligne que l'expérience chilienne montre que grâce à la qualité des institutions (gouvernement capable de formuler et de mettre en œuvre des politiques et réglementations qui permettent et favorisent le développement du secteur privé), il a été possible d'accroître l'efficacité de la politique de la

<sup>138</sup> Articles 5 et 6 du DFL n° 1 de 2005.

<sup>139</sup> Le guide, les procédures appliquées par la FNE, ainsi que la jurisprudence et les arrêts du TDLC peuvent être consultés sur les sites Web de la FNE (<http://www.fne.cl>) et du TDLC (<http://www.tdlc.cl>).

concurrence et le Chili a pu atteindre des niveaux de concurrence sur les marchés locaux analogues aux niveaux enregistrés dans des pays ayant de plus hauts revenus.<sup>140</sup>

200. Dans un rapport élaboré en 2003, l'OCDE a fait une évaluation généralement positive du système concurrentiel chilien et a formulé une série de recommandations visant à renforcer le cadre réglementaire et institutionnel du pays.<sup>141</sup> La plupart de ces recommandations ont été reprises dans le DFL n° 1 (2005), notamment la création du TDLC, la publication du Guide interne pour l'analyse des opérations de concentration horizontale et l'accès public aux décisions de la FNE et du TDLC. Il est fait observer dans ce même rapport que les autorités chiliennes sont parvenues à appliquer de façon satisfaisante la politique de la concurrence dans le domaine des infrastructures (télécommunications et électricité) mais qu'elles avaient fait preuve de davantage de prudence dans d'autres secteurs industriels, raison pour laquelle le rapport préconisait une application plus énergique de la loi dans ces secteurs. De même, le rapport recommandait une révision de la politique applicable au contrôle des fusions et des cartels absolus. Le projet de loi approuvé par le Congrès en avril 2009 contient, entre autres choses, plusieurs recommandations relatives aux enquêtes sur les cartels durs.

201. Sans préjuger des facultés des autorités chargées de protéger la libre concurrence, certaines activités, comme les télécommunications, l'approvisionnement en eau, la distribution d'électricité, ainsi que les services financiers, sont soumises à des réglementations spécifiques qui contiennent des dispositions relatives à la concurrence et sont placées sous la supervision des autorités correspondantes: le Sous-Secrétariat aux télécommunications, la Direction générale des services sanitaires, la Direction générale de l'électricité et des combustibles, l'Autorité de contrôle des banques et établissements financiers et l'Inspection générale des valeurs mobilières et des assurances (voir le chapitre IV 7)).

202. La Loi réglementant la concurrence déloyale (Loi n° 20.169), dont l'objet est de protéger les entreprises en concurrence, les consommateurs et, en général, toute personne victime d'un acte de concurrence déloyale, a été publiée en février 2007. Elle qualifie d'acte illicite de concurrence déloyale des comportements qui n'étaient pas couverts par d'autres instruments juridiques, y compris l'utilisation de la réputation d'un tiers, la diffusion de faux renseignements sur les caractéristiques et le prix des biens ou des services proposés, les allégations visant à discréditer un tiers et le recours abusif à des actions en justice en vue de nuire aux activités d'un concurrent. Les mesures pouvant être prises contre de tels comportements illicites sont la cessation et l'interdiction de l'acte, la déclaration d'acte déloyal, la suppression de ses effets et l'indemnisation pour le préjudice subi. Les juges civils sont compétents pour juger ces affaires et transmettent leur décision à l'Inspecteur général de l'économie, qui peut demander au TDLC d'imposer des amendes. Les pratiques déloyales qui visent à obtenir, conserver ou renforcer une position dominante sont examinées par les autorités de la concurrence.

203. Le cadre réglementaire chilien visant à protéger la concurrence comprend plusieurs accords de coopération conclus par la FNE avec les autorités de la concurrence dans différents pays<sup>142</sup>, ainsi que les dispositions des ACR auxquels le Chili est partie. Douze de ces accords<sup>143</sup> contiennent un chapitre sur la concurrence, dont les dispositions sont plus ou moins détaillées et le champ plus ou moins étendu.

---

<sup>140</sup> APEC (2008).

<sup>141</sup> OCDE (2004).

<sup>142</sup> Brésil, Canada, Costa Rica et Mexique.

<sup>143</sup> Il s'agit des accords avec le MERCOSUR, le Canada, le Mexique, l'Amérique centrale, l'Union européenne, les États-Unis, l'AELE, la Corée, le P-4, le Japon, l'Australie et le Pérou.

204. L'État chilien n'est en règle générale pas habilité à réglementer les prix des biens et services. Il le fait pourtant dans des secteurs d'activité dans lesquels il estime qu'il existe des monopoles naturels, l'objectif étant d'éviter que les opérateurs privés abusent de leur position dominante. Ces secteurs sont la téléphonie locale de base, l'électricité et les services d'eau potable et d'assainissement. La fixation des tarifs dans les secteurs de la téléphonie de base et de l'électricité est traitée dans le chapitre IV. La Direction générale des services sanitaires fixe les tarifs maximums que peuvent facturer les entreprises de distribution d'eau potable et de traitement des eaux usées. Ces tarifs sont calculés de manière à ce qu'une entreprise qui fonctionne efficacement ait un niveau de rentabilité égal au rapport entre le capital et les actifs utilisés.<sup>144</sup>

### iii) Incitations

205. Le Chili dispose d'un large éventail de programmes d'incitations pour atteindre des objectifs tels que la promotion de l'investissement et de l'emploi dans des régions isolées ou défavorisées, le développement des microentreprises et des PME et l'appui à l'innovation technique, pour ne citer qu'eux. Pour l'essentiel, ces incitations prennent la forme d'avantages fiscaux, d'apports de financement pour l'investissement et le développement technologique et d'aides à la gestion d'entreprise.

#### a) Aide au développement régional

206. Comme il a été indiqué précédemment (section 3 iv)), le Chili a notifié à l'OMC à titre de subventions trois programmes axés sur le développement régional: les crédits d'impôt pour investissement dans des provinces déterminées, les exonérations fiscales dans les zones franches et le Fonds pour la promotion et le développement des régions reculées.<sup>145</sup> Ces programmes sont décrits ci-après.

#### *Crédits d'impôt*

207. En vue d'encourager le développement économique des provinces d'Arica et de Parinacota, le Décret ayant force de loi n° 1 de septembre 2001 du Ministère des finances (Loi Arica)<sup>146</sup> accorde des crédits d'impôt aux entreprises qui investissent dans ces provinces. Les projets d'investissement d'un montant minimal de 2 000 UTM<sup>147</sup> (environ 139 000 dollars EU<sup>148</sup>) destinés à des activités économiques en Arica et de 1 000 UTM (69 500 dollars EU) ou plus dans la province de Parinacota bénéficient d'un crédit d'impôt égal à 30% de la valeur des immobilisations corporelles (immeubles, machines et équipements) dans la province d'Arica (40% de ces projets concernent le tourisme) et à 40% dans la province de Parinacota. Les contribuables peuvent prétendre à cet avantage jusqu'au 31 décembre 2011 et les crédits peuvent être amortis jusqu'en 2034.

208. De même, le Plan Austral (Loi n° 19.606 de mars 1999) accorde des crédits d'impôt au titre des investissements réalisés dans les régions XI et XII (Aysén et Magallanes) et dans la province de Palena, dans la région des lacs. Les projets d'investissement d'un montant minimal de 2 000 UTM

<sup>144</sup> Pour plus de renseignements sur la fixation des tarifs, veuillez consulter le site Web de la Direction générale des services sanitaires à l'adresse suivante: <http://www.siss.cl/article-4336.html>.

<sup>145</sup> Document de l'OMC G/SCM/N/155/CHL du 24 novembre 2008.

<sup>146</sup> Le DFL n° 1 de 2001 du Ministère des finances contient le texte refondu, coordonné et systématisé de la Loi n° 19.420 de 1995, modifiée par les Lois n° 19.478 de 1996 et n° 19.669 de 2000.

<sup>147</sup> La Loi n° 20.268 (24 juin 2008) a modifié le DFL n° 1 et a établi le montant minimal d'investissement à 1 000 UTM pour 2008 et 2009, à 1 500 UTM pour 2010 et à 2 000 UTM pour 2011.

<sup>148</sup> En juin 2009, l'UTM équivalait à 36 792 pesos chiliens, soit environ 69,5 dollars EU.

(environ 123 000 dollars EU)<sup>149</sup> dans les secteurs manufacturier, agricole, aquacole, du transport, de l'énergie, du tourisme, de l'immobilier et de la recherche-développement (R&D) ouvrent droit à un crédit d'impôt représentant jusqu'à 32% de la valeur des immobilisations corporelles. Ces crédits sont accordés jusqu'en 2011 et peuvent être amortis jusqu'en 2030. Selon les données communiquées par les autorités, en 2008, les crédits d'impôt pour investissement accordés dans le cadre du Plan Austral ont atteint 73,996 milliards de pesos chiliens (126 millions de dollars EU), contre 14,097 milliards de pesos (24 millions de dollars EU) pour ceux qui avaient été octroyés dans le cadre de la Loi Arica.

209. Il existe également des incitations fiscales et tarifaires spéciales pour les activités en Terre de Feu et sur le Territoire antarctique (Loi n° 19.149). Peuvent en bénéficier: les entreprises extractives, manufacturières, de transport, de pêche et de tourisme qui produisent des biens ou des services en utilisant au moins 25% de main-d'œuvre et d'intrants locaux. Ces avantages, dont l'application est prévue jusqu'en 2035 (ou 2036 dans certaines zones), incluent l'exonération de la première catégorie de l'impôt sur le revenu, de la TVA sur le chiffre d'affaires et des droits d'importation. En outre, ces entreprises se voient accorder une aide égale à 20% du montant de leur chiffre d'affaires réalisé dans le reste du pays.<sup>150</sup> La perte fiscale découlant de ces programmes d'incitations fiscales et tarifaires devrait se chiffrer à 1,18 milliard de pesos chiliens (2 millions de dollars EU) pour l'année 2009.<sup>151</sup>

#### *Zones franches*

210. Le Décret n° 341 de 1977 du Ministère des finances a établi deux zones franches: l'une dans le port d'Iquique, à l'extrême nord du pays, et l'autre à Punta Arenas, au sud. Le texte refondu, coordonné et systématisé du Décret figure dans le DFL n° 2 du 10 août 2001 du Ministère des finances.<sup>152</sup> S'il est possible d'exercer tout type d'activités dans les zones franches d'Iquique et de Punta Arenas, les industries extractives, la pêche et les services financiers ne bénéficient pas des avantages offerts dans ces zones.

211. Les sociétés de gestion et les entreprises qui s'établissent dans les zones franches sont exemptées du paiement des droits de douane, de la TVA et des autres impositions à l'importation, de la première catégorie d'impôt aux termes de la Loi relative à l'impôt sur le revenu et de la TVA sur les biens et les services pour toutes les opérations réalisées à l'intérieur de la zone franche.

212. Les marchandises importées dans une zone franche peuvent être entreposées, transformées, finies ou commercialisées dans la zone sans aucune restriction, et peuvent être réexportées sans donner lieu au paiement d'impôts. Cependant, les ventes ou les transferts de marchandises depuis une zone franche vers le territoire douanier chilien sont soumis au paiement des droits de douane, de la TVA et des autres impôts d'importation à la sortie de la zone franche<sup>153</sup>, à moins que ces marchandises ne bénéficient d'une franchise de droits en vertu d'un accord de libre-échange. Aucune limite n'est imposée aux entreprises sises dans les zones franches quant à la part de leur production qu'elles peuvent exporter vers le territoire douanier chilien; il n'est pas non plus fait application de prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux.

<sup>149</sup> Au mois de janvier 2009.

<sup>150</sup> Loi n° 18.392 du 14 janvier 1985 (modifiée par la Loi n° 19.606 du 14 avril 1999) et Loi n° 19.149 du 6 juillet 1992, modifiée par la Loi n° 19.270 du 6 décembre 1993.

<sup>151</sup> Données fournies par les autorités chiliennes.

<sup>152</sup> Le DFL n° 2 a fait l'objet de quelques modifications par la Loi n° 19.827 du 31 août 2002, la Loi n° 20.122 du 28 septembre 2006 et la Loi n° 20.320 du 31 décembre 2008.

<sup>153</sup> Sont exonérées de droits de douane et de TVA les ventes aux voyageurs qui n'ont pas de caractère commercial et dont le montant n'excède pas 1 000 dollars EU.

213. Les biens transférés d'une zone franche vers la zone immédiatement adjacente, appelée "zone d'extension", sont soumis à un impôt forfaitaire égal à 0,8% de la valeur c.a.f.<sup>154</sup> L'acquittement de cet impôt ouvre droit à un crédit de droits d'importation et de TVA si les biens sont ensuite transférés vers le reste du pays ou exportés. Les régions d'Aysén et Magallanes et la province de Palena dans la région des lacs ont été déclarées "zones d'extension" de la zone franche de Punta Arenas pour les biens de capital.<sup>155</sup>

214. Le régime préférentiel de la zone franche d'Iquique s'applique aux entreprises manufacturières qui sont installées ou s'installent en Arica et dont les activités visent à obtenir des marchandises différentes des matières premières, composantes ou pièces utilisées pour leur élaboration ou dont le processus de production entraîne une transformation irréversible de ces matières premières, composantes ou pièces étrangères.<sup>156</sup> En cas d'importation dans le reste du pays, ces marchandises seront exonérées des droits d'importation, taxes et autres impositions douanières, mais ce, seulement jusqu'au 31 décembre 2010.

215. La Loi n° 19.709 du 31 janvier 2001 a établi un régime douanier et fiscal préférentiel pour la commune de Tocopilla dans la région d'Antofagasta, qui sera applicable jusqu'au 31 décembre 2026. Bénéficient de ce régime les entreprises manufacturières ayant pour unique objet d'élaborer des intrants, composantes ou pièces ou de réparer des biens d'équipement destinés aux industries extractives et qui se sont établies dans la commune de Tocopilla entre le 1<sup>er</sup> février 2001 et le 31 janvier 2006. La Loi n° 20.333 (4 février 2009) a prorogé ce délai au 31 janvier 2012.<sup>157</sup>

216. Le Ministère des finances est chargé de définir le régime fiscal des zones franches. Leur administration et leur exploitation incombent à des sociétés mixtes, détenues par les secteurs public et privé. Les zones franches d'Iquique et d'Arica se consacrent à des activités de transformation pour l'exportation, telles que la fabrication de produits manufacturés ou l'assemblage et la finition de produits importés, tandis que la zone franche de Punta Arenas est essentiellement dédiée à des activités commerciales. Les sociétés de gestion situées dans ces zones exercent dans le domaine de l'immobilier. Il ressort des données communiquées par les autorités qu'au 31 décembre 2007, la zone franche d'Arica comptait 116 usagers, contre 1 831 pour la zone d'Iquique. De son côté, la zone franche de Punta Arenas comptait 58 entreprises en mai 2008.

217. Il semble que les activités des zones franches aient pris de l'importance au cours de la période considérée. Selon les chiffres fournis par les autorités, les entrées de marchandises étrangères dans les zones franches d'Arica, d'Iquique et de Punta Arenas sont passées, en valeur totale, de 1,616 milliard de dollars EU en 2003 à 3,702 milliards en 2008. Pour leur part, les transferts de marchandises depuis les trois zones franches vers leurs zones d'extension respectives (demandes d'enregistrement de facture) sont passés de 604 millions environ en 2003 à 1,340 milliard de dollars EU en 2008, si bien que les expéditions de marchandises d'une zone franche à l'autre ou à destination de l'étranger, d'entrepôts francs ou d'une zone primaire (demandes de réexpédition) ont vu leur valeur totale passer de 406 millions à 1,044 milliard de dollars EU en 2008. Selon les prévisions des autorités, le coût

<sup>154</sup> Résolution n° 1172 du 24 février 2009 du Service national des douanes.

<sup>155</sup> Loi n° 19 946 du 11 mai 2001.

<sup>156</sup> Article 27 du DFL n° 2 de 2001.

<sup>157</sup> Pour connaître les avantages accordés dans le cadre de ce régime, il est possible de consulter le Journal officiel du Chili à l'adresse Web suivante: <http://www.diariooficial.cl/actualidad/20ulle/19709-html>.



budgétaire<sup>158</sup> découlant de l'application des programmes de zones franches devrait atteindre 44,616 milliards de pesos chiliens pour l'année 2008, soit 0,27% des recettes douanières totales.

218. Les entreprises établies dans les zones franches bénéficient de procédures douanières simplifiées: elles ne sont pas tenues de faire appel à un transitaire ou courtier en douane dans leurs opérations douanières; elles peuvent entreposer ou stocker à l'intérieur de la zone franche des marchandises nationales ou importées pour une durée illimitée et elles se voient appliquer un système de visa à distance, consistant en un contrôle électronique des marchandises par le Service national des douanes.

*Fonds pour la promotion et le développement des régions reculées*

219. Afin de contribuer au développement des régions défavorisées de l'extrême nord et de l'extrême sud du Chili, le Fonds pour la promotion et le développement des régions reculées<sup>159</sup> aide financièrement les PME qui le souhaitent à investir dans ces régions. Le mandat du Fonds a une durée d'un an et est approuvé chaque année dans la Loi de finances. Le Fonds s'adresse exclusivement aux petits et moyens producteurs de marchandises et de services dans les secteurs suivants: construction, machines, équipement, alimentation pour animaux de race et pêche artisanale. Le montant annuel de chaque investissement ne peut excéder 50 000 UF (environ 1,8 million de dollars EU) et les apports de fonds ne peuvent être supérieurs à 20% de l'investissement en actifs fixes. D'après les renseignements communiqués par le Trésor chilien, les montants versés par le Fonds ont atteint 1,049 milliard de pesos chiliens (1,78 million de dollars EU) en 2008.

220. En outre, les employeurs des entreprises situées dans l'extrême nord (région I) et l'extrême sud (régions XI et XII et la province de Chiloé) reçoivent une subvention égale à 17% des rémunérations imposables, à hauteur de 147 000 pesos (environ 250 dollars EU) par mois et par employé.<sup>160</sup> D'après les données des autorités, le coût fiscal de cette subvention s'élevait à 51 milliards de pesos chiliens (près de 87 millions de dollars EU) en 2008.

b) Aide aux microentreprises et aux PME

221. Le Chili possède différents programmes d'aide aux entreprises, qui sont généralement gérés par la CORFO et s'adressent aux entreprises de taille moyenne. Celles-ci englobent les microentreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur ou égal à 2 400 UF (86 160 dollars EU) jusqu'aux entreprises moyennes qui affichent un chiffre d'affaires annuel net allant jusqu'à 100 000 UF (environ 3,6 millions de dollars EU). Les aides sont principalement des apports de fonds pour démarrer une activité, innover dans l'entreprise, améliorer la gestion, développer des réseaux de fournisseurs, encourager les associations d'entreprises et stimuler la création et le transfert de technologies, entre autres choses.<sup>161</sup>

222. L'un des principaux programmes est le "Crédit CORFO Investissement", qui consiste en l'octroi d'un prêt à long terme pour financer les projets d'investissement de microentreprises et de PME. Le prêt est accordé par l'intermédiaire de banques commerciales et peut servir à financer

<sup>158</sup> Par coût budgétaire on entend le manque à gagner engendré pour les services fiscaux par les avantages fiscaux et tarifaires.

<sup>159</sup> Le Fonds a été créé en 1980 par le Décret-loi n° 3.529 du Ministère des finances. Le Décret n° 15 de 1981 portant établissement du Fonds a été modifié par la Loi n° 19.606 de mars 1999.

<sup>160</sup> Loi n° 19.853 du 11 février 2003 et Décret-loi n° 889 du 30 janvier 1975.

<sup>161</sup> Les programmes proposés par la CORFO sont présentés plus en détail à l'adresse suivante: [http://www.corfo.cl/líneas\\_de\\_apoyo](http://www.corfo.cl/líneas_de_apoyo).

jusqu'à 100% de l'investissement; il est assorti d'un délai de paiement de trois à dix ans et d'un taux d'intérêt de 10,8% à 15% par an. De plus, la CORFO offre une garantie couvrant de 50% à 70% du prêt, dans la limite de 5 000 UF (environ 179 500 dollars EU) par bénéficiaire. Les autorités ont indiqué que les prêts accordés en 2008 ont représenté un total de 224,4 millions de dollars EU, leurs garanties atteignant 106,1 millions de dollars EU.

223. Le Fonds d'assistance technique (FAT) de la CORFO propose de financer des projets de gestion d'entreprise susceptibles d'améliorer la qualité et la productivité. La CORFO prend à sa charge jusqu'à 70% du coût total des prestations de conseil à l'intérieur d'une fourchette. Le Programme de développement des fournisseurs finance les projets visant à intégrer les microentreprises et les PME dans des groupements d'exportateurs et des *clusters*, à hauteur de 50% du coût total du projet (avec des montants plafonds par étape du projet et par entreprise). Le programme "Projets associatifs de développement" aide à la constitution et au développement de groupes d'entreprises (cinq minimum) autour d'un projet d'activité commun, en vue de la réalisation d'économies d'échelle, d'un partage des renseignements sur les marchés et d'un accès à des ressources concurrentielles. La CORFO finance jusqu'à 50% du coût total de chaque étape du projet, selon des valeurs plafonds.

224. La CORFO gère un grand nombre d'autres programmes de financement et d'aide aux microentreprises et aux PME. Selon les données des autorités, en 2008, les crédits versés par la CORFO aux microentreprises et aux PME à travers le système financier, bancaire et non bancaire se sont élevés à 512 millions de dollars EU, alors que le montant des autres aides et subventions aux entreprises et entités technologiques a avoisiné les 92,2 millions de dollars EU.

c) L'innovation pour la compétitivité

225. L'une des priorités de la politique économique du gouvernement chilien et le principal domaine d'action de la CORFO est l'aide à l'innovation technologique des entreprises. En la matière, la Présidente de la République, conseillée par le Conseil national de l'innovation pour la compétitivité (CNIC), se place en tête des acteurs institutionnels. Un Comité des Ministres de l'innovation, présidé par le Ministre de l'économie, a la charge d'élaborer la politique en matière d'innovation sur la base des recommandations du CNIC et administre, en outre, le Fonds d'innovation pour la compétitivité.

226. Les aides sont fournies par l'intermédiaire de différents organismes, en particulier InnovaChile qui, depuis mars 2005, a remplacé l'ancien Fonds national pour le développement de la technologie et de la production. InnovaChile, filiale de la CORFO, apporte son financement aux projets de recherche-développement d'entreprises de toutes sortes qui ont pour objet de promouvoir l'innovation et le transfert technologiques. Les projets sont sélectionnés par des comités composés de représentants des secteurs public, privé et universitaire. Il existe également des lignes de soutien en faveur des centres de recherche. En 2008, ce sont 47,772 milliards de pesos (quelque 81 millions de dollars EU) de budget que InnovaChile a pu ventiler entre ses différentes lignes de soutien. La même année, le montant total des fonds publics destinés à l'innovation a atteint 233 milliards de pesos (environ 398 millions de dollars EU), soit 0,68% du PIB.<sup>162</sup>

227. La Loi n° 20.241, publiée le 19 janvier 2008, a instauré une incitation fiscale à l'investissement privé dans la recherche-développement. Il s'agit d'un crédit sur la première catégorie de l'impôt sur le revenu, égal à 35% de tous les paiements effectués au titre de contrats de recherche et développement certifiés par la CORFO et conclus avec des centres de recherche inscrits dans son

<sup>162</sup> Chiffres communiqués par les autorités chiliennes.

Registre. Autre avantage: la déduction fiscale des 65% de paiements restants en tant que frais nécessaires pour la production du revenu, et ce, indépendamment du secteur d'activité de l'entreprise.

#### **iv) Entreprises publiques et privatisation**

228. Le Chili a notifié à l'OMC que la Comercializadora de Trigo S.A. (COTRISA) est la seule société commerciale détenue par l'État.<sup>163</sup> La COTRISA est autorisée à intervenir sur le marché du blé et d'autres céréales en achetant aux producteurs chiliens lorsque le prix des transactions est inférieur à celui qui serait pratiqué sur un marché concurrentiel. Toutefois, comme l'indique la notification du Chili, la COTRISA n'est pas intervenue sur le marché intérieur des céréales depuis 2003 et n'a pas non plus réalisé d'importations ni d'exportations. En 2008, elle avait pour principales fonctions de fournir des services d'emballage, de stockage et de certification de la qualité des céréales et de promouvoir des chaînes de production entre les petits et moyens céréaliers et les utilisateurs industriels.

229. Après plus de 30 ans de privatisations, y compris dans des secteurs économiques de premier plan comme les télécommunications et l'électricité, on recensait 30 entreprises publiques au Chili au début de l'année 2009. Certaines d'entre elles pèsent fortement sur l'économie, à l'instar de la Société nationale du cuivre (CODELCO), première productrice mondiale de cuivre; de la BancoEstado; de la Société nationale des pétroles (ENAP); et de la Société nationale des mines (ENAMI) (voir chapitre IV 4)). Les autres secteurs d'activité des entreprises dont l'État est propriétaire ou actionnaire incluent les infrastructures portuaires, le transport terrestre urbain et interurbain, les services postaux, les moyens de communication, la défense, les jeux de hasard, la zone franche et l'approvisionnement des zones isolées.

230. En 2007, l'ensemble des entreprises publiques chiliennes générait 31,872 milliards de dollars EU de recettes d'exploitation, représentant 27,17% du PIB, détenait un patrimoine comptable de 11,734 milliards de dollars EU et employait 46 366 personnes. Les cinq plus grandes entreprises cumulaient 83,4% du patrimoine (la CODELCO à elle seule en détenait 40,4%) et 96,8% des recettes d'exploitation (53% pour la CODELCO). La majorité des entreprises d'État (23) exerce son activité sous la surveillance du Système des entreprises publiques (SEP), organisme technique qui a pour fonction de représenter les intérêts de l'État dans les entreprises dont il est associé, actionnaire ou propriétaire. Le SEP nomme les membres des conseils d'administration et contrôle la gestion stratégique de ces entreprises afin que leur fonctionnement s'aligne sur les principes d'efficacité, de compétitivité, de transparence et de probité, en vue de la création de valeur.

231. De 2003 à 2008, l'activité de privatisation s'est principalement centrée sur les ports (voir chapitre IV 7) v)) et les services d'assainissement. S'agissant des entreprises de l'eau, les droits d'exploitation des concessions de production et de distribution d'eau potable et de collecte et d'évacuation des eaux usées, détenus par six entreprises régionales, ont été attribués par voie d'appel d'offres pour une période de 30 ans. Les recettes générées par cette procédure ont dépassé les 17,5 millions d'UF (quelque 628 millions de dollars EU).

---

<sup>163</sup> Document de l'OMC G/STR/N/12/CHL du 6 août 2008.

**v) Marchés publics**

232. Depuis 2003, le Chili a réformé en profondeur son système de marchés publics de biens et de services pour le rendre plus transparent et plus efficace grâce, notamment, à l'utilisation d'une plate-forme électronique de passation des marchés. Ces réformes ont été considérées comme vectrices des meilleures pratiques et ont accru la participation des fournisseurs et acheteurs aux marchés publics. Aucune différence n'est faite entre les produits, les services et les fournisseurs en fonction de leur origine. Les achats des entreprises d'État et les travaux publics sont régis par leurs réglementations propres.

233. En 2008, les marchés publics de l'État chilien (hors entreprises publiques et concessions) ont atteint 5,045 milliards de dollars (soit 2,9% du PIB). Sur la plate-forme de passation de marchés de ChileCompra sont présents plus de 900 bureaux d'achats de l'administration centrale et locale, qui adjugent près de 1 600 000 marchés par an.<sup>164</sup>

234. Le Chili n'est pas signataire de l'Accord plurilatéral de l'OMC sur les marchés publics, mais il participe en tant qu'observateur au Comité *ad hoc*. Les autorités chiliennes ont indiqué qu'elles n'envisageaient pas, pour le moment, de négocier leur accession à cet accord, mais ont dit souhaiter suivre l'élaboration de son nouveau texte. Le Chili a accepté des engagements en matière de marchés publics dans le cadre des ACR auxquels il a souscrits. Au milieu de 2009, les chapitres sur les marchés publics de onze accords signés par le Chili (avec l'Amérique centrale, les Communautés européennes, les États-Unis, la Corée, le Canada, le Japon, l'Australie, la Colombie et le Mexique, ainsi que l'AELE et le P-4) étaient en vigueur. En outre, en janvier 2009, dans le cadre de l'ALADI, le Chili a conclu avec l'Uruguay un accord sur les marchés publics qui devrait entrer en vigueur au cours du dernier trimestre de 2009.

235. En 2003, dans le cadre d'un vaste programme de modernisation de l'État, le Chili a engagé la réforme de son système de marchés publics. Un élément central de cette réforme a été la promulgation de la Loi sur les marchés publics (Loi n° 19.886), entrée en vigueur en août 2003 et dont le but était d'unifier les procédures de passation des marchés publics de biens et de services. Conformément au Plan stratégique 2008-2010, les objectifs de la politique chilienne en la matière sont d'asseoir un système de passation des marchés transparent, efficient et inclusif et d'innover pour en assurer la viabilité.<sup>165</sup>

236. Une étude de la Banque mondiale a constaté que le système chilien de passation de marchés publics est généralement considéré comme exempt de corruption, du fait de la probité des fonctionnaires, de la décentralisation et de la bonne qualité des systèmes de contrôle budgétaire. S'agissant des réformes de 2003, cette étude a estimé que leur approche et leur schéma conceptuels pourraient être considérés comme vecteurs des meilleures pratiques et que, bien qu'elles en fussent encore au stade de la mise en œuvre, elles avaient déjà donné des résultats positifs, en particulier en ce qui concerne la divulgation de renseignements, la participation des acheteurs et des vendeurs, et les marchés fondés sur les accords-cadres (voir *infra*).<sup>166</sup> Toutefois, certains aspects ont été jugés améliorables dans le domaine des travaux publics (voir *infra*).

<sup>164</sup> ChileCompra, Plan stratégique 2008-2010.

<sup>165</sup> Le Plan stratégique peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.chilecompra.cl>.

<sup>166</sup> Banque mondiale (2004).

a) Marchés de biens et de services

237. La Loi de base sur les marchés publics de fournitures et de prestation de services (n° 19.886) du 30 juillet 2003<sup>167</sup> et son règlement (DS n° 250 de septembre 2004 du Ministère des finances<sup>168</sup>) fixent le cadre juridique des marchés publics de biens et de services pour toutes les entités du gouvernement central, des gouvernements régionaux et provinciaux, des municipalités, des forces armées, de la Banque centrale et du Bureau du Contrôleur général de la République du Chili. La Loi ne s'applique pas aux entreprises publiques qui sont soumises à une réglementation spécifique. S'agissant des travaux publics, la Loi n° 19.886 s'applique pour ce qui est de l'utilisation obligatoire du système électronique d'information sur les marchés et du Tribunal des marchés publics (voir *infra*), en général, de manière supplétive.<sup>169</sup>

238. Parmi les principales réformes introduites par la Loi n° 19.886 figurent la création du Département des marchés publics (DCCP) du Ministère des finances, chargé de définir la politique gouvernementale en la matière, et la mise en place d'un système électronique d'information sur les marchés publics (ChileCompra)<sup>170</sup>, par l'intermédiaire duquel toutes les entités couvertes par la Loi n° 19.886 doivent formuler les appels d'offres, adjudger les marchés et, d'une manière générale, exécuter leurs procédures de passation de marchés de biens, de services et de travaux publics (bien que ces derniers ne soient pas soumis à la Loi). Le système électronique d'information sur les marchés est accessible au public et gratuit; sa gestion relève de la responsabilité de la DCCP. La Loi n° 19.886 a également créé le Registre national des fournisseurs de l'administration publique<sup>171</sup> et le Tribunal des marchés publics.<sup>172</sup>

239. La Loi n° 19.886 prévoit quatre modes de passation des marchés publics: les accords-cadres, la procédure d'appel d'offres ouvert, la procédure d'appel d'offres limitée et l'entente directe. Les accords-cadres permettent de centraliser les achats par plusieurs entités de différents biens et services pour gagner en efficacité et obtenir de meilleurs prix. Par la voie de ces accords-cadres, adjugés par appel d'offres ouvert, la DCCP convient de prix unitaires avec certains fournisseurs de biens et de services et les organismes publics n'ont plus alors qu'à passer commande selon les conditions prévues dans lesdits accords.

240. Conformément à la Loi n° 19.886 (article 5), la procédure d'appel d'offres ouvert constitue la règle générale et est obligatoire pour les marchés supérieurs à 1 000 UTM (environ 70 000 dollars EU), sauf exceptions prévues par cette même loi. Toutefois, selon le règlement de la Loi, il convient de recourir à l'appel d'offres ouvert pour les marchés de biens et de services supérieurs à 100 UTM (environ 7 000 dollars EU).<sup>173</sup> L'appel d'offres limité et l'entente directe sont des procédures exceptionnelles, qui s'appliquent sur décision motivée et uniquement dans les circonstances définies dans la Loi.<sup>174</sup> Il est interdit de scinder les marchés dans le seul but d'éviter la

<sup>167</sup> Les Lois n° 20.088 de 2006 et 20.238 de 2008 ont apporté des modifications mineures à la Loi n° 19.886, en particulier à l'article 4, concernant les cas d'incapacité contractuelle.

<sup>168</sup> Modifié par le Décret n° 1562 du Ministère des finances, publié le 20 avril 2006, et par le Décret n° 260 du 13 juillet 2007.

<sup>169</sup> La Loi n° 19.886 et son règlement sont consultables à l'adresse suivante: [http://chilecompra.cl/normativa\\_legal.htm](http://chilecompra.cl/normativa_legal.htm).

<sup>170</sup> Le site Web de ChileCompra a pour adresse: [www.chilecompra.cl](http://www.chilecompra.cl).

<sup>171</sup> Le site Web du Registre des fournisseurs (ChileProveedores) a pour adresse: [www.chileproveedores.cl](http://www.chileproveedores.cl).

<sup>172</sup> Le site Web du Tribunal a pour adresse: [www.tribunaldecompras.cl](http://www.tribunaldecompras.cl).

<sup>173</sup> Article 10, paragraphe 8, du Règlement de la Loi n° 19.886 (DS n° 250 de 2004).

<sup>174</sup> Article 8 de la Loi n° 19.886 et article 10 du Règlement de la Loi n° 19.886.

procédure d'appel d'offres ouvert. Les autorités ont indiqué que les appels d'offres ouverts représentaient 91% des procédures de passation de marché.

241. Toutes les procédures de passation de marché, qu'il s'agisse de l'appel d'offres ouvert, de l'appel d'offres limité, de l'entente directe et de l'accord-cadre, doivent être exécutées par l'intermédiaire du système électronique d'information de ChileCompra. Sans préjudice de ce qui précède, dans le cas de l'appel d'offres ouvert, l'avis peut aussi être publié dans d'autres médias de diffusion internationale, nationale ou régionale.

242. La Loi n° 19.886 fixe les délais minimaux entre la date de publication de l'avis d'appel d'offres et la date limite de réception des soumissions. Lorsque le montant du marché est égal ou supérieur à 1 000 UTM, l'avis doit être publié au plus tard 20 jours avant la date limite de réception des soumissions; s'il s'agit de montants inférieurs, le délai minimal est abaissé à dix jours. Dans le cas de l'entente directe, le délai minimal entre la date de publication de l'avis d'appel d'offres et la date limite de réception des soumissions est de cinq jours. Tous ces délais sont susceptibles d'être raccourcis dans le cas d'un marché de biens ou de services répondant à des spécifications simples.

243. Le Registre national des fournisseurs de l'administration publique, géré par la DCCP, est un registre électronique auquel peuvent s'inscrire les personnes physiques ou morales, chiliennes ou étrangères non domiciliées au Chili. L'inscription atteste de la légalité et de la capacité financière et technique des fournisseurs, mais elle n'est pas une condition impérative pour participer à un marché public. Lors de la passation d'un marché, les entités ont toute latitude d'exiger ou non des soumissionnaires qu'ils y soient inscrits. Ce registre est public et peut être consulté sur les sites Web de ChileCompra et de ChileProveedores. Une demande d'inscription peut être faite à tout moment. D'après les renseignements fournis par les autorités, en avril 2009, près de 32 000 fournisseurs étaient inscrits au registre, dont 57% étaient établis dans la région métropolitaine et 43% dans les autres régions.

244. Conformément au Règlement de la Loi n° 19.886, les entités doivent établir les critères d'évaluation des soumissions compte tenu, notamment, du prix proposé, de l'expérience des soumissionnaires, de la qualité technique des biens ou des services proposés, de l'assistance technique, des services après-vente et du délai de livraison. Ces critères doivent être préalablement spécifiés dans le dossier d'appel d'offres, accompagnés de leur pondération.<sup>175</sup> Les spécifications techniques des biens ou services qui font l'objet du marché doivent être de nature générale, sans faire référence à des marques précises.

245. L'ouverture des soumissions est réalisée électroniquement par le biais du système d'information. L'adjudication du marché se fait en faveur de l'offre la plus avantageuse au regard des critères spécifiés dans le dossier d'appel d'offres et donne lieu à la notification en bonne et due forme d'un acte administratif à l'adjudicataire et aux autres candidats. Cet acte indique les notes qui ont été obtenues au titre des critères d'évaluation et qui ont conduit à juger l'offre de l'adjudicataire comme la plus avantageuse. L'acte administratif par lequel un marché public est adjugé ou déclaré infructueux doit être publié de manière à ce que tous les fournisseurs puissent avoir connaissance des résultats de la procédure de passation.<sup>176</sup> Le marché ne peut être adjugé à une offre qui ne remplit pas les conditions et les exigences spécifiées dans le dossier d'appel d'offres.

246. La législation ne prévoit pas de marges de préférence en faveur des fournisseurs nationaux ni une quelconque distinction entre les produits, les services et les fournisseurs en fonction de leur

<sup>175</sup> Article 38 du Règlement de la Loi n° 19.886.

<sup>176</sup> Articles 6 et 41 du Règlement et articles 18 et suivants de la Loi n° 19.886.

origine. Elle ne prévoit pas non plus que la passation de marchés soit subordonnée à l'imposition d'opérations de compensation.

247. Le Tribunal des marchés publics, organe juridictionnel spécialisé et indépendant de l'administration publique, a été établi en septembre 2005, conformément à la Loi n° 19.886. Il a compétence pour statuer sur les recours formés contre tout acte ou toute omission de nature illégale ou arbitraire survenu entre l'approbation du dossier d'appel d'offres et l'adjudication du marché dans le cadre de procédures de passation de marchés par des organismes publics, y compris dans le domaine des travaux publics. Toute personne physique ou morale ayant un intérêt dans une procédure de passation de marché peut former un recours devant le Tribunal dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date à laquelle elle a eu connaissance de l'acte ou de l'omission objet du recours ou de la date de publication de l'acte.

248. Une fois qu'il a accepté d'examiner le recours, le Tribunal peut décider de la suspension de la procédure de passation de marché visée. Dans sa sentence définitive, il se prononce sur la légalité ou le caractère arbitraire de l'acte ou de l'omission objet du recours et ordonne que les mesures nécessaires soient prises pour rétablir la primauté du droit. Les sentences rendues par le Tribunal peuvent être contestées devant la Cour d'appel de Santiago. En décembre 2008, 334 demandes avaient été présentées devant le Tribunal depuis sa création, dont 211 avaient abouti et 123 étaient en cours de traitement; à la même date, le Tribunal avait rendu 72 sentences.<sup>177</sup>

b) Marchés de travaux publics

249. Il n'existe pas de cadre juridique unifié en matière de travaux publics: les procédures de passation de marchés sont régies par les lois organiques de chaque organisme public et municipalité. Toutefois, la réglementation du Ministère des travaux publics (MOP) établit les règles suivies par d'autres entités.

250. Le MOP est chargé des travaux publics d'infrastructure; sa loi organique (DFL n° 850 de 1997) et le Règlement relatif aux marchés de travaux publics (Décret suprême n° 75 de 2004, modifié par le Décret n° 810 de 2008) fixent les dispositions applicables à ces marchés. En outre, il existe une loi sur les concessions de travaux publics (Décret suprême n° 900 de 1996 du MOP), assortie d'un Règlement (DS n° 856 de 1997).<sup>178</sup> De leur côté, les marchés de travaux conclus par le Ministère du logement et de l'urbanisation dans l'exercice de ses attributions et les marchés de réalisation, de fonctionnement et d'entretien d'ouvrages urbains qui font appel à des tiers sont régis par le Décret suprême n° 236 portant approbation des bases réglementaires générales en matière de passation de marchés de travaux pour les services du logement et de l'urbanisation, la Loi n° 19.537 sur la copropriété immobilière et la Loi n° 19.865 sur le partage du financement urbain.

251. Selon une analyse de la Banque mondiale datée de 2004, les procédures d'évaluation des soumissions et d'adjudication des marchés du MOP étaient généralement ouvertes et transparentes, même s'il y avait matière à amélioration dans des domaines comme l'unification du registre des entrepreneurs, la présentation des soumissions ou les mécanismes de recours.<sup>179</sup> En janvier 2005, un nouveau Règlement relatif aux marchés de travaux publics du MOP<sup>180</sup> est entré en vigueur et a

<sup>177</sup> Renseignements consultés à l'adresse suivante: <http://www.tribunaldecompras.cl>.

<sup>178</sup> La réglementation du MOP est consultable à l'adresse suivante: [http://www.mop.cl/mop\\_marco\\_legal.htm](http://www.mop.cl/mop_marco_legal.htm).

<sup>179</sup> Banque mondiale (2004).

<sup>180</sup> Décret suprême n° 75 de 2004 du MOP, remplaçant le décret antérieur qui datait de 1992 (DS n° 15).

introduit des modifications tendant notamment à accroître la transparence, à simplifier et assouplir la gestion de ces marchés, à améliorer le fonctionnement du registre des entrepreneurs et à présenter les instances de recours. Par ailleurs, des modifications du Règlement, qui simplifiaient les démarches administratives, ont été approuvées en décembre 2008 pour faciliter l'accès des PME aux marchés de travaux publics.

#### vi) Protection de la propriété intellectuelle

252. Depuis le dernier examen, le Chili a réformé sa législation pour améliorer son système de propriété intellectuelle et le mettre en conformité avec ses engagements internationaux. Dans certains cas, la législation chilienne va au-delà des obligations énoncées dans l'Accord sur les ADPIC, par exemple dans certains domaines relatifs au droit d'auteur et aux droits de propriété industrielle.

##### a) Caractéristiques générales

253. Le Chili est importateur net de produits à forte intensité de propriété intellectuelle.<sup>181</sup> En 2007, ces produits ont représenté 9,1% des importations totales de biens, et 2,3% des exportations totales.<sup>182</sup> La même année, le Chili a enregistré pour les redevances et droits de licence un déficit de quasiment 373 millions de dollars EU, avec des paiements totalisant 434 millions de dollars EU et des recettes totalisant 61 millions de dollars EU.<sup>183</sup>

254. Le Chili est membre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) depuis 1975 et a signé plusieurs traités administrés par cette organisation.<sup>184</sup> Depuis le dernier examen, le Chili a mis en vigueur les Traités Internet de l'OMPI sur le droit d'auteur<sup>185</sup> et sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes.<sup>186</sup> Le Traité de coopération en matière de brevets (PCT) est entré en vigueur en juin 2009.<sup>187</sup> Au milieu de 2009, l'adhésion au Traité sur le droit des marques et à l'Acte de 1991 de la Convention de l'UPOV était examinée au Congrès.

---

<sup>181</sup> Il s'agit des produits figurant à l'Annexe A de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (à l'exception des positions 8524.31 et 8524.91 du SH); des produits pharmaceutiques (SH 30, y compris les génériques); des boissons alcooliques et des liqueurs (SH 22, à l'exception du vinaigre), des livres et autres produits imprimés (SH 49), des films cinématographiques (SH 3706), des autres pellicules développées (SH 3705) et des disques, CD, programmes informatiques et autres supports d'enregistrement (SH 8524).

<sup>182</sup> Calculs du Secrétariat de l'OMC basés sur des renseignements de la base de données Comtrade (SH), Division de statistique de l'ONU.

<sup>183</sup> Calculs du Secrétariat de l'OMC basés sur la balance des paiements du Chili, Banque centrale du Chili.

<sup>184</sup> Les traités de l'OMPI auxquels le Chili est partie sont les suivants (date d'entrée en vigueur entre parenthèses): Convention de Rome (5 septembre 1974), Convention de Berne (5 juin 1970), Convention instituant l'OMPI (25 juin 1975), Convention de l'UPOV (5 janvier 1996), Convention de Paris (14 juin 1991), Convention phonogrammes (24 mars 1977), Traité de Nairobi (14 décembre 1983), Traité sur le droit d'auteur (6 mars 2002), Traité sur le registre des films (29 décembre 1993), Traité sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (20 mai 2002) et Traité de coopération en matière de brevets (2 juin 2009). Voir [http://www.wipo.int/treaties/fr/ShowResults.jsp?country\\_id=36C&start\\_year=ANY&end\\_year=ANY&search\\_what=C&treaty\\_all=ALL](http://www.wipo.int/treaties/fr/ShowResults.jsp?country_id=36C&start_year=ANY&end_year=ANY&search_what=C&treaty_all=ALL).

<sup>185</sup> DS n° 270 du Ministère des relations extérieures, 7 mars 2003.

<sup>186</sup> DS n° 139 du Ministère des relations extérieures, 22 août 2003.

<sup>187</sup> DS n° 52 du Ministère des relations extérieures, 2 juin 2009.



255. La plupart des ACR conclus par le Chili comprennent des chapitres spécifiques sur la propriété intellectuelle (voir le tableau AII.3). Dans les autres, le Chili a inclus des dispositions concernant les indications géographiques ou les moyens de faire respecter les droits, dans le cadre des disciplines relatives à l'accès aux marchés.<sup>188</sup> En outre, le Chili a conclu avec la Communauté européenne des accords portant sur le commerce de vins et de spiritueux, qui figurent en annexe à l'ACR. Les deux parties se sont engagées à accorder une protection aux indications géographiques énumérées dans les appendices de ces accords et à cesser d'utiliser certaines indications génériques et marques commerciales identiques ou semblables à celles de l'autre partie. L'adhésion au PCT est l'un des engagements que le Chili a contractés dans ses ACR avec les États-Unis et la Communauté européenne.

256. L'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) a été incorporé dans le droit chilien par le Décret suprême n° 16 du Ministère des relations extérieures du 5 janvier 1995.

257. Le Chili a notifié à l'OMC le texte de ses lois et règlements sur la propriété intellectuelle (voir le tableau AII.2). Au moment de la rédaction du présent rapport, les notifications de plusieurs lois et règlements récemment présentées par le Chili conformément à l'Accord sur les ADPIC étaient en cours d'examen. En septembre 2000, le Conseil des ADPIC a examiné la législation chilienne. Le Chili a répondu aux questions posées par différents Membres.<sup>189</sup> Il a également répondu à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits<sup>190</sup>, et il a notifié à l'OMC que le service d'information sur les droits de propriété intellectuelle est le Département de la propriété intellectuelle du Ministère des relations extérieures. Le Chili participe activement aux travaux du Conseil des ADPIC, en particulier dans le domaine des indications géographiques, où il a présenté avec 18 autres Membres une proposition de décision sur la création d'un système multilatéral d'enregistrement et de notification des indications géographiques pour les vins et les spiritueux.<sup>191</sup>

b) Cadre juridique institutionnel

258. La législation chilienne couvre les catégories de propriété intellectuelle envisagées dans l'Accord sur les ADPIC. Le tableau III.6 donne un aperçu non exhaustif des principales normes chiliennes sur la protection de la propriété intellectuelle et des droits protégés. Au cours de la période considérée, le Chili a modifié sa législation en la matière afin de la mettre en conformité avec l'Accord sur les ADPIC et d'autres accords internationaux. Dans certains cas, les modifications sont allées plus loin que les disciplines de l'Accord sur les ADPIC, par exemple en ce qui concerne la protection des renseignements non divulgués relatifs à des demandes d'enregistrement sanitaire pour des produits pharmaceutiques et agrochimiques, et la prorogation de la durée de protection du droit d'auteur et des droits connexes à 70 ans.

<sup>188</sup> C'est le cas des accords conclus avec le Canada, l'Amérique centrale, la Chine et le Panama.

<sup>189</sup> Les questions posées au Chili et les réponses correspondantes figurent dans les documents suivants de l'OMC: IP/C/W/207 du 29 septembre 2000; IP/C/W/208 du 29 septembre 2000; IP/C/W/215 du 3 octobre 2000; IP/C/W/219/Add.1 du 15 novembre 2000; IP/C/W/222 du 16 novembre 2000; IP/C/W/225 du 22 novembre 2000; IP/Q/CHL/1 du 7 juin 2001.

<sup>190</sup> Document de l'OMC IP/N/6/CHL/1 du 3 mai 2000.

<sup>191</sup> Document de l'OMC TN/IP/W/10/Rev.2 du 24 juillet 2008.

**Tableau III.6**  
**Panorama général des droits de propriété intellectuelle au Chili, 2009**

Textes juridiques principaux	Champ d'application <sup>a</sup>	Durée de la protection	Exclusions et limitations <sup>a</sup>
<b>Marques commerciales</b>			
Loi n° 19.039 sur la propriété industrielle (texte refondu, coordonné et systématisé par le DFL n° 3 de 2006) et son Règlement (Décret n° 236 de 2005); Loi n° 19.996 de 2005 et Loi n° 20.160 de 2007	Tout signe susceptible de constituer une représentation graphique pouvant servir à distinguer sur le marché des produits, services ou établissements industriels ou commerciaux; y compris les marques sonores.	10 ans à compter de la date d'enregistrement, reconductibles par périodes identiques à la demande du titulaire.	Écussons, drapeaux, noms d'États, d'organisations internationales et de services publics, noms d'obtentions végétales, noms de personnes, marques pouvant induire en erreur ou prêter à confusion, marques identiques ou semblables à des marques enregistrées au Chili ou à l'étranger et jouissant d'une certaine notoriété; indications géographiques et appellations d'origine enregistrées et signes distinctifs contraires à l'ordre public et à la morale.
<b>Brevets</b>			
Loi n° 19.039 sur la propriété industrielle (texte refondu, coordonné et systématisé par le DFL n° 3 de 2006) et son Règlement (Décret n° 236 de 2005); Loi n° 19.996 de 2005 et Loi n° 20.160 de 2007	Toute invention de produits ou de procédés nouvelle, impliquant une activité inventive et susceptible d'application industrielle.	20 ans à compter de la date du dépôt de la demande, non reconductibles, sauf en cas de retard injustifié du fait des autorités chargées de délivrer le brevet ou des autorités sanitaires.	Procédés et matériels tels que théories scientifiques, plans d'entreprise, méthodes mathématiques, chirurgicales, thérapeutiques ou diagnostiques; végétaux et animaux (à l'exception des micro-organismes) et procédés essentiellement biologiques pour la production de végétaux et d'animaux (à l'exception des micro-organismes); parties d'êtres vivants telles qu'on les trouve dans la nature et procédés et matériels biologiques naturels.  Inventions portant atteinte à l'ordre public, à la sécurité, à la morale, à la santé des personnes, des animaux et des végétaux ou à l'environnement.  Il est possible d'accorder des licences obligatoires pour rectifier des pratiques anticoncurrentielles, pour des motifs de santé publique ou de sécurité nationale, pour un usage public non commercial ou dans une situation d'urgence nationale, ainsi que pour l'exploitation d'un brevet postérieur ne pouvant pas être exploité sans porter atteinte à un brevet antérieur.
<b>Modèles d'utilité</b>			
Loi n° 19.039 sur la propriété industrielle (texte refondu, coordonné et systématisé par le DFL n° 3 de 2006) et son Règlement (Décret n° 236 de 2005); Loi n° 19.996 de 2005 et Loi n° 20.160 de 2007	Instruments, appareils, outils et objets dont la forme peut être revendiquée (aspect et fonctionnement) à condition qu'il y ait utilité.	10 ans à compter de la date de dépôt de la demande, non reconductibles.	Le cas échéant, on applique les exclusions et limitations énoncées au titre III de la Loi sur la propriété industrielle, concernant les brevets d'invention.
<b>Dessins et modèles industriels</b>			
Loi n° 19.039 sur la propriété industrielle (texte refondu, coordonné et systématisé par le DFL n° 3 de 2006) et son Règlement (Décret n° 236 de 2005); Loi n° 19.996 de 2005 et Loi n° 20.160 de 2007	Modèle industriel: toute forme tridimensionnelle et article industriel ou artisanal servant à fabriquer d'autres unités, qui se distingue d'autres semblables et a une physionomie nouvelle.  Dessin industriel: combinaison de figures, lignes ou couleurs destinée à l'ornementation d'un produit et qui donne à ce produit une apparence nouvelle.	10 ans à compter de la date de dépôt de la demande, non reconductibles.	Dessins et modèles dont l'apparence est entièrement dictée par des considérations techniques ou fonctionnelles.  Tout produit d'habillement et tout produit consistant en une forme qui doit être reproduite exactement pour que le produit contenant le modèle puisse être raccordé ou connecté à un autre produit dont il fait partie.

Textes juridiques principaux	Champ d'application <sup>a</sup>	Durée de la protection	Exclusions et limitations <sup>a</sup>
<b>Schémas de configuration ou topographies de circuits intégrés</b>			
Loi n° 19.039 sur la propriété industrielle (texte refondu, coordonné et systématisé par le DFL n° 3 de 2006) et son Règlement (Décret n° 236 de 2005); Loi n° 19.996 de 2005 et Loi n° 20.160 de 2007	La disposition tridimensionnelle des éléments des schémas de configuration ou des topographies de circuits intégrés, conçue pour leur fabrication, dans la mesure où ils sont originaux.	10 ans à compter de la date de la demande d'enregistrement ou de la première exploitation commerciale dans n'importe quel endroit du monde, non reductibles.	Reproductions de schémas de configuration réalisées à des fins privées ou dans un but d'évaluation, d'analyse, de recherche ou d'enseignement; actes d'exploitation commerciale de schémas de configuration originaux découlant de l'évaluation ou de l'analyse d'un schéma de configuration protégé; actes d'exploitation commerciale de tout article contenant un circuit intégré reproduit illégalement, même si l'auteur de ces actes ne savait pas et n'avait pas de raison de savoir que cet article contenait un circuit intégré reproduit illégalement.
<b>Secrets commerciaux et renseignements présentés aux autorités en vue de l'obtention d'un enregistrement sanitaire</b>			
Loi n° 19.039 sur la propriété industrielle (texte refondu, coordonné et systématisé par le DFL n° 3 de 2006) et son Règlement (Décret n° 236 de 2005); Loi n° 19.996 de 2005 et Loi n° 20.160 de 2007	Tout renseignement sur des produits/procédés industriels, dont la non-divulgaration présente une amélioration, une avance ou un avantage concurrentiel pour son détenteur.  Données d'essai non divulguées présentées aux autorités pour obtenir l'enregistrement sanitaire de produits pharmaceutiques et agrochimiques. L'enregistrement se fait auprès de l'Institut national de la santé.	Indéfinie.          Les autorités compétentes ne pourront ni divulguer ni utiliser les données d'essai pendant cinq ans pour les produits pharmaceutiques et pendant dix ans pour les produits agrochimiques.	Aucune.          La protection peut ne pas être accordée si le titulaire est coupable de pratiques anticoncurrentielles; pour des motifs de santé publique ou de sécurité nationale, pour un usage public non commercial et dans une situation d'urgence nationale; si le produit fait l'objet d'une licence obligatoire, quand il n'a pas été commercialisé au Chili ou à l'étranger au bout de 12 mois après son enregistrement sanitaire, ou quand la demande de protection a été présentée au Chili 12 mois après la date d'obtention du premier enregistrement à l'étranger.

Textes juridiques principaux	Champ d'application <sup>a</sup>	Durée de la protection	Exclusions et limitations <sup>a</sup>
<b>Indications géographiques et appellations d'origine</b>			
Loi n° 19.039 sur la propriété industrielle (texte refondu, coordonné et systématisé par le DFL n° 3 de 2006) et son Règlement (Décret n° 236 de 2005); Loi n° 19.996 de 2005 et Loi n° 20.160 de 2007. Loi n° 18.455 de 1985 (appellations d'origine); et Décret n° 464 de 1995 (zonage viticole)	Indication géographique: identifie un produit comme originaire du pays, ou d'une région ou d'une localité du territoire national, quand la qualité, la réputation ou une autre caractéristique de ce produit peut être fondamentalement attribuée à son origine géographique.  Appellation d'origine: <i>idem</i> , en tenant compte en plus d'autres facteurs naturels et humains ayant une incidence sur la caractérisation du produit.	Indéfinie.	Signes ou expressions contraires à la morale ou à l'ordre public; susceptibles d'induire en erreur s'agissant de la provenance géographique, de la nature, du mode de fabrication ou des qualités du produit; génériques (sauf ceux qui sont reconnus dans les traités commerciaux conclus par le Chili); ou identiques ou semblables à d'autres indications géographiques ou appellations d'origine pour les mêmes produits.
<b>Droits d'auteur et droits connexes</b>			
Loi n° 17.336 de 1970 (modifiée par la Loi n° 19.912 de 2003, la Loi n° 19.914 de 2003 et la Loi n° 19.928 de 2004) et son Règlement (Décret n° 1.122 de 1971)	Œuvres littéraires, artistiques et scientifiques, y compris entre autres compositions musicales, adaptations pour la radio ou la télévision, photographies, œuvres cinématographiques et programmes informatiques.	Vie de l'auteur, plus 70 ans après son décès, ou après la première publication ou le premier enregistrement, selon le type d'œuvre.	Aucune autorisation ni rémunération n'est exigée pour l'utilisation dans le cadre familial, dans des établissements d'enseignement ou dans des institutions de bienfaisance ou autres semblables, sans but lucratif.
Règlement sur la répartition des droits connexes (DS n° 4.764 de 1985)	Comprend les droits patrimoniaux et moraux. Pas d'enregistrement requis.	50 ans pour les émissions des organismes de radiodiffusion.	L'adaptation d'un programme informatique pour autant qu'elle soit essentielle à l'utilisation sur un ordinateur donné et ne soit pas destinée à un autre usage, et la copie d'un programme informatique aux fins d'archives ou de sauvegarde, ne peuvent être transférées à aucun titre.  On applique en outre les exceptions prévues aux articles 38 à 45 de la Loi n° 17.336.
<b>Obtentions végétales</b>			
Loi n° 19.342 de 1994 et son Règlement (Décret n° 373 de 1996)	Variétés végétales nouvelles qui sont distinctes, homogènes et stables.  L'enregistrement se fait auprès du Service de l'agriculture et de l'élevage.	18 ans pour les arbres et les vignes et 15 ans pour les autres espèces, non reproductibles.	L'utilisation faite par un agriculteur sur sa propre exploitation de la cueillette de matériel de reproduction dûment acquis ne porte pas atteinte au droit de l'obteneur.  Cependant, ce matériel ne pourra pas faire l'objet de publicité ou être transféré sous forme de semences.  Des licences obligatoires peuvent être accordées quand l'obteneur a abusé d'une situation de monopole pour l'exploitation ou la commercialisation de la variété protégée.

<sup>a</sup> La description du champ d'application et des exclusions et limitations n'est pas exhaustive.

Source: Secrétariat de l'OMC.

259. Depuis le dernier examen, le Chili a apporté plusieurs modifications à la Loi n° 19.039 sur la propriété industrielle<sup>192</sup>, en particulier l'inclusion en 2005 de nouvelles catégories de protection<sup>193</sup>, la protection des renseignements non divulgués concernant de nouvelles entités chimiques présentés pour l'enregistrement de produits pharmaceutiques (cinq ans) et agrochimiques (dix ans), la prolongation de la durée des brevets de 15 à 20 ans à compter du dépôt de la demande, des exceptions limitées à la brevetabilité, l'établissement de nouveaux motifs d'octroi de licences obligatoires, des améliorations de la protection des marques, y compris l'inclusion des marques sonores et des marques célèbres, et de nouvelles dispositions concernant les moyens civils de faire respecter les droits par des procédures simplifiées, des mesures conservatoires et des saisies.<sup>194</sup> En 2007, le Chili a aussi apporté des modifications concernant l'action en nullité pour un enregistrement, le délai supplémentaire de protection en cas de retard administratif injustifié dans la délivrance d'un brevet, la coexistence des marques et des indications géographiques ou appellations d'origine, et la reconnaissance des marques collectives et de la certification.<sup>195</sup>

260. Dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes, les principaux changements apportés depuis 2003 sont des précisions de la portée des droits protégés (par exemple la mise à disposition du public d'œuvres<sup>196</sup>), l'inclusion de nouveaux objets comme le dessin textile et la gestion d'informations, ainsi que la prolongation de la durée de protection du droit d'auteur de 50 à 70 ans après le décès (ou après la publication ou l'enregistrement suivant le type d'œuvre). Il faut citer également les nouvelles dispositions concernant les mesures à la frontière pour faire respecter les droits (voir *infra*).<sup>197</sup> Au milieu de 2009, le Congrès national était en train d'examiner un projet de loi sur la propriété intellectuelle<sup>198</sup>, qui porte sur des thèmes comme les procédures civiles et pénales visant les actes de piratage, les limitations et exceptions relatives au droit d'auteur et aux droits connexes et la responsabilité des prestataires de services Internet. Ce projet, qui a suscité un large débat entre les différents acteurs de l'industrie du savoir, la société civile et le gouvernement, a déjà été approuvé par la Chambre des députés et fait maintenant l'objet d'un débat devant une commission spéciale du Sénat.

261. La Loi n° 20.169, promulguée au début de l'année 2007, sanctionne les actes de concurrence déloyale et s'applique expressément aux droits de propriété intellectuelle. Les comportements que la loi considère comme des actes de concurrence déloyale comprennent le fait de profiter de manière indue des signes distinctifs d'un tiers, le fait de diffuser de faux renseignements concernant des biens ou des services d'un tiers susceptibles de nuire à sa réputation sur le marché et le recours manifestement abusif à des procédures judiciaires dans le but d'entraver les activités d'un agent économique sur le marché (voir aussi le point 4) ii) *supra*).

262. L'Institut national de la propriété industrielle (INAPI) du Ministère de l'économie est l'organisme public chargé d'enregistrer et de promouvoir les droits de propriété industrielle (marques

<sup>192</sup> Le DFL n° 3, du 9 mars 2006, contient le texte refondu, coordonné et rationalisé de la Loi n° 19.039.

<sup>193</sup> À savoir les indications géographiques et appellations d'origine, les schémas de configuration de circuits intégrés, les dessins ou modèles industriels, les secrets commerciaux et les renseignements non divulgués.

<sup>194</sup> Modifications apportées par la Loi n° 19.996, publiée le 11 mars 2005.

<sup>195</sup> Modifications apportées par la Loi n° 20.160, publiée le 17 janvier 2007.

<sup>196</sup> De sorte que les membres du public puissent accéder à ces œuvres à l'endroit et au moment de leur choix.

<sup>197</sup> Modifications apportées par la Loi n° 19.912, publiée le 4 novembre 2003, la Loi n° 19.914, du 19 novembre 2003, et la Loi n° 19.928, du 31 janvier 2004.

<sup>198</sup> Journal officiel n° 5012-03.

commerciales, brevets d'invention, modèles d'utilité, dessins ou modèles industriels, circuits intégrés et indications géographiques); il tient une base de données dans laquelle on peut consulter les demandes déposées et/ou les enregistrements de marques commerciales et de brevets.<sup>199</sup> L'INAPI remplit ces fonctions depuis janvier 2009<sup>200</sup>, en remplacement de l'ancien Département de la propriété industrielle. C'est le Département des droits de propriété intellectuelle de la Direction des bibliothèques, archives et musées qui est responsable du Registre de la propriété intellectuelle (droit d'auteur et droits connexes).<sup>201</sup> Le Département des semences du Service de l'agriculture et de l'élevage (SAG) gère les demandes de protection de nouvelles variétés végétales, tandis que le Comité de qualification des obtentions végétales du SAG se charge d'accorder les enregistrements pour ces variétés.

263. L'Institut national de la santé du Ministère de la santé gère l'enregistrement des médicaments pour lesquels les renseignements ont obtenu une protection en tant que renseignements non divulgués, tandis que le Département des pesticides et engrais du SAG se charge de l'enregistrement des produits agrochimiques pour lesquels les renseignements ont obtenu une protection en tant que renseignements non divulgués. Le Comité interministériel de la propriété intellectuelle - dirigé par le Ministère des relations extérieures et auquel participent également les Ministères de l'économie, de l'éducation, de la santé et de l'agriculture, ainsi que le Conseil national de la culture et des arts - a été créé en 2005 afin de coordonner la position du Chili et de faciliter la mise en œuvre de ses engagements au niveau international.

264. Le Tribunal de la propriété industrielle, créé par la Loi n° 19.996, est une juridiction spéciale et indépendante qui statue sur les procédures d'opposition et les actions en nullité concernant les droits de propriété industrielle et les obtentions végétales enregistrées auprès du SAG. Les décisions du tribunal peuvent faire l'objet de recours devant la Cour suprême. Les infractions relatives aux droits de propriété industrielle, aux droits de propriété intellectuelle et aux obtentions végétales enregistrées sont jugées dans tous les cas par les juridictions ordinaires, civiles ou pénales.

265. La législation chilienne prévoit la possibilité d'accorder des licences obligatoires. Dans le cas des brevets, cela est possible quand le titulaire du brevet s'est rendu coupable de comportements ou de pratiques anticoncurrentiels, d'après une décision du Tribunal de défense de la concurrence (voir le point 4) ii) *supra*); pour des motifs de santé publique ou de sécurité nationale, pour un usage public non commercial, dans une situation d'urgence nationale ou dans d'autres circonstances d'extrême urgence; et quand la licence obligatoire a pour objet l'exploitation d'un brevet postérieur qui ne peut pas être exploité sans porter atteinte à un brevet antérieur, sous certaines conditions.<sup>202</sup> Des licences obligatoires sont également accordées quand l'obteneur d'une variété végétale abuse d'une situation de monopole pour l'exploitation ou la commercialisation de l'obtention protégée. Les autorités ont indiqué qu'aucune licence obligatoire n'avait jamais été accordée au Chili. En ce qui concerne l'application du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, le Chili n'a pas encore ratifié le Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC (Décision du Conseil général du 6 décembre 2005, WT/L/641).

---

<sup>199</sup> La base de données de l'INAPI peut être consultée à l'adresse suivante: [http://www.dpi.cl/dpi\\_web/Frm\\_Login\\_default2.htm](http://www.dpi.cl/dpi_web/Frm_Login_default2.htm).

<sup>200</sup> L'INAPI a été créé par la Loi n° 20.254, publiée le 14 avril 2008.

<sup>201</sup> Le site Web du Département des droits de propriété intellectuelle se trouve à l'adresse suivante: [http://www.dibam.cl/derechos\\_intelectuales/contenido.asp?id\\_contenido=122&id\\_submenu=173&id\\_menu=38](http://www.dibam.cl/derechos_intelectuales/contenido.asp?id_contenido=122&id_submenu=173&id_menu=38).

<sup>202</sup> Article 51 de la Loi n° 19.039 (texte refondu, coordonné et rationalisé).

266. La Loi sur la propriété intellectuelle contient des dispositions régissant la gestion collective du droit d'auteur et des droits connexes.<sup>203</sup> Les organismes de gestion collective sont des organismes privés qui doivent être agréés à cette fin par le Ministère de l'éducation. La loi dispose que la répartition des droits perçus entre les titulaires des droits sur les œuvres ou productions utilisées doit être faite d'une manière proportionnelle à l'utilisation. Les organismes de gestion sont tenus d'accorder, à quiconque en fait la demande, des autorisations non exclusives concernant les droits de propriété intellectuelle qu'ils gèrent, suivant des tarifs qu'ils fixent eux-mêmes. Il existe plusieurs organismes de gestion collective au Chili.<sup>204</sup> D'après les données fournies par la Société chilienne du droit d'auteur, en 2007 le montant des droits d'auteur et de reproduction perçus par cet organisme s'élevait à 14,8 millions de dollars EU, et les versements des organismes de gestion étrangers ont totalisé 2,8 millions de dollars EU. D'après les données fournies par Chileactores, le montant des droits connexes perçus pour la diffusion sur les chaînes de télévision en accès libre s'élevait en 2007 à 169 704 dollars EU.

267. Le Chili autorise les importations parallèles en ce qui concerne tous les droits de propriété intellectuelle, et prévoit en conséquence l'épuisement international des droits. La Loi sur la propriété industrielle dispose qu'un brevet d'invention ne donne pas le droit d'empêcher la commercialisation par des tiers du produit protégé, si ces tiers ont acquis ce produit légitimement après son introduction légale sur le marché de n'importe quel pays par le titulaire du brevet, ou par un tiers avec le consentement du titulaire.<sup>205</sup> De même, l'enregistrement d'une marque ne permet pas au titulaire d'interdire à des tiers d'utiliser cette marque s'agissant de produits légitimement commercialisés dans n'importe quel pays sous cette marque par le titulaire ou avec son consentement exprès.<sup>206</sup> En matière de droit d'auteur et de droits connexes, la législation dispose que la première vente ou autre transfert de propriété au Chili ou à l'étranger épuise le droit de distribution au niveau national et international en ce qui concerne l'original ou l'exemplaire transféré de l'œuvre protégée.<sup>207</sup>

c) Moyens de faire respecter les droits

268. Au Chili, la violation de droits de propriété intellectuelle entraîne des sanctions pénales (peines de prison ou amendes) et/ou civiles (indemnisation du préjudice). La Loi sur la propriété industrielle définit les infractions concernant les marques, les brevets, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles industriels, les circuits intégrés et les indications géographiques, et fixe les amendes correspondantes. En outre, les instruments utilisés pour commettre l'infraction sont confisqués au bénéfice du titulaire du droit et les objets produits illégalement sont détruits. Aucune peine de prison n'est prévue pour les auteurs d'atteinte aux droits de propriété industrielle. La Loi sur la propriété intellectuelle définit les infractions concernant le droit d'auteur et les droits connexes, qui peuvent entraîner une sanction financière et/ou des peines de prison. Le projet de réforme de la Loi sur la propriété intellectuelle mentionné précédemment prévoit d'augmenter les amendes pour les infractions concernant le droit d'auteur et les droits connexes, et de sanctionner plus durement le piratage commis par des groupes organisés; il prévoit en outre de confisquer les matériels et éléments utilisés pour commettre l'infraction et de détruire les objets concernés, sauf si le titulaire autorise leur donation.

<sup>203</sup> Titre V, articles 91 à 102 de la Loi n° 17.336.

<sup>204</sup> La Société chilienne du droit d'auteur, la Société chilienne des interprètes, la Société des droits littéraires, l'Organisme de gestion collective des droits des producteurs audiovisuels du Chili, l'Association des auteurs nationaux du théâtre, du cinéma et de l'audiovisuel, la Société de gestion des créateurs d'images fixes, la Corporation des acteurs du Chili et l'Organisme de gestion collective des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes.

<sup>205</sup> Article 49 de la Loi n° 19.039 (texte refondu, coordonné et rationalisé).

<sup>206</sup> Article 19bis E de la Loi n° 19.039 (texte refondu, coordonné et rationalisé).

<sup>207</sup> Articles 18, 66 et 68 de la Loi n° 17.336, modifiée par la Loi n° 19.914.

269. Les infractions relatives aux droits des obtenteurs de variétés végétales sont aussi sanctionnées par des amendes et des peines de prison. Un projet de loi qui remplace la réglementation en vigueur en la matière afin d'inclure les normes de l'Acte de 1991 de la Convention de l'UPOV, en cours d'examen au Congrès au milieu de 2009, prévoit l'augmentation des amendes en cas d'infraction, la suppression des peines corporelles et l'application des mesures spéciales permettant de faire respecter les droits prévus dans la Loi sur la propriété industrielle, y compris les mesures conservatoires et des saisies.

270. En ce qui concerne les mesures à la frontière, la Loi n° 19.912 dispose que les titulaires de droits industriels, ainsi que les titulaires d'un droit d'auteur et de droits connexes, peuvent demander devant les tribunaux civils la suspension de l'expédition de marchandises par les Douanes, quand il existe une infraction ou des motifs fondés de soupçonner l'existence d'une infraction. Pour que cette mesure soit maintenue, le titulaire du droit doit présenter une demande dans les dix jours suivant la notification de la suspension de l'expédition. Les autorités douanières peuvent aussi décider d'office de suspendre l'expédition de marchandises, pour cinq jours au plus, quand il est évident qu'il s'agit de produits de contrefaçon ou portant atteinte au droit d'auteur; elles doivent alors en informer immédiatement le titulaire du droit. En 2008, les Douanes ont saisi 1 182 421 produits soupçonnés de porter atteinte aux marques ou au droit d'auteur, pour une valeur de 49,1 millions de dollars EU.<sup>208</sup>

271. En 2008, une brigade spécialisée a été créée au sein de l'Unité des infractions économiques de la Police judiciaire du Chili, pour enquêter sur les infractions liées à des atteintes aux droits de propriété intellectuelle et industrielle. Durant sa première année d'activité, la brigade a saisi des biens d'une valeur de 6,2 millions de dollars EU. L'Unité des infractions économiques et du blanchiment d'argent fournit un appui aux magistrats du Chili pour les enquêtes, les poursuites, les études d'affaires et le recueil de la jurisprudence en matière d'infractions concernant les droits de propriété intellectuelle. En 2008, le Ministère public a enquêté sur 1 179 affaires d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle et sur 7 425 affaires d'atteinte aux droits de propriété industrielle.<sup>209</sup>

<sup>208</sup> Renseignements fournis par les autorités du Chili.

<sup>209</sup> Renseignements fournis par les autorités du Chili.